



AMBITIONS *Sud* NS

I N T E R N A T I O N A L

LE BIMESTRIEL ECONOMIQUE DES DECIDEURS - DIFFUSION INTERNATIONALE - N° 67

AMBITIONS INTERNATIONAL

FIRE : ***la lutte contre l'incendie*** ***par la simulation*** ***Fire fighting by simulation***

Cuba
Une île en pleine transition
An island in transition



SEPTEMBRE 2008 - PRIX : 4€



Votre développement,
nous y travaillons.

www.banquedevizille.fr

Capital risque

Capital investissement minoritaire

LBO

Ingénierie boursière

Fusions & Acquisitions



CIC

**BANQUE DE
VIZILLE**

Banque d'Affaires et d'Investissements

BÂTISSEURS DE CROISSANCE

16, Passage Timon-David
13001 MARSEILLE

Tél. (33) 04 91 55 69 09

Fax (33) 04 91 55 69 16

www.ambitions-sud.net

e-mail : info@ambitions-sud.net
ambitions-sud@wanadoo.fr

RCS Marseille B 411 871 445 (97B 00 925)

Directeur de la Publication

Jacques-René LORNE

Rédacteur en Chef

Désiré SANVIN

Journalistes

Veronica DAVIES

Philippe LEGER

Jacques René LORNE

Julie VERDIER

Dominique RUFFAT

Correspondants à l'étranger

Michel OCHSNER

Traductions

Jane LORNE

Crédit photos

J.-R. Lorne,

Veronica Davies,

D. Ruffat

SPS - BNP Paribas - BPCA

OSEO - Caisse des Dépôts

Lausanne - R Chevalier

Europe - CCIMP - Medef

BEI - CCIitalienne - Biomarine

HAD- R. Papanti

Paul Ricard HTTT

Photo Couverture :

Feu de Forêt - Com Fire

Publication bimestrielle

N° 67 SEPTEMBRE 2008

Siret : 411 871 445 00010

Code APE : 5814Z

ISSN 1253-5168

Prix 4 €

Abonnement annuel : 24 €

Maquette - Mise en page

Ambitions-Sud International

Impression

PETRILLI GROUP IMPRIMEUR

NICE

Distribution kiosques PACA

Adhérents NMPP

Dépôt légal à parution

La reproduction des articles
contenus dans ce magazine
est strictement interdite
sans accord préalable
de la Direction
d'Ambitions Sud International

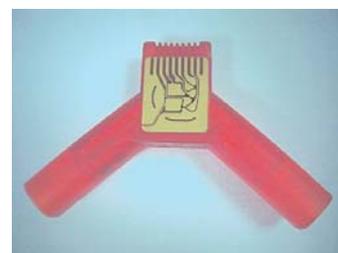
**6 Du côté des Banques
The banking world**

**20 Europe :
Présidence française
The French Presidency**



**24 Union pour la Méditerranée :
l'Appel de Marseille
Mediterranean Union :
the Appeal of Marseilles**

**32 Technologie
dans la Diversification
Technology
in Diversification**



**38 Espace
Space**

**42 FIRE :
La Simulation contre l'incendie
Fire fighting by simulation**



**50 Forum OCOVA :
Les Objets Communicants
Communicating Objects**

**54 Tourisme : Cuba
Tourism : Cuba**

**62 Automania :
Dacia Sandero**



Une transition bien nécessaire

Depuis l'été 2007 et l'éclatement de la bulle des " subprimes ", les marchés ont connu la plus forte baisse des valorisations sur 12 mois depuis plusieurs décennies.

Cette crise a été la traduction d'un contexte économique dégradé dû à un marché immobilier déprimé, une forte hausse des matières premières énergétiques, industrielles et alimentaires ainsi qu'une baisse du dollar.

Tous ces éléments ont contribué à un sentiment de baisse du pouvoir d'achat tant aux Etats-Unis qu'en Europe, affectant la consommation et pesant sur la croissance. Aussi, se pose désormais la question d'une entrée en récession technique de plusieurs économies.

Toutefois, le 15 juillet 2008 marque l'apogée du marché des matières premières, et est une

date importante de retournement. L'évolution du prix du baril de pétrole et celle du dollar se sont inversées (le pétrole perdant 30% et le dollar progressant de 15%).

Ces corrections, qui étaient attendues et nécessaires, marquent le point de départ d'une remise à plat du contexte économique et d'un retour potentiel à la croissance.

En effet, après le sauvetage en mars de la banque Bear Stearns, ces mouvements désinflationnistes, conjugués au sauvetage des deux grands acteurs du système de financement immobilier américain (Fannie Mae et Freddy Mac), vont permettre aux marchés financiers de respirer ; la plupart des mauvaises nouvelles semblent intégrées dans les valorisations boursières.

Les plus bas ont donc vraisemblablement déjà été atteints.

Toutefois, à court terme, la volatilité reste forte et incite les investisseurs à avoir une approche prudente des valeurs et à donner une prime à la qualité.

Pour consolider la reprise économique et boursière, il faudra suivre attentivement l'évolution de l'inflation et des taux d'intérêts. Mais, si jusqu'à présent les hausses des taux par les autorités monétaires entraînaient des baisses de valorisation boursière (du fait d'un durcissement des conditions de financement), aujourd'hui, à l'inverse, ce sera le signe d'une amélioration économique qui devrait se traduire par une revalorisation des marchés (Etats-Unis).

Nous sommes donc dans une phase de transition, tant au niveau intellectuel qu'économique et financier.



Philippe CAZARIAN
CMCIC Gestion

Le retour à une croissance plus soutenue devrait se faire fin 2009 et se poursuivre en 2010. La Bourse anticipera certainement de plusieurs mois ce phénomène. En conséquence, les marchés sont actuellement à des niveaux d'achat. ■

Le CAC40 depuis 2006



A necessary transition

Since summer 2007 and the explosion of the "subprimes" bubble, the markets have recorded the strongest valuations decline over 12 months since several decades.

This crisis is the result of a degraded economic context due to a gloomy real-estate market, a sharp increase in energy, industrial and food raw materials, as well as a decline of the dollar.

All these elements have contributed to a feeling of decline of the purchasing power, both in the United States and in Europe, affecting consumption and hindering growth. This now raises the question of technical recession in several economies.

However, 15th July 2008 marks the peak of the raw material market, and is an important date of reversal. The evolution of the oil price and that of the dollar have been inverted (oil losing 30 % and the dollar progressing by 15 %).

These corrections, which were expected and necessary, mark the point of departure for a complete revision of the economic context and a potential return to growth.

Indeed, after salvaging the Bear Stearns bank in March, these disinflationary movements, together with the salvage of two major actors of the American real-estate financing system (Fannie Mae and Freddy Mac), will enable the financial markets to breathe; most of

the bad news seems to be integrated into the stock-exchange valuations.

The lowest levels appear to have been reached. However, in the short run, volatility remains strong, inciting investors to approach values cautiously and to privilege quality.

To consolidate the economic and stock-exchange revival, it will be necessary to attentively follow the evolution of inflation and the interest rates. But, if until now the rate increases imposed by the monetary authorities entailed a decline of stock exchange valuations (due to a hardening of the financing methods), today, on the contrary, it will be the sign of an economic improvement, which

should entail an appreciation of the markets (United States).

We are therefore in a phase of transition, in intellectual, economic and financial respects.

We should return to more steady growth by the end of 2009 and this should continue in 2010. The stock exchange will certainly anticipate this phenomenon by several months. As a consequence, markets are presently at purchase levels. ■

AMBITIONS
INTERNATIONAL

Bimestriel Economique
à diffusion internationale

www.ambitions-sud.net



English
Version

Accueil

Présentation

Articles

Anciens Numéros

Nos Annonceurs

Abonnement

Contactez-nous



Retrouvez nos articles, nos enquêtes,
nos reportages, nos archives sur le net :

www.ambitions-sud.net

Un spécialiste opérationnel de la BPCA face à l'orage venant des USA

Beaucoup de choses sont en train de bouger dans notre région et les organismes bancaires ne sont pas les derniers à évoluer. Nous avons déjà commenté, il y a quelques années, la grande restructuration des banques, prises à l'époque dans une tourmente qui en a touché plus d'une. L'Europe en construction, les nouvelles données de compétitivité du marché et les extensions possibles vers la Méditerranée qui se profilent maintenant, ainsi que les turbulences occasionnées par un vent de tempête venu des Etats-Unis, ne seront pas étrangères au mouvement qui se fait jour pour les 2 ou 3 années à venir. Dans cette situation qui pousse à la réflexion, nous avons, en la personne de Monsieur Jean François Comas, Directeur Général de la Banque Populaire Côte d'Azur, voulu rencontrer un spécialiste opérationnel de la finance pour qu'il nous fasse part de son analyse.

ASI : A l'heure actuelle il y a une crise, déclenchée par le système américain des "Subprimes", qui est en train de concerner beaucoup de secteurs et notamment celui de l'immobilier. Quelle réflexion peut avoir sur le sujet un spécialiste de la finance ?

Comas : Le premier enseignement, c'est qu'il y a un an, pas grand monde connaissait le problème à l'intérieur du pays, y compris ce que nous appelons notre organe de tutelle, la Commission Bancaire. Un an après, les banques françaises sont touchées et supportent près de 15 milliards d'euros de "dépréciation d'actif" et notre système de régulation, surveillance... n'a rien vu venir. Déjà cela pose un problème.

ASI : Pensez-vous qu'ils auraient pu voir venir ce phénomène ?

Comas : Je pense que nous avons un mode de fonctionnement trop "Franco-Français". On parle beaucoup de "Bulle immobilière" mais il n'y en a pas ! Il y a un marché de l'immobilier qui est en train d'atterrir gentiment. Depuis six mois, tout le monde

s'excite sur ce sujet, par contre l'énorme orage qui vient des Etats-Unis, personne ne l'a vu venir, et cela interpelle un peu sur notre système de prévention de risque. Quant aux conséquences sur l'immobilier français, il y a deux choses que l'on a tendance à mélanger. Première question : Est-ce que les banques françaises sont plus réticentes à faire du crédit à l'immobilier ? La réponse est non ! Nous n'avons pas modifié d'un iota nos caractéristiques d'accords pour les demandes de prêts pour le logement. Nos règles paraissent un peu ringardes, on disait qu'elles étaient "frileuses"... Les banques américaines ne l'ont pas été, elles sont même sorties toutes nues et nous voyons le résultat. Donc le fait d'être vigilant sur l'attribution de prêt, en mesurant la capacité de remboursement, le taux d'endettement du particulier, ce sont des modalités qui ont toutefois des vertus. Ce qui est vrai, par contre, c'est que les taux ont monté et avec le même emprunt on achète moins de M², ou à l'inverse, le prix du m² ayant augmenté et les taux sur 15 ans ayant suivi, la charge sera plus lourde pour le ménage qui voudrait se loger dans des conditions équivalentes. Actuellement dans le mouvement, on mélange un peu les deux.

ASI : Est-ce vrai que les prêts sur trente ans ont des taux relativement bas qui pénalisent l'organisme financier ?

Comas : Avec une inflation que l'on nous dit à 3,5, si on emprunte autour de 5, ce n'est pas extraordinaire, vous avez raison. Maintenant, il faut peut-être aussi être prudent dans la durée des emprunts... Les choses peuvent évoluer, il est vrai qu'un logement ne sert pas uniquement pour les 15 premières années de l'emprunt ; on peut aller à 20 ans, voire 25 ans, mais il faut quand même faire attention.

ASI : Concernant l'emprunt immobilier, logement, locations etc... il paraît que certains organismes financiers sont entrain d'analyser de plus près, car il semblerait que les marges générées seraient trop minces ?

Comas : Les banques françaises ne gagnent pas d'argent sur le crédit à l'habitat. C'est très simple à expliquer. Elles prêtent à taux fixes et à l'inverse les capitaux qu'elles empruntent sont susceptibles de coûter moins cher, mais parfois d'être plus cher ; cela s'appelle le "risque

de taux". Au jour d'aujourd'hui, ou bien elles refinancent à peu près sur la même durée, mettons sur 10 ans, pour figer le coût de leurs capitaux et celui de leurs crédits ; à ce moment-là elles perdent de l'argent tenant compte de l'OAT et du coût interbancaire etc... Dans ce cadre, au tarif qu'elles proposent aux particuliers elles perdent de l'argent. Ou alors, elles acceptent d'en gagner, mais en prenant un risque de taux que l'on remettra sur la gestion de la banque dans quelques années, si dans cinq ans le prêt est toujours à 5%, mais que le capital en face coûte 6... On a le choix entre les deux, mais aujourd'hui le prêt à l'habitat se fait, au mieux, sans marge pour les banques françaises, ce qui économiquement n'est pas raisonnable. Nous participons tous à ce système, car si on veut avoir des marges correctes on sort du marché et là on perd les clients.

ASI : Est-ce que cette situation ne risque pas de provoquer, à un moment ou à un autre, une crise importante, tenant compte de l'euphorisme dans lequel était l'ensemble du secteur de l'immobilier, avec une demande forte, des garanties d'achat... ?

Comas : La question qui se pose vraiment c'est "Est-ce que les prix montent parce que nous n'avons pas assez construit et qu'il y a toujours un déficit de logement en France ?" Il y a d'autres problèmes qui touchent au fait, notamment que le foncier devient rare, surtout dans notre région. Il y a la difficulté du promoteur à obtenir les permis de construire : entre le moment où il voit le terrain et où il peut commencer à construire, il faut compter environ 3 ans, si tout se passe bien. Il faut donc se garder d'aborder ce problème en croyant qu'il y a des recettes magiques. Cela étant, le désir de se loger est assez légitime dans une société civilisée occidentale. Mais il faut aussi comprendre que nous sommes sur une politique de marché basée sur l'offre et la demande qui reste déterminante pour l'ensemble des négociations.

ASI : La situation actuelle peut-elle avoir des incidences directes sur votre propre organisation ?

Comas : Si votre question porte sur "Est-ce que l'environnement économique va avoir des conséquences sur le métier de banque de détail en France ?" la réponse est plutôt oui, parce qu'il y a ce



Jean-François Comas

problème de marge et les pouvoirs publics qui ont voté des plafonnements de frais... Tout cela, c'est notre chiffre d'affaires. Donc la conjoncture des chiffres d'affaires en 2008 marque un ralentissement assez fort. Il n'y a qu'à regarder les publications de banques françaises au premier trimestre, ce n'est pas terrible. De fait nous allons certainement vers une période où nous serons plus attentifs à nos frais généraux, à la pertinence de nos organisations, à la compétitivité par rapport à la concurrence, et à chercher des systèmes nous permettant d'être plus efficace. La maîtrise de nos coûts de fonctionnement, c'est la clef de notre compétitivité. Nous avons vécu un certain nombre d'années pas faciles, mais où nous avons créé beaucoup d'agences, embauché beaucoup de collaborateurs et renouvelé les équipes avec des jeunes. L'époque actuelle va probablement nécessiter de digérer tout ça avec une grande prudence.

ASI : On entend, ça et là que l'importance de cette crise n'est pas entièrement connue et qu'il reste des risques qui pourraient faire mal. Que pensez-vous de ces bruits qui courent ?

Comas : Il y a deux choses. Tout d'abord, l'activité économique française. L'INSEE a publié des chiffres assez moyens dernièrement, que les pouvoirs publics contestent en trouvant que cela est trop pessimiste. Malgré tout, il paraît évident que nous sommes dans une période où l'économie française tire la langue. Ensuite, deuxième volet de votre question : Est-ce que toutes les conséquences du séisme qui nous vient des Etats-Unis ont bien fini de faire leur effet dans les banques françaises qui font ce type d'activité ? Je dirais que c'est un problème un peu compliqué parce qu'il y a des effets en chaîne. Comme ces mauvais résultats font suite à des dépréciations d'actifs, qui eux-mêmes sont liés à des problèmes de notations, de dettes etc... et lors-

Views of a banking specialist on the storm brewing from USA

Many things are changing in our region and the banks are not the last to evolve. A few years ago we already commented the great reorganization of the banks, which were swept up in a turmoil that affected more than one. The construction of Europe, the new stakes of the market competitiveness and the possible extensions towards the Mediterranean which are now outlined, as well as the turbulences caused by the storm blowing from the United States, will influence the movement that is unfurling over the coming 2 or 3 years. In this situation, which demands thought, we wished to encounter Mr Jean-François Comas, General Manager of the Banque Populaire Côte d'Azur, to hear the analysis of an operational finance specialist.

ASI : At present there is a crisis caused by the American system of "Subprimes", which is hitting many sectors, particularly the property market. What is your view on the subject, as a financial specialist ?

Comas : The first lesson is that one year ago, nobody in this country was aware of the problem, including what we call our directory body, the Banking Commission. A year later, the French banks are affected and suffer about 15 billion euros of "asset depreciation" and our system of regulation, or surveillance saw nothing coming. This already raises a problem.

ASI : Do you think that they could have anticipated the phenomenon ?

Comas : I think that we have a way of functioning that is too " Franco - French ". There is a lot of talk about the " real-estate bubble " but there isn't one ! There is a property market which is gradually landing. Since six months, everybody is getting excited about this subject, but on the other hand nobody saw the tremendous storm coming from the United States, which can lead us to query our risk prevention system. As for the consequences on the French property market, we tend to mix two things. Firstly : are the French banks more reluctant to grant credit for real

estate ? The answer is NO ! We haven't modified an iota our agreement characteristics for loan requests for housing. Our rules may seem to be a bit old-fashioned, they were said to be "timorous" ... The American banks were not, they even went out naked and we now see the result. Therefore, being wary on loan allocations, by measuring the reimbursement capacity and the debt rate of private individuals, are methods which nevertheless have virtues. What is true, on the other hand, is that the rates increased so that with the same loan one can buy less square metres, or inversely, the m² price having increased and the rates over 15 years having followed, the burden will be heavier for the household wishing to find accommodation in equivalent conditions. In the present movement, we tend to confuse the two things.

ASI : Is it true that the 30-year loans have relatively low rates which penalise the financial organism ?

Comas : With a 3.5 inflation, if we borrow around 5, it is not extraordinary, you are quite right. But we must be careful concerning the duration of the loans; things can evolve... It is true that an apartment does not only serve for the first 15 years of the loan; we can go to 20 or even 25 years, but we must be careful.

ASI : Concerning property loans for housing, renting etc.... apparently certain financial organisms are looking closer at the problem because it would appear that the margins generated are insufficient ?

Comas : The French banks don't gain money on housing credits. It is very simple to explain. They lend at fixed rates whereas the capital that they borrow may cost less, but it can sometimes cost more; that's called the "risk rate". Today, either they re-finance over roughly the same duration, let's say over 10 years, to fix the cost of their capital and that of their credits ; at this moment they lose money, taking into account the OAT and the inter-bank cost etc. ... In this context, at the rate which they propose to the private individuals, they lose money. Alternatively they decide to gain money, but by taking a risk rate which will be put back on the management of the bank within a few years, if in five years the loan is still at 5 % and the opposing capital costs 6 %. We have the choice between the two, but today housing loans are made, at best, without any margin for



Porte de l'Arénas

the French banks, which economically is not reasonable. We all participate in this system because if we want to have correct margins we go out of the market and there we lose customers.

ASI : Doesn't this situation risk provoking an important crisis at some time or another, considering the euphoria of the whole real estate sector, with a strong demand, guarantees of purchase... ?

Comas : The real question is : are the prices increasing because we didn't build enough and there is still a housing deficit in France? There are other problems involved, notably that land is becoming scarce, especially in our region. Promoters encounter difficulties to obtain building permits: it often takes 3 years between the time when they locate the ground and when they can begin to build, if all goes well. We mustn't approach this problem believing that there are magical recipes. Things being what they are, the desire to find accommodation is quite justifiable in a western civilized society. But it is also necessary to understand that we are on a market policy based on offer and demand, which remains determining for all the negotiations.

ASI : Is the current situation liable to have a direct incidence on your organisation ?

Comas : If your question concerns " is the economic environment going to have consequences on the retail banking profession in France ? " the answer is Yes, because there is this problem of margin and the public authorities which voted for expense limits ... All this concerns our turnover. Consequently, the turnover situation in 2008 has considerably

slowed down. You only need to look at the publications of French banks for the first four months, it's pretty bad! In fact we are certainly heading towards a period when we shall be more attentive to our overheads, to the aptness of our organisations to competition, and look for systems enabling us to be more efficient. The mastery of our working costs is the key of our competitiveness. We experienced several difficult years, but during which we created many agencies, hired on many employees and renewed our teams with young people. The present time will probably be necessary to digest all this most carefully.

ASI : Here and there we hear that the impact of this crisis is not completely known and that there could be harmful risks. What do you think of these rumours ?

Comas : There are two things. First of all, the French economic activity. INSEE (French statistics organisation) published rather weak figures recently, which the public authorities contest because they consider that they are too pessimistic. Nevertheless, it seems obvious that we are in a period where French economy is suffering. Then, the second aspect of your question : have all the consequences of the earthquake coming from the United States finished making their effect on the French banks involved in this type of activity ? I would say that the problem is rather complicated because there are chain effects. As these bad results follow asset depreciations that are related to problems of notations, debts etc.... and when your accounts show debts on an American company, which has always honoured its payments but has lost its good notation for technical reasons, notably

Un spécialiste opérationnel de la BPCA face à l'orage venant des USA

que vous avez des créances dans votre bilan sur une collectivité américaine, qui a toujours honoré ses échéances mais qui, pour des raisons techniques, perd sa très bonne notation, notamment parce qu'elle bénéficiait de la caution de ce que l'on appelle les rehausseurs de crédits (un rehausseur de crédit c'est quelqu'un qui apporte une qualité supplémentaire en cautionnant le demandeur du crédit auprès de sa banque pour lui permettre d'avoir un meilleur taux de crédit et que le prestige de celui-ci se dégrade, votre dette perd un peu de sa qualité auprès de votre banque et celle-ci est obligée de constater dans ses comptes cette perte de qualité. A partir de cet instant les banques sont obligées de faire une dépréciation de cette créance. Elle n'est pas liée au fait que vous continuez à payer votre emprunt " rubis sur l'ongle " ; c'est le phénomène actuel, généré par les nouvelles normes comptables IFRS, qui fait qu'un actif, (c'est-à-dire une dette), est valorisée sur sa valeur de marché. C'est à partir de ce phénomène qu'une banque est obligée de provisionner pour les pertes d'actifs. Nous sommes actuellement dans " l'instantanéité et l'obsession de valeur de marché", c'est une dérive d'instruments de mesure...

ASI : Quelles seraient, d'après vous, les mesures à prendre pour palier à ce type de situation ?

Comas : Il faut que la Banque Centrale Européenne baisse ses taux et arrête de pourchasser l'inflation, parce que l'on va finir par mourir guéri de l'inflation, mais avec des taux élevés. On va tuer la croissance en chassant l'inflation avec des taux élevés.

ASI : Pensez-vous qu'en baissant ses taux, la BCE peut solutionner le problème ?

Comas : Elle peut créer les conditions pour faire repartir la croissance. L'affabulation c'est de penser que la croissance se décrète. La hausse des taux n'est sûrement pas un moyen de faire repartir la croissance en Europe.

ASI : Il y a aussi le problème de l'épargne qui en France est très importante mais qui ne sert pas à l'investissement. Ne pourrait-on pas trouver une incitation pour que cela serve à l'investissement ?

Comas : On peut, et c'est nouveau, payer son ISF en investissant dans des PME. Cela a rapporté 500 M€ qui vont

effectivement diminuer la recette de l'Etat en ISF, mais en même temps ce sont 500M€ qui vont aller s'investir dans des fondations, des PME, des Universités, C'est une bonne chose, car on investit dans l'avenir...

ASI : Pour en venir à votre sensibilité de directeur général de la Banque Populaire Côte d'Azur, comment voyez-vous l'avenir à l'heure où vous allez être rejoint par 250 agences supplémentaires que la Banque Populaire vient d'acquérir ?

Comas : Première des choses, ces banques que nous avons achetées sont bien gérées et sont rentables ; de ce côté-là, la situation est très saine. Ce que nous allons commencer à organiser dans le deuxième semestre, ce sont des coopérations entre nous et notamment des mises en commun de moyens, à commencer par l'informatique. Les marques de ces banques seront préservées car toutes ont une forte identité bien ancrée dans le panorama régional par de profondes racines. La Société Marseillaise de Crédit, par exemple, a, je crois, entre cent et cent cinquante ans et une notoriété extrêmement solide sur laquelle nous allons nous appuyer avec notre réseau de banque régionale, pour créer une communauté de pensée qui repose sur des racines, et sur le régionalisme de banques qui ont été créés sur le terrain et non par une décision parisienne. Tous ces ingrédients font que nous trouverons rapidement une communauté de raisonnement et de fonctionnement. De plus, le choix fait par HSBC de vendre à notre organisme financier est positivement perçu en interne.

ASI : Ne pensez-vous pas, au niveau de la rentabilisation, que la somme, relativement importante, investie dans cet achat va poser problème et vous obliger à composer des stratégies spécifiques ? En ce qui concerne la SMC, c'est une SA, vous êtes des mutualistes, comment cela va-t-il s'orchestrer ?

Comas : Effectivement, il va falloir le rentabiliser, l'intégrer au sein du groupe, le digérer.

Cela étant, nous sommes Société Anonyme Coopérative : nous connaissons depuis longtemps le fonctionnement SA avec toutes les composantes que cela nécessite, Commissaires aux Comptes, un comité d'Audit, une Assemblée Générale etc... Toutes les banques sont soumises à la même concurrence, aux mêmes contraintes organisationnelles et réglementaires.

ASI : La seule véritable contrainte qui pèse de tout son poids pour votre organisme, c'est votre statut, car il vous oblige à payer cash une grande partie de vos achats. Cette contrainte ne risque-t-elle pas de se présenter comme un inconvénient majeur ?

Comas : Il est vrai qu'il y a cette différence par rapport aux SA. Mais on va dire que les sept banques que nous avons achetées vont se placer au sein de la Banque Populaire comme d'autres mutualistes l'ont fait avant nous, en positionnant des organismes financiers aux statuts différents (SA) au sein de leur organisation. Il faut aussi tenir compte du fait que les banques que nous venons de racheter ont leurs propres rentabilités. La SMC par exemple, a un positionnement intéressant et une très bonne rentabilité... La difficulté pour nous sera d'être capable, au sein de la Banque Populaire, de gérer plusieurs marques et de les faire cohabiter dans un même groupe... Mais les autres y arrivent bien ; d'ailleurs, c'est un virage que nous avons pris il y a déjà un moment, nous avons déjà le Crédit Coopératif, la Banque du BTP, Foncia. Maintenant il y aura la Marseillaise de Crédit et la Banque Chaix. Pour gérer cet ensemble nous nous sommes engagés sur un schéma se basant sur le fait que la Chaix va devenir filiale à 51% de Banque Populaire Provençale et Corse. Pour la Société Marseillaise de Crédit, qui a la caractéristique à partir de Marseille, d'aller de l'Italie à l'Espagne, elle sera filiale de la Banque Fédérale des Banques Populaires, qui est à l'origine la filiale des 18 banques régionales. Effectivement, de par sa couverture géographique, la SMC ne pouvait pas devenir filiale ni de la BPPC, ni de la BP Côte d'Azur. La raison en est simple : la BPCA a fait 173M€ de PNB

Immeuble BPCA



avec 1200 personnes, la SMC a fait 200M€ de PNB avec 1400 personnes, elle est donc un petit peu plus grosse que nous. De fait il n'était pas envisageable, compte tenu de ces critères et d'autres, qu'elle devienne filiale à 51% de l'un de nos organismes régionaux ; c'est donc Paris qui est l'actionnaire prioritaire. Cela étant dit, il est incontestable que cette opération va donner une image plus valorisante du groupe Banque Populaire et accroître son influence et sa capacité à intervenir sur l'ensemble du pourtour méditerranéen.

ASI : Avec la forte implantation de la SMC sur votre territoire, comment allez-vous interpréter cette nouvelle situation ?

Comas : Il est assez probable que nous ayons des comités avec la Marseillaise et que dans la gouvernance, notamment au niveau du Conseil d'Administration, les dirigeants des trois Banques Populaires soient présents.

ASI : Dans le contexte de ce regroupement, ne pensez-vous pas que cela pourrait donner naissance à l'unification des entités régionales en une seule Banque Populaire régionale ?

Comas : Aujourd'hui nous n'en sommes pas là, il n'y a pas de doute là-dessus ! L'objectif est d'intégrer ces banques sur le second semestre, d'apprendre à se connaître et voir comment nous allons nous coordonner. Maintenant ce qui se passera dans quelques années...

ASI : Et sur Monaco, est-ce que cela va changer quelque chose pour vos agences ?

Comas : Notre enseigne va se retrouver en équivalence en poids par rapport à la SMC qui a également trois agences et environ 30 personnes. Là nous allons essayer de faire des choses en commun car c'est dans l'intérêt de l'un et de l'autre. Mais d'abord, nous allons nous rencontrer, en parler, échanger, car ces choses-là ne se décrètent pas. Mais je pense que sur Monaco il y a des pistes de synergie. De toute façon l'ensemble du challenge est pour nous une belle aventure que nous aurons à cœur de réussir...

ASI : Nous vous le souhaitons et vous remercions d'avoir bien voulu nous recevoir si gentiment dans vos bureaux de Nice. Vous pouvez croire que nous resterons à l'écoute de toute cette organisation que nous suivrons avec intérêt pour nos lecteurs.

Views of a banking specialist on the storm brewing from USA

because it benefited from the guarantee of what we call "credit boosters" (i.e. somebody who offers additional quality by guaranteeing the credit demander with his bank to enable him to obtain a better credit rate), and his prestige declines, your debt loses a little of its quality with your bank, which is obliged to note this quality loss in its accounts. From this moment, the banks are obliged to make a depreciation of the debt. They are not bound to the fact that you continue to pay your loan promptly ; it is the current phenomenon, generated by the new IFRS accounting standards that imply that an asset (i.e. a debt) is accounted on its market value. Following this phenomenon, a bank is obliged to provide for the asset losses. We are presently in the "instantaneousness and obsession of the market value", a new sort of measuring instrument ...

ASI : What do you think could be done to counter this type of situation ?

Comas : The European Central Bank must reduce its rates and stop chasing inflation, because we shall soon die, cured of inflation but with high rates. By fighting against inflation with high rates we shall kill growth.

ASI : Do you think that the ECB can resolve the problem by lowering its rates?

Comas : It can create conditions to spur growth. It is nonsense to believe that growth can be decreed. Rate increase is certainly not a means to boost growth in Europe.

ASI : There is also a problem of saving, which is very important in France but doesn't serve investment. Couldn't we find an incitement towards investment ?

Comas : There's a new thing, you can now pay your ISF (tax on fortune) by investing in small and

medium-sized firms. This brought in 500 M€, which will indeed reduce the State's revenue in ISF, but on the other hand these 500M€ will be invested in foundations, SME's and Universities. It is a good solution because we invest in the future ...

ASI : As general manager of the Banque Populaire Côte d'Azur, how do you envisage the future now that you are going to be joined by 250 additional agencies that the Banque Populaire has just acquired ?

Comas : Firstly, these banks we have bought are well managed and profitable ; from that point of view, the situation is very healthy. In the second half of the year, we are going to start organizing cooperation between us, in particular by pooling means, beginning with data processing. The trademarks of these banks will be protected because they all have a strong identity firmly rooted in the regional panorama. The Société Marseillaise de Credit (SMC), for example, is, I believe, between one hundred and a hundred and fifty years old and has an extremely sound renown, which we shall use with our regional bank network to create a think tank based on the roots and the regional characteristics of the banks that were created here, not by a Parisian decision. All these ingredients will enable us to quickly find osmosis in reasoning and functioning. Furthermore, the choice made by HSBC to sell to our financial group is appreciated internally.

ASI : Don't you think that the relatively important sum invested in this purchase may arouse a problem and oblige you to compose specific strategies? For example, the SMC is a limited company whereas you are a mutualist bank; how will it be orchestrated ?

Comas : Indeed, it will be necessary to make it profitable, to integrate it within the group, to digest it. That being said, we are a Cooperative Corporation: we are long since acquainted with the functioning of a Limited company, with everything it entails, auditors, an audit committee, a general assembly etc. ... All the banks are subjected to the same competition, to the same organizational and statutory constraints.

ASI : The only real constraint for your organism is your status, because it obliges you to pay a large part of your purchases in cash. Isn't this liable to be a major inconvenience?

Comas : It's true that there is this difference with regards to limited companies. But we shall say that the seven banks we have bought will take place within the Banque Populaire just like other mutualist banks did before us, by positioning financial bodies with different statutes (Ltd) within their organization. It is necessary to take into account that the banks we have just acquired have their own profitability. The SMC for example, has an interesting position on the market and a very good profitability ... The difficulty for us will be to manage several trademarks within the Banque Populaire and to make them cohabit in the same group. But others have already achieved this; moreover, it is the direction we took some time ago when we took over the Crédit Coopératif, the BTP Bank and Foncia. Now there will be the Société Marseillaise de Credit and the Chaix bank. To manage this group we have adopted a plan based on the fact that Chaix will become a 51 % subsidiary of Banque Populaire Provençale et Corse (BPPC). The SMC, which has the characteristic of covering Italy and Spain from Marseille, will become a subsidiary of the Federal Bank of the Banques Populaires, which is originally the subsidiary of the 18 regional

banks. Indeed, due to its geographic coverage, the SMC could not become a subsidiary of the BPPC, nor the BP Côte d'Azur. The reason is simple: the BPCA made 173M€ of GNP with 1200 persons, the SMC made 200M€ of GNP with 1400 persons, it is therefore slightly bigger than us. Considering these and other criteria, it was impossible for it to become a 51 % subsidiary of one of our regional entities; therefore Paris is the priority shareholder. Having said that, it is incontestable that this operation will enhance the image of the Banque Populaire group and increase its influence and its capacity to intervene on the whole Mediterranean circumference.

ASI : With the strong implantation of the SMC on your territory, how do you intend interpreting this new situation ?

Comas : We shall probably have committees with the SMC, and the managers of the three Banques Populaires will be present within the Board of directors.

ASI : Don't you think that this merger could give birth to the unification of the regional entities in one sole regional Banque Populaire?

Comas : We are certainly not that far today! The objective is to integrate these banks in the second half of the year, to get to know each other and to see how we are going to coordinate. As for what will happen in several years time ...

ASI : Will this change anything for your agencies in Monaco ?

Comas : Our trademark will be in balance with the SMC, which also has three agencies and approximately 30 persons. There we shall try to do things together because it is in the interest of both of us. But at first, we are going to meet and discuss, exchange ideas, because these matters cannot be decreed. But I think that there are ways of synergy in Monaco. Anyway, the whole challenge is a great adventure for us, which we shall have at heart to succeed ...

ASI : We wish you the best of luck, and we thank you for having received us so warmly at your offices in Nice. We assure you that we shall remain attentive to this organisation, which we shall follow with interest for our readers.

Arénas à Nice - L'entrée du site



La Caisse des Dépôts et OSEO partenaires pour faciliter le financement des PME

Le directeur général de la Caisse des Dépôts, Augustin de Romanet et François Drouin, président directeur général d'OSEO, ont signé le 9 juillet 2008 une convention de partenariat pour renforcer leur coopération en faveur des PME.

Les deux partenaires ont pour ambition commune de permettre aux petites et moyennes entreprises françaises d'accéder plus rapidement et plus facilement aux différents financements nécessaires à leur croissance. Raison d'être d'OSEO, le soutien et l'accompagnement des PME est également une priorité stratégique du groupe Caisse des

Dépôts dans le cadre de son plan " Elan 2020 " et du dispositif " France Investissement ". Ce partenariat, signé pour 3 ans, devrait permettre aux deux organismes financiers de développer leurs synergies pour faciliter l'orientation, le suivi et l'accompagnement des PME. Il s'agit pour les deux établissements de mettre en place dans toutes les régions, d'ici la mi-2009, des plateformes d'orientation et d'accompagnement des PME de croissance qui s'appuieront sur les équipes régionales d'OSEO et de la Caisse des Dépôts, ainsi que les acteurs locaux du développement économique, pour orienter les entreprises vers les outils de financement appropriés et assurer un suivi de leurs demandes. Deux plateformes régionales sont en cours d'expérimentation, en Alsace et en Rhône Alpes. Ils veulent aussi créer des plates formes numériques de mise en relation des PME et des financeurs, en s'appuyant sur l'initiative "Investnet" d'OSEO. Les partenaires uniront leurs compétences pour mettre en place cet outil, national dans un premier temps, qui permettra aux PME labellisées par OSEO ou financées par des fonds France Investissement, d'être en relation avec des financeurs en fonds propres. Ils déploieront territorialement par la suite les mêmes outils.



L'objectif avoué des deux partenaires est de renforcer leur coopération dans deux domaines prioritaires, les PME technologiques à très fort potentiel, pour faciliter l'avènement des futurs champions de l'économie française, notamment dans le cadre des Pôles de Compétitivité. Le deuxième étant celui des énergies renouvelables, en accompagnement des politiques publiques de réduction de la dépendance énergétique et de développement durable. La convention signée prévoit, enfin, la poursuite et le renforcement des coopérations déjà menées par les deux institutions, notamment dans le domaine de la garantie de fonds propres et à travers la société de capital investissement " Avenir Entreprises ", leur filiale commune. ■

De G à D - Augustin de Romanet et François Drouin



Vous recherchez une solution pour :

- La domiciliation de votre siège social
- La gestion de vos appels
- La réception de votre courrier
- La location d'un bureau totalement équipé
- Un service de secrétariat "à la carte"...



**Ayez le réflexe Centre d'Affaires !
Le World Trade Center :**

**un service "clefs en main" à un tarif étudié
en plein cœur du centre ville de Marseille**

pour tous renseignements :

www.wtc-marseille-provence.com

04 91 39 58 57

**OFFRE SPECIALE
DOMICILIATION**
1ère annonce légale au journal officiel OFFRE !

le World Trade Center c'est aussi :
12 salles de réunion informatisées
et équipées de visio-conférence,
des formations en langues,
un centre agréé TOEIC, TOEFL, BULATS...

**WTC
Marseille Provence**

Immeuble CMC1 - 2, Rue Henri Barbusse - 13241 Marseille Cedex 01

Les Deux Présidents lors de la signature



Partnership between the Caisse des Dépôts and OSEO to facilitate financing SME's

The general manager of the Caisse des Dépôts, Augustin de Romanet, and François Drouin, CEO of OSEO, signed a partnership agreement on 9th July 2008 to strengthen their cooperation in favour of small and medium-sized firms.

Both partners share the same ambition: to accelerate and facilitate the access of French SME's to the various financing necessary for their development. The raison d'être of OSEO is indeed to support and accompany SME's, but it is also a strategic priority of the Caisse des Dépôts group within its program "Elan 2020" and "France Investment". This partnership, signed for 3 years, should enable both financial organisations to develop their synergies to facilitate the orientation, follow-up and accompanying of small and medium-sized firms. By mid 2009, both establishments intend setting up orientation platforms for developing SME's in all regions, which

will be orchestrated by the regional teams of OSEO and the Caisse des Dépôts, as well as the local actors of economic development, in order to direct companies towards the appropriate structures of financing and assure a follow-up of their demands. Two regional platforms are in the course of experimentation, in Alsace and Rhone-Alps. They also want to create digital platforms to put SME's into relation with financiers, on the basis of "Investnet" conceived by OSEO. The partners will unite their competence to set up this platform, on a national scale at first, which will allow SME's selected by OSEO or financed by the France Investment funds to be in connection with stockholders' equity financiers. They will then develop this application to other countries.

Both partners wish to strengthen their cooperation in two priority fields. Firstly, technological SME's with strong potential, to encourage the birth of future champions of the French economy, particularly within the competitiveness

clusters. Secondly, in the field of renewable energies, accompanying the public policies of reduction of energy dependence and sustainable development. The signed agreement finally foresees the continuation and inten-

sification of their cooperation in the field of equity capital guarantee and through their joint venture capital investment company "Avenir Entreprises". ■



Invest in Southern Europe

Welcome to Languedoc-Roussillon ... Sud de France
... the Promising Region for Alternative Energy



Abundant natural resources :

- France's Number 5 for hydro-electricity production,
- 2nd largest wind energy yield in Europe, and Number 1 region in France for wind generated electricity (310 MW),
- 2nd solar energy yield in France, with 300 days of sun a year.
- with 35% of forest area the region is the first forest field in continuous growth.

Local expertise in the five types of Energy :

- hydro power (EDF, BIO-UV),
- biomass (Valorga, Cogra 48),
- wind farms (Vestas, Vergnet, Nordex, EDF Energies Nouvelles, La Compagnie du Vent),
- Thermal solar systems (Tecsol, Belso, Four Solaire Dvlp),
- photovoltaic solar systems (Apex-BP Solar, Tritec, SPS, Urbasolar, SunTechnics).

Cutting edge research laboratories :

CNRS, CIRAD, PROMES, IES, CEA ...

Adapted trainings :

Engineers, technicians, workers ...

A competitiveness Cluster : DERBI

Development of Renewable Energies in Construction and Industry.

Invest LR : the region inward investment agency provides support services and financial incentives to foreign investors

www.invest-lr.com

Contact : ehrhardt@invest-lr.com



Le vent du Sud souffle positivement sur la Méditerranée, bien accompagné par BNP Paribas

Le Sud se développe... Comme on l'entend parfois, notamment si l'on tient compte des déclarations en chaîne, qui parties de Nicolas Sarkozy, ont touché Angela Merkel et l'ensemble de la communauté européenne, et qui sont reprises à l'unisson par tous les élus locaux : L'avenir appartient au Sud et à la Méditerranée. Si certains peuvent ne pas y croire, d'autres par contre jouent la carte à fond, notamment dans la finance où depuis quelques temps déjà, un élan dynamique généré par des banques qui vont d'implantation en développement et de création d'agence en vive concurrence, balaye le Sud.

Dans ce cadre, la BNP Paribas n'est pas la dernière à avoir des vues sur " l'Arc Méditerranée " où depuis quelques années elle a construit une présence importante sur les territoires de la région Provence Alpes Côte d'Azur, Languedoc Roussillon, Corse et Monaco. Cet espace est occupé par près de 300 agences, un centre d'affaires et un deuxième qui devrait voir le jour vers la fin septembre (tous les deux situés à Marseille), plus 11 centres de banque de gestion privée et des plateformes de back-office. L'ensemble de ce déploiement représente près de 3000 emplois et qui est à la tête d'un produit net bancaire d'environ 600 millions d'euros. Comme nous le précise Philippe Meysselle, Directeur du Réseau Méditerranéen de ce bel édifice, " C'est un réseau important par la masse de sa clientèle. Actuellement, dans le réseau dont j'ai la responsabilité, nous servons près de 700.000 clients particuliers, 150.000 clients professionnels et près de 5.000 entreprises. Mais BNP Paribas c'est aussi un groupe qui a des filiales et des métiers spécialisés qui sont très présents sur ce territoire, Cetelem, par exemple, qui a des plateformes importantes sur Marseille, BP Factor spécialiste du factoring, Meunier Méditerranée qui agit dans la promotion immobilière, ainsi qu'Atis Real, sans oublier Arval pour la location de véhicules... Toutes

les enseignes du groupe développent des activités en région, ce qui ajoute un millier de personnes en plus. Cela étant dit, en termes d'organisation, contrairement à d'autres grandes banques nationales à réseau, dans notre groupe le directeur de réseau a une responsabilité territoriale. C'est-à-dire, une responsabilité globale qui permet de garantir une approche intégrale des besoins de toute la clientèle, particuliers, entreprises... Cette situation permet d'être réactif et de favoriser des synergies, et cette liberté d'action de la direction du réseau Méditerranée autorise une très large autonomie de décision. C'est un fait, et grâce à cela plus de 90% des dossiers de financement sont décidés en région. "

La responsabilité est territoriale, mais il y a aussi des organisations spécialisées parce que le marché et les clients demandent à un organisme financier de la proximité et de la réactivité, sans oublier l'expertise qui devient un besoin de plus en plus important. C'est ce que nous explique Philippe Meysselle : " Au fil des années nous avons essayé de développer l'expertise en différenciant nos organisations. Pour les particuliers, ce sont nos agences, pour la clientèle fortunée, les centres de banque privée, ensuite il y a les centres d'affaires pour les entreprises. Notamment celui de la Joliette qui est le premier et avec lequel nous couvrons la région PACA. Le nouveau centre, qui devenait nécessaire vu l'évolution du premier, va s'ouvrir à 500 mètres du centre de la Joliette et il sera en charge de la région Languedoc Roussillon. Avec 2 centres nous allons pouvoir offrir une meilleure proximité et plus de réactivité aux chefs d'entreprises et cela va nous permettre de nourrir notre futur développement. "

De toute évidence, l'option prise a un objectif précis qui confirme la vision de développement du Sud dans son ensemble, phénomène qui engage les organismes financiers à faire des efforts de présence sur les territoires, mais aussi de spécialisation. C'est d'ailleurs ce que nous dit à ce sujet Philippe Meysselle : " Derrière ces options, nous avons besoin de spécialisation et d'expertise. Dans les centres d'affaires il y a des chargés d'affaires généralistes, mais à côté d'eux, il y a des spécialistes et



Philippe Meysselle, Directeur du Réseau Méditerranée

des experts. A Marseille nous avons des structures spécialisées qui vont travailler pour les 2 centres d'affaires. Le Trade Center par exemple, qui est spécialiste de tous les sujets import-export et crédit documentaire, va apporter son expertise dans ce domaine. Il y a ensuite une salle de marché régionale qui couvre tous les sujets de taux, de placements, de change... Elle est en accès direct au marché, comme si nous travaillions à partir de la salle de Paris, ce qui est un avantage non négligeable. D'autre part, elle travaille sur plusieurs types d'activité, notamment tout ce qui concerne les mouvements d'achat et de vente de devises, les placements de trésorerie d'un certain montant, ce qui permet d'être en ligne directe avec les opérateurs spécialisés. La salle de marchés permet un circuit très court et réactif sur toutes les opérations de , change etc. et elle travaille essentiellement avec les entreprises, car celles-ci sont rarement en direct avec la Bourse pour leur trésorerie, ce qui leur permet de mieux suivre et surtout d'utiliser soit des placements sans risque, soit des placements " structurés " où le capital est garanti. Ce sont des

services que nous proposons, nous ne faisons que distribuer ces produits-là. "

Participation aux fonds propres, un nouveau levier pour les PME

Mais l'organisme financier a d'autres cordes à son arc, notamment en ce qui concerne les sujets " haut de bilan " où là encore il dispose d'un certain nombre d'outils locaux. Toutefois, il faut savoir que dans la prise de participation pour le développement des entreprises, cela passe par une filiale spécialisée de l'organisme bancaire, qui s'appelle " BNP Paribas Développement ", dont le métier est de prendre des participations minoritaires dans des PME, mais dont le ticket " moyen " comme on le dit dans ces milieux, est d'un million d'euros. Alors, les équipes de conseil, basées à Paris mais en liaison avec des interlocuteurs dédiés aux réseaux de la province, peuvent prendre des mandats d'achat ou de vente d'entreprises, et par la même occasion faire de la recherche de partenaires ou d'investisseurs, et comme nous le

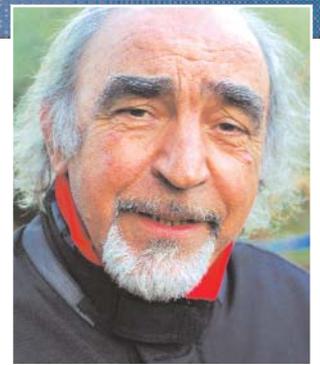
The South wind is blowing positively on the Mediterranean, spurred by BNP Paribas

The South is developing ... We often hear this phrase now, particularly since the declarations made by Nicolas Sarkozy, which had a chain effect, touching Angela Merkel and the whole European community, and were repeated in unison by all the local elected members: the future belongs to the South and the Mediterranean. If some people cannot believe it, others however play the card with conviction, particularly in the finance world where for some time already a dynamic surge is unfurling in the South, generated by banks that set up establishments, develop, and create agencies in sharp competition.

In this context, BNP Paribas is not the last to have ambitions on "the Mediterranean Arc", where

since several years it has reinforced its presence in the Provence-Alpes-Côte d'Azur and Languedoc-Roussillon regions, Corsica and Monaco. This area is occupied by about 300 agencies, a business centre due to be joined by a second one towards the end of September (both in the heart of Marseilles), plus 11 centres of private management and back-office platforms. This whole network represents 3000 employments, for a net banking product about 600 million euros. As Philippe Meyselle, Director of the Mediterranean network explains to us: "This network is important due to the mass of its clientele. At present, in the network for which I am responsible, we serve 700.000 private customers, 150.000 professional customers and 5.000 companies." And he adds : "But BNP Paribas is also a group that has subsidiaries and specialized professions, which are very present on this territory, for example: Cetelem, which has important platforms in Marseilles, BP Factor, a factoring

specialist, Meunier Méditerranée for real-estate promotion, as well as Atis Real, without forgetting Arval for the rent of vehicles ... All the trademarks of the group develop activities in this region, representing a thousand more persons. Having said that, in terms of organisation, contrary to other big national banks, in our group the director of a network has a territorial responsibility. That is to say, an overall responsibility which serves to guarantee a global approach of the requirements of the entire clientele, private, professional, companies ... This situation enables us to be reactive and create a synergy, and this freedom of action gives the management of the Mediterranean network a very wide autonomy of decision. Thanks to this, more than 90 % of the financing files are decided within the region." The responsibility is territorial, but there are also specialized organisations because the market and the customers demand a nearby financial organism with the ability to react, without for-



getting expertise for which there is an increasing need. Philippe Meyselle explains this to us : " In the course of the years we have tried to develop expertise by differentiating our organisations. For the private individuals, there are agencies, for the wealthy clientele, the Private bank centres, then there are Business Centres for companies, notably that of Joliette, which is the first one, covering the PACA region. The new centre, which became necessary following the evolution of the first one, will open just 500 metres from the Joliette centre, and will be in charge of the Languedoc-Roussillon region. With 2 centres we shall be able to offer better proximity and reactivity to business managers, and

Le projet "immobilier d'entreprises" Meunier - filiale de la BNP - construit sur le Bd de Dunkerque



Le vent du Sud souffle positivement sur la Méditerranée, bien accompagné par BNP Paribas

confirme Philippe Meysselle : " Nous développons toutes ces activités de " Corporate Finance " car cela devient nécessaire, et nous faisons régulièrement des opérations avec des PME de la région dans ce cadre. Sans oublier que nous avons une activité qui se développe et devient de plus en plus soutenue dans le financement de transmission ou de cession d'entreprise (LBO et autres moyens...) " Il est vrai que cette nouvelle voie est d'importance si l'on intègre différents indices à ce phénomène. En effet, selon les projections qui ont été faites, c'est près de 50.000 entreprises qui devraient changer de mains d'ici à 10 ans sur le territoire national. Cela a de quoi soulever un certain intérêt, surtout lorsque l'on commence à mesurer l'ampleur de ce phénomène en ce qui concerne les emplois menacés. " Nous avons vu arriver ce besoin nouveau, qui jusqu'à une date récente était plutôt couvert par des banques spécialisées " nous dit Philippe Meysselle, qui ajoute,

" Nous avons voulu apporter cette expertise en région ... "

Il y a beaucoup d'autres voies qui se font jour et notamment la position que prend l'organisme financier institutionnel OSEO, qui dans l'intérêt du développement des PME sur le territoire national, mais surtout pour inciter plus de dynamisme dans la conquête de marchés extérieurs, va pouvoir influencer sur les fonds propres. Dans ce cadre, les positions des banques devraient évoluer ; c'est d'ailleurs ce que nous explique Philippe Meysselle : " Tout d'abord, pour nous, OSEO est vraiment un partenaire de projet. En ce qui concerne la position prise, je pense que sur des sujets de fonds propres, qui sont des sujets à risques importants, et face à des besoins croissants comme nous en connaissons actuellement, il est essentiel que nous puissions travailler en synergie avec un organisme comme OSEO. Il ne faut pas oublier que nous sommes en co-financement, et ce deal avec OSEO nous permet de démultiplier l'effort en faveur du développement. " Et

pour en revenir au sujet, il expose, " Jusqu'à présent, le renforcement des fonds propres des entreprises se faisaient beaucoup à travers des interventions d'organismes financiers, tels que les fonds et les banques d'investissement. Mais maintenant, je pense que le problème des fonds propres va continuer de croître et que l'offre va se développer... D'ailleurs, avec BNP Paribas Développement, depuis environ un an et demi dans certains cas nous pouvons prendre des tickets majoritaires. C'est une offre que nous avons rajoutée à notre panoplie pour répondre à des besoins spécifiques. Autre chose que nous ne faisons pas auparavant, prendre des participations dans le bilan de BNP Paribas. Aujourd'hui nous relançons cette activité. Nous savons que nous ne sommes qu'au début du processus de changement de génération à la tête des entreprises, et de ce fait le besoin de fonds propres va devenir très important. Par conséquent, nous devons essayer d'accompagner ce mouvement du mieux possible. Cela étant dit, il ne faut pas oublier non plus que les entreprises peuvent se développer en se mariant entre-elles. Il paraît évident que la recherche de partenariat industriel ou entrepreneurial est un épiphénomène qui va se développer dans les années qui viennent, tout simplement parce que l'on risque de ne pas avoir la même acuité d'activité de la part des fonds d'investissement. " C'est en partie le but des pôles de compétitivité, car une société ne pourra peut-être pas absorber toute seule une demande qui est trop importante pour elle et c'est dans le partenariat qu'elle trouvera la réponse. On peut aussi penser qu'il y aura une consolidation d'entreprises entre-elles ; par contre, cela risque d'être plus compliqué pour les entreprises familiales, qui ne souhaitent pas ouvrir leur capital à des étrangers, ce qui est un agissement connu. Beaucoup ont pensé ces dernières années que la Bourse était une réponse alternative intéressante, mais on en revient. La Bourse a des limites, les fonds d'investissement est une activité qui devient progressivement moins importante ... Pour Philippe Meysselle, " Les valorisations d'entreprises sont montées très fortement ces dernières années... Est-ce qu'elles vont revenir à des niveaux plus modestes, ou non ?... De la vitesse à laquelle les prix de cession vont

s'adapter dépendra l'intensité du retour des fonds sur le marché, parce qu'aujourd'hui les fonds sont aussi coincés par des valorisations qu'ils considèrent comme n'étant plus du tout adaptées au contexte économique et financier. Je pense que tout ce mouvement va laisser place au développement d'autres formes de transmissions et participations aux fonds propres des entreprises. "

Le développement passe par une présence hors du territoire

A nouveau, on peut considérer que le monde bancaire est en effervescence, peut-être d'une façon plus douce que la tourmente qui a fait couler beaucoup d'encre il y a quelques années. Dans ce contexte, on découvre que les banques françaises ne sont pas, comme on peut le penser, " frileuses ", car elles sont très bien placées sur ces marchés. En effet, lorsque l'on voit le poids du marché intérieur allemand aujourd'hui en Europe, par exemple, la qualité et la dynamique des entreprises allemandes, il peut paraître étonnant qu'il n'y ait pas de champion bancaire allemand en émergence. Il est vrai qu'ils ont fait de gros investissements pour intégrer l'Allemagne de l'Est. Néanmoins, les grands champions bancaires européens, en y intégrant l'Angleterre, sont des entreprises qui ont acquis leur place aujourd'hui parce qu'elles se sont développées au-delà de leurs frontières. C'est peut-être la force de certains organismes financiers qui ont joué cette carte, comme nous le raconte Philippe Meysselle : " Aujourd'hui, une banque comme BNP Paribas fait la majorité de son chiffre d'affaires hors de France et la majorité de ses collaborateurs sont également dans d'autres pays. Il est vrai que, avec nos ancêtres historiques, nous avons toujours eu des implantations à l'étranger, mais pas au même niveau. Rendez-vous compte, aujourd'hui, sur 160 000 collaborateurs la majorité travaille hors de France, car si avant nous avions des succursales, des bureaux de représentation avec de petites équipes, des bureaux d'affaires, les temps ont changé... Actuellement, les grandes banques européennes (anglaises, espagnoles, françaises...) rachètent des réseaux. Pour vous don-

Secteur **EUROMEDITERRANEE**

m Square **8.750 m²**

A LOUER

Bureaux neufs
divisibles
avec parkings

Livraison : **Novembre 2009**

Commercialisation

Véronique REBUFAT
AtisReal
Une société de **BNP PARIBAS**

tél. **04 91 56 03 03**

Nouvelle adresse : 44 bd de Dunkerque CS 11527 - 13235 Marseille cedex 02
atisreal.fr

The South wind is blowing positively on the Mediterranean, spurred by BNP Paribas

this will enable us to spur our future development. "

It is clear that the chosen option has a precise objective, which confirms the vision of development of the South in general, a phenomenon which encourages the financial organisms to intensify their presence on territories, but also develop specialisation. Indeed, on this subject Philippe Meysselle explains: "Behind these options, we need specialisation and expertise. In business centres there are non-specialized chargés d'affaires, but there are also specialists and experts. We have specialised structures in Marseilles which will work for the 2 business centres. The Trade Center for example, which is a specialist of all subjects concerning import-export and documentary credit, will offer its expertise in this field. Then there is a regional market room which covers all the subjects of rates, investments, exchange ... It has direct access to the stock market, as if we were working from Paris, which offers an important advantage. On the other hand, it works on several types of activity, notably everything concerning the movements for purchasing and selling currencies, financial investments of considerable amounts, which makes it possible to be in direct contact with the specialized operators. The regional market room offers a very short, reactive circuit on all the exchange transac-

tions and it works essentially with companies, because they rarely deal directly with the stock exchange for their finance. This allows them to follow better and especially to use either investments without risk, or "structured" investments where the capital is guaranteed. These are services we propose, we only distribute these products."

Participation in stockholders' equity, a new opportunity for SME's

But this financial group has other strings to its bow, notably concerning stockholders' equity for which it offers a certain number of local implements. All matters concerning financial participation for the development of companies are handled by a specialised subsidiary, "BNP Paribas Développement", whose profession is to take minority participations in SME's, but the average "ticket", as we say in the jargon, is one million euros. Then advisory teams, based in Paris but with interlocutors dedicated to the regional networks, can take purchase or sales mandates for companies, and also search for partners or investors. Philippe Meysselle confirms: " We develop all these "corporate finance" activities because there is a growing necessity, and in this context, we regularly make operations with SME's in the region.

Hervé Paruta directeur de Centre d'affaires



Without forgetting that we are strongly developing the activity of financing company transmissions or transfers (LBO and other means)."

Indeed, this field of activity is important, judging from the various indications of the phenomenon. According to forecasts, about 50.000 companies are expected to change hands within the next 10 years in France. Enough to raise a certain interest, especially if we measure the impact of this phenomenon regarding the number of threatened employments.

" We saw this new requirement coming. Until recently it was covered by specialised banks. So we decided to offer this expertise in the region, " explained Philippe Meysselle.

Many other new possibilities are now appearing, particularly the approach of the institutional financial group OSEO, which will be able to influence stockholders' equity, in the interest of the development of SME's in France, but especially to incite more dynamism in the conquest of foreign markets. Consequently, the position of banks should evolve ; it is precisely what Philippe Meysselle explains to us: "Firstly, for us OSEO is really a project partner. As regards our position, I think that in matters concerning stockholders equity, which represent important risks, and considering the increasing needs we now see, it is essential that we work in synergy with a structure such as OSEO. You mustn't forget that we are in co-financing, and this deal with OSEO allows us to share the effort in favour of development. " And to return to the subject he explains: " Until now, companies' stockholders equities were reinforced thanks to financial organisations, such as capital investment funds and investment banks. But now, I think that the problem of stockholders' equity will continue to grow and the offers are bound to develop ... Moreover, with BNP Paribas Développement, since about one and a half years, we can take majority tickets in certain cases. It's an additional offer we propose to answer specific needs. Another thing we didn't do previously was to take participations in BNP Paribas's balance sheet. Today we are relaunching this activity. We know that we are only at the beginning of the process of change of generation at the head of companies, and this need for stockholders'

equity is going to become very important. Consequently, we must try to accompany this movement as best as possible. Having said that, you should not forget that companies can also develop by making partnership agreements. It seems evident that the search for industrial or entrepreneurial partnerships is an additional phenomenon which is bound to develop in the coming years, simply because the activity of investment funds is liable to slacken."

This is one of the purposes of the competitiveness clusters, because a company may not be able to answer an important demand alone, but a partnership could offer the solution. We can also imagine that companies will consolidate together; on the other hand, it's liable to be more complicated for family companies, which are reluctant to open their capital to foreigners, a well-known attitude. Many people thought, these last years, that the stock exchange was an interesting alternative answer, but opinions have now changed. The stock exchange has limits, the activity of investment funds is gradually diminishing ... For Philippe Meysselle, " Company valuations rose very strongly these last years ... Will they return to more modest levels, or not?... The intensity of the return of capital on the market will depend on how quickly the transfer prices will adapt themselves, because today the funds are also deterred by valuations that they consider to be no longer adapted to the economic and financial context. I think that this movement will leave room for the development of other forms of transmission and participation in the stockholders' equity of companies."

The road to development is international

Once again we can consider that the banking world is in effervescence, although perhaps more gently than the storm that raged a few years ago. This situation reveals that the French banks are not as "timorous" as we thought, because they are in fact very well placed on these markets. For example, considering the weight of the German home market today, and the quality and dynamics of German companies, it seems surprising that there is no German bank champion emerging in Europe. It is true that the

Le vent du Sud souffle positivement sur la Méditerranée, bien accompagné par BNP Paribas

ner un exemple éclairant, en Italie la BNP Paribas a racheté la "Banco del Lavoro", une grande banque très populaire en Italie qui propose des offres de services complètes. Il en va de même en Turquie et en Ukraine. " Puis il renforce son discours : " Les banques françaises ont un modèle de développement qui est assez efficace et qui montre bien tout son intérêt dans cette période de crise, et contrairement à ce que certains peuvent penser, assure les besoins de ses clients. C'est-à-dire, nous ne sommes pas repliés sur nous-mêmes, car la base de notre métier est de collecter pour prêter ... "

Une vision optimiste pour une conjoncture délicate

D'après les plus éminents économistes, la conjoncture est " au ralenti ", beaucoup de salive et pas mal d'encre se répandent sur un pouvoir d'achat dit en baisse... alors que nous sommes en plein développement dans nos régions, qu'il y a des objectifs importants pour l'avenir, avec des positions favorables à l'Union Euro-méditerranéenne, poussées par le chef du gouvernement et reprises en cœur par l'Union Européenne, mais qu'il faudra, malgré tout, que nos chefs d'entreprises concrétisent ... Dans ce contexte, les organismes financiers ne peuvent pas et n'envisagent certainement pas de rester neutres, business oblige ! C'est d'ailleurs en allant dans ce sens que Philippe Meysselle fait remarquer : " Au niveau de notre banque, nous essayons d'accompagner cette ambition politique sur un plan entrepreneurial, et dans ce cadre, nous investissons beaucoup sur le bassin de la Méditerranée. Nous nous développons dans le Maghreb, et cette année nous avons ouvert en Mauritanie. Nous venons de confirmer notre présence en Libye et nous avons une bonne progression en Egypte. Nous sommes historiquement installés au Maroc et en Tunisie, et nous allons ouvrir plus de 100 agences, sur 3 ans, en Algérie. Malheureusement, ce pays ayant mit en " stand-by " ses projets de privatisation, nous n'avons pas pu faire de rachat. Nous avons donc décidé de faire de la " croissance organique " en créant des agences et en recrutant. " Et il conclut, " cela étant, il y a aussi d'autres zones très

intéressantes sur le bassin Méditerranéen, comme le Proche Orient... Là encore nous sommes présents, notamment en Turquie et en Israël ... Vous pouvez constater que nous avons beaucoup d'ambitions sur le bassin Méditerranéen. "

Et il enchaîne, " Sur la conjoncture, et pour revenir à la France, ce que je peux illustrer c'est le fait qu'en 2008 nous continuons d'investir dans notre métier de banquier. Comme nous ne sommes pas inconscients, et que nous avons des responsabilités en termes de résultats à produire, si nous investissons, c'est parce que nous croyons qu'il y a vraiment du potentiel, et dans la région nous sommes entièrement convaincus de cela. Aujourd'hui nous sommes dans une phase un peu morose. Néanmoins, nous allons ouvrir une dizaine d'agences, nous dédoublons le centre d'affaires... Là nous parlons vraiment de business avec les entreprises, nous investissons des moyens supplémentaires, ce qui démontre que nous croyons beaucoup dans le développement des affaires, même s'il y a une petite contraction ponctuelle. Nous restons dans une posture de croissance et de développement, et je constate que c'est la même chose pour les autres banques. Comme nous sommes un acteur qui se met au carrefour des activités économiques, je pense que c'est un signe dans les régions Provence Alpes Côte d'Azur et Languedoc Roussillon... " Et il reprend, " il est vrai qu'il y a présentement un ralentissement pour un certain nombre d'activités... Sur les particuliers, il y a le crédit immobilier... Concrètement, actuellement le client fait le tour des banques et arrive à obtenir des conditions extrêmement tirées. C'est bien significatif d'un marché qui n'est pas en train de se contracter, mais au contraire, cela veut dire que les banques sont en position d'offres. Nous n'avons pas changé nos critères de validation. La réalité, c'est que les prix ont atteint des niveaux très élevés ; de ce fait, beaucoup de gens ont été exclus du marché de l'acquisition. " L'amplification du phénomène vient aussi de la hausse des taux de ces derniers mois, pas très violente, mais rédhitoire pour certains... Si les marges des banques n'ont pas augmenté, par contre le marché à fait un bond. Par conséquent, les prix au m2 ont atteint des niveaux élevés et les taux

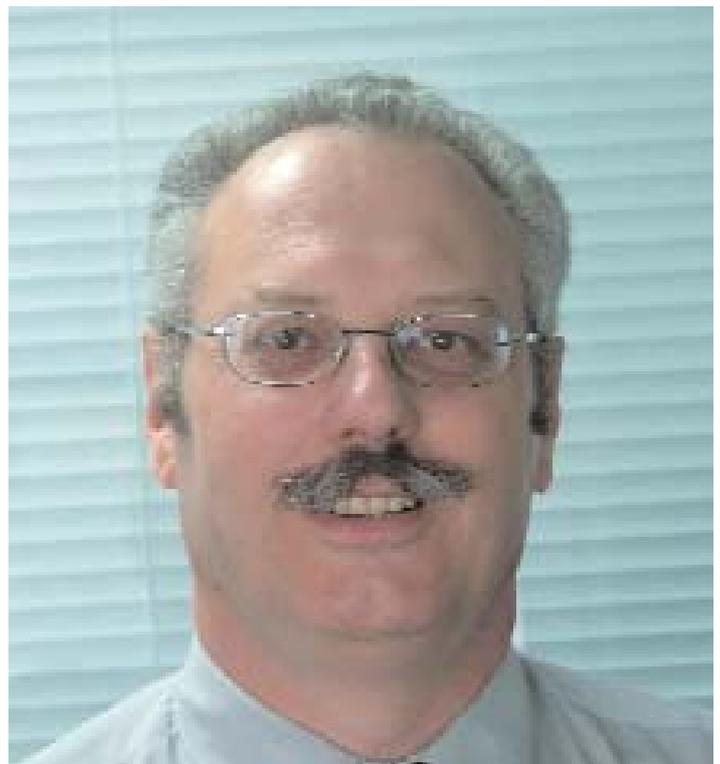
d'intérêt font augmenter la mensualité ; c'est la raison pour laquelle beaucoup de gens préfèrent attendre. Il y a certainement beaucoup d'acquéreurs potentiels qui sont attentistes actuellement pour anticiper une baisse des prix. C'est pour ces raisons que l'activité crédit immobilier a ralenti ces derniers mois.

Au directeur du réseau Méditerranée de conclure ce chapitre : " Ce qui est assez unique par rapport aux décennies précédentes, c'est qu'il y a un besoin fondamental, structurel, de logement d'actifs sur le long terme. Dans notre région nous avons 2 problèmes, d'une part des actifs qui arrivent, d'autre part, les retraités ... Le défi pour les acteurs politiques et les acteurs économiques régionaux est d'arriver à adapter l'offre aux besoins. Il faut arriver à baisser les prix de certaines entreprises foncières, à réduire le coût de la construction ... C'est le défi des territoires de croissance. " Et il reprend la parole pour revenir sur le problème de l'économie, " Si l'on prend aujourd'hui tous les grands acteurs bancaires français, on voit bien qu'ils continuent à jouer leur rôle, ils ont toujours leur capacité d'action. Il est vrai que les coûts de financement bancaire ont augmenté, ce qui pèse sur une augmentation des taux et ce n'est pas bien pour l'économie, mais il est vrai aussi que toutes les banques ne

sont pas dans la même situation. Notre organisme financier est très satisfait de la manière dont il traverse cette " crise ", et la solidarité financière du groupe BNP Paribas nous permet d'avoir accès à des coûts de financement qui sont moins élevés que ceux d'autres banques. Cela nous permet de continuer à prêter dans des conditions de rentabilité satisfaisantes pour nous, à des taux raisonnables. "

C'est toujours lorsqu'il y a des ralentissements d'activité que l'on remarque le dynamisme d'une région et de ses acteurs économiques. En tout état de cause, on s'aperçoit que le grand Sud tient bien la route et que les entreprises, à l'exemple de la BNP Paribas, croissent et se développent en faisant, par la même occasion, évoluer leur personnel par une progression des emplois. C'est une donnée très positive qui tranche de fort belle façon avec les positions plutôt pessimistes que l'on à l'habitude d'entendre ou de lire, et cela fait chaud au cœur. ■

Patrick Walzer, directeur de Centre d'Affaires



The South wind is blowing positively on the Mediterranean, spurred by BNP Paribas

German banks made great investments to integrate East Germany. Nevertheless, the big European bank champions, including England, acquired their place today because they developed beyond their borders. It is perhaps the strength of certain financial organisms that played this card, as Philippe Meysselle explains : " Today, a bank such as BNP Paribas makes the majority of its turnover outside France and the majority of its co-workers are also in other countries. It is true that, with our historic ancestors, we always had establishments abroad, but not at the same level. Just imagine, today the majority of our 160 000 colleagues work outside France; previously we had branches, representation offices with small teams, trade centres... but times have changed. Today, the big European banks (English, Spanish, and French) buy up networks. To give you a striking example: in Italy BNP Paribas bought up the "Banco del Lavoro", a big very popular bank which proposes complete service offers. We did the same in Turkey and in Ukraine. The French banks have an efficient mode of development which reveals its advantages in this period of crisis, and contrary to what some people think, assures its customers requirements. The basis of our profession is to collect and to lend ... "

An optimistic vision for a delicate situation

According to the most eminent economists, the economic situation is "in slow motion", a lot of saliva and quite a lot of ink is spread on a purchasing power said to be in decline, while there is strong development in our regions, and there are important objectives for the future with positions in favour of the Euro-Mediterranean Union, spurred by the Head of the Government and taken up in unison by the European Union. Nevertheless, it will be necessary for our business managers to score the goal... In this context, the financial organisations cannot and certainly do not intend to remain neutral, business obliges ! Indeed, as Philippe Meysselle points out : " As far as our bank is concerned, we try to accompany this political ambition on an entrepreneurial level. It is for this reason that we are investing a lot in the Mediterranean. We are developing in North Africa

(Maghreb), and this year we opened in Mauritania. We have just confirmed our presence in Libya and we are making good progression in Egypt. We are historically settled in Morocco and in Tunisia, and we are going to open more than 100 agencies, over 3 years, in Algeria. Unfortunately, since this country has put its privatisation projects on "stand-by", we have not been able to achieve takeovers. We therefore decided to do "organic growth" by creating agencies and recruiting." And he concludes: " Things being what they are, there are also other very interesting areas around the Mediterranean, such as the Middle East ... We are also present there, in Turkey and in Israel ... As you can see, we have many ambitions around the Mediterranean. "

Then he continues: " Concerning the economic situation, and to return to France, what I can illustrate is the fact that in 2008 we continue to invest in our banker's profession. As we are not unconscious, and as we have responsibilities in terms of results to be produced, if we invest, it is because we truly believe that there is a real potential in the region. Today we are in a rather gloomy phase. Nevertheless, we are going to open a dozen new agencies and we are doubling our Business Centre ... Here we are really talking about business with companies, we are investing supplementary means, which proves that we strongly believe in the development of business, even if there is a small punctual contraction. We stay in a posture of growth and development, and I notice that it is the same for other banks. As we are an actor standing at the crossroads of economic activities, I think that it is a positive sign in the Provence-Alps-Côte d'Azur and Languedoc-Roussillon regions..."

Then he resumes: "It is true that a certain number of activities are slowing down at present... For the private individuals, there is mortgage credit ... Concretely, today a customer visits all the banks and manages to obtain extremely interesting conditions. This clearly signifies that the market is not contracting, but that the banks are ready to offer. We haven't changed our validation criteria. The reality is that the prices have attained very high levels; therefore, a lot of people have been excluded from the acquisition market." The development of the phenomenon also comes from the increase of rates

CENTRE D'AFFAIRES MEDITERRANEE OUEST ENTREPRISES	
Nombre de clients	2 340
Encours de crédits	~ 800 M€
Nombre de collaborateurs	39
Implantations	Marseille et Montpellier

CENTRE D'AFFAIRES MEDITERRANEE EST ENTREPRISES	
Nombre de clients	2 588
Encours de crédits	~ 1 300 M€
Nombre de collaborateurs	47
Implantations	Marseille et Cannes-Mandelieu

over the last few months; it's not very strong but it's crippling for some ... If the banks' margins have not increased, on the other hand the market has shot up. Consequently, the prices per square meter are now very high and the interest rates increase the monthly reimbursements ; that is why a lot of people prefer to wait. There are certainly many potential buyers who prefer to wait and see, to anticipate a decline of the prices. It is for these reasons that the mortgage credit activity slowed down these last months.

The director of the Mediterranean network concludes this subject: " What is rather unique compared to the previous decades, it is that there is a fundamental, structural need of accommodation for working people on the long term. Our region is faced with 2 problems, on the one hand an increasing working population, and on the other hand, increasing pensioners ... The challenge for the political and regional economic actors is to adapt the offer to the needs. It is necessary to lower the prices of certain land property companies and to reduce the construction costs ... This is the challenge of developing territories." He then returns to the problem of economy: "If we take all the big French ban-

king actors today, we see that they continue to play their role, they still have their capacity of action. It is true that the costs of bank financing have increased, which puts pressure on the increase of rates, and that's not good for the economy, but it is also true that not all the banks are in the same situation. Our financial group is extremely satisfied with the way it's crossing this "crisis", and the financial solidity of BNP Paribas enables us to have access to financing costs which are lower than those of other banks. This allows us to continue to lend in satisfactory conditions of profitability for us, and at reasonable rates."

It is always when there is a slowing down of activity that we notice the dynamism of a region and its economic actors. In any case, we notice that the South is well on the road and that companies like BNP Paribas grow and develop, making their staff evolve and thereby increasing employment. It is a very positive fact, which strongly contrasts with the rather pessimistic opinions that we usually hear or read, and it warms our heart. ■

Le 8e Forum Economique Rhodanien se déroulera à Lausanne

Cette année c'est le Casino de Montbenon qui accueillera le 8e Forum Economique Rhodanien le vendredi 24 octobre 2008. Encore une fois, cette manifestation va s'avérer très importante car elle va réunir quelques 300 décideurs économiques suisses et français ainsi que les meilleurs experts autour du thème "Le sport est-il un business comme les autres ?"

Depuis sa fondation en 2001 et sa première édition en Suisse dans la charmante ville de Martigny, le Forum Economique Rhodanien réunit chaque automne un nombre sans cesse grandissant de chefs d'entreprises et de responsables institutionnels et politiques français et suisses autour d'une problématique qui concerne l'évolution du monde économique, auquel tous ces acteurs sont sensibles. Il se déroule en alternance dans l'une ou l'autre des régions traversées par le Rhône, soit les cantons du Valais, Vaud et Genève en Suisse soit les régions Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon en France. Après Marseille, Lyon, Sion, Arles,

Genève et Valence, il aura lieu cette année à Lausanne sur le thème du sport et de l'économie, en raison des affinités de la ville avec le monde sportif. Le 24 octobre 2008, une vingtaine d'intervenants français et suisses (politiques, industriels, chercheurs, représentants de fédérations, etc.) et l'ensemble des participants attendus se rencontreront au Casino de Montbenon. Autour de tables rondes animées par un médiateur spécialiste de la problématique sportive, ils aborderont, entre autres, les apports du sport dans l'économie, le rôle de la technologie, ou encore les retombées des grandes manifestations sportives. Un grand rendez-vous à ne pas manquer.

Attention, la participation au Forum est gratuite mais le nombre de places est limité et l'inscription obligatoire auprès des organisateurs: Association "Forum Economique Rhodanien", c/o CCF SA, Pré-Fleuri 6 (CP 286), 1951 Sion, tél. 027 327 35 50, fax 027 327 35 51, e-mail: forum@ccf-valais.ch, site internet:

www.forum-rhodanien.org ■



Lausanne la tour Bel Air

Robert Chevalier tire sa révérence

Christophe Martin et Robert Chevalier

La vie est faite comme un livre que l'on ouvre pour apprendre, et sans que l'on s'en rende compte, les pages se tournent les unes après les autres et le temps égrène ses heures. Surpris, on n'a pas vu défilé ce temps qui nous fait maintenant savoir que le livre est fini et qu'il faut le fermer. Et oui Robert ! Mais quelle aventure, que de choses réalisées pour faire de la Chambre Suisse une valeur sûre qui a fait briller la Suisse en lui construisant une image émailée de valeurs telles que le travail, l'efficacité, sans oublier cette convivialité chaleureuse que tu as su construire autour de tous ceux qui ont fréquenté la Chambre et même en dehors, où tes talents de diplomates ont toujours fait merveille. C'est avec le sentiment que c'est un livre bien écrit et que nous avons eu plaisir à lire avec toi, qui se ferme, mais qui restera pour tous, dans leur cœur, comme ils l'ont prouvé lors de la soirée qui a donné lieu à la transmission de présidence à Christophe Martin, ton successeur, qui aura la lourde tâche de te remplacer. Mais en finalité, ce n'est qu'un au revoir puisque nous aurons toujours la joie et le plaisir de te rencontrer dans tes nouvelles fonctions d'Administrateur National de la Chambre de Commerce Suisse de France, et à la Présidence d'honneur de la Chambre Régionale.

Alors comme l'on dit aux amis en Provence " Adecias ". Quant à Christophe Martin, que nous aurons certainement l'occasion de mieux connaître, nous lui souhaitons un " Benvengu " sincère et franc. ■



The 8th Rhone Business Forum will take place in Lausanne

This year it is the Casino of Montbenon that will host the 8th Rhone Business Forum on Friday 24th October 2008. Once again, this event will be extremely important because it will gather together about 300 Swiss and French economic decision-makers as well as the best experts around the subject " Is sport a business like others ? "

Michel Ochsner



Since its foundation in 2001 and its first edition in Switzerland in the charming town of Martigny, the Rhone Business Forum reunites every autumn a constantly increasing number of company managers and French and Swiss institutional and political executives around a problem which concerns the evolution of the economic world, to which all these actors are sensitive. It is held in alternation Switzerland/France, in one of the regions crossed by the Rhone: the cantons of Valais, Vaud and Geneva in Switzerland, the Rhone-Alps, Provence-Alpes-Côte d'Azur and Languedoc-Roussillon regions in France. After Marseille, Lyon, Sion, Arles, Geneva and Valence, it will take place this year in Lausanne on the subject of sport and economy, because of the town's affinities with the sports world. On 24th October 2008, about twenty French and Swiss speakers (politicians, manufacturers, researchers, trade union representatives, etc.) and all the expected participants will meet at the Casino of Montbenon. Around Round Tables animated by a sports specialist, they will discuss subjects such as the contribution of sport in economy, the role of technology, and the spin-

offs of the great sport events. A great symposium not to be missed.

Nota : the participation in the Forum is free of charge, but registration is compulsory due to the limited number of places.

Organizers: Association "Forum Economique Rhodanien", c/o CCF SA, Pre-Fleuri 6 (CP 286), CH 1951 Sion.
Tel: 027 327 35 50,



fax 027 327 35 51,
e-mail: forum@ccf-valais.ch
Site: www.forum-rhodanien.org

Michel Ochsner ouvre le Forum à Valence



Robert Chevalier says goodbye

Life is like a book that we open to learn, and as we turn the pages one after the other, we don't see the time passing by. We are suddenly surprised when we come to the end of the book and have to close it. Yes Robert! But what an adventure, how many things achieved to make the Swiss Chamber of Commerce a sound value, which made Switzerland shine by forging an image full of values such as work and efficiency, without forgetting the warm conviviality with which you welcome all those who frequented the Chamber and even outside, where your diplomats' talents always made miracles. We remain with the feeling that it is a well-written book that we enjoyed reading with you. It now closes,



but it will remain in the hearts of everyone, as they proved at the reception you gave when you passed the presidency on to Christophe Martin, your successor, who will have heavy task of replacing you. But finally, it is only an "au revoir" because we shall have the pleasure to meet you again in your new functions as National Administrator of the Swiss Chamber of Commerce of France and Honorary President of the Regional Chamber. Then as we say to friends in Provence "Adecias". As for Christophe Martin, that we shall have certainly the occasion to get to know better, we wish him a sincere "Benvengu".

La présidence française à l'Union Européenne : Six mois pour quoi faire ?

Au vu de la présidence française effective depuis le 1er Juillet dernier, la première manifestation du programme " Paroles d'Européens : Six mois pour quoi faire ? ", qui entend ouvrir le débat entre les citoyens et les dirigeants européens sur les enjeux de cette présidence, s'est rendue à Marseille le 13 Juin au Parc Chanot. C'est l'occasion de dépoussiérer les vieux cabinets de lecture et les livres d'histoire pour parcourir les pages déjà écrites à travers les épreuves de la construction de l'Europe.

Un des points majeurs - et non des moindres de son histoire - est que l'Union Européenne a su imposer un ordre de paix, alors qu'au bord de ses frontières, les guerres font rage. N'oublions pas non plus l'abolition des limites

territoriales entre les Etats qui a favorisé cet état de pacification en élargissant les confins du Vieux Continent, où tout individu a pu devenir un citoyen européen, sans perdre pour autant son identité nationale. La mémoire des Européens ne devrait pas occulter non plus la modernisation du paysage grâce aux infrastructures apportées et financées par l'Europe.

Cet état des lieux étant fait - et la liste n'est pas exhaustive - il semblerait naturel que la voie soit tracée et les mécanismes enclenchés pour établir une Europe prospère. Pourtant de nombreuses incertitudes persistent et signent. Souvent présenté comme le cheval de Troie de la Mondialisation, parfois bouc émissaire facile d'une économie morose, l'Europe a essuyé beaucoup de griefs stigmatisant son inaction.

Alors six mois pour quoi faire ? Pour aller de l'avant et faire des projets. Car l'Europe devrait imposer un ordre éthique, social et démocratique qui ne peut se réa-

liser qu'en construisant une communauté politique et économique. Les enjeux sont de taille : " Nous devons maîtriser la crise énergétique, alimentaire...sans acteur politique fort associé à une capacité stratégique, la situation sera critique. La réponse doit donc être politique " explique avec détermination Luis Amado, ministre des Affaires étrangères du Portugal.

Pourtant, la présidence française devra faire face à un terrain semé d'embûches, la première étant la réponse négative de l'Irlande au Traité de Lisbonne.

Il était difficile de prévoir une réponse négative de l'Irlande qui a bénéficié pleinement des aides européennes. Et pourtant, les dirigeants européens doivent désormais y faire face et trouver " des solutions juridiques pour maintenir à flot le Traité de Lisbonne car l'Angleterre, la Suède, la République Tchèque et bien d'autres continuent le processus de ratification " a annoncé le secrétaire d'Etat fran-

çais aux Affaires Européennes, Jean Pierre Jouyet.

Pourtant, cet obstacle ne doit pas mettre en péril l'aventure amorcée par les 27 pays membres, notamment par la France qui en a pris les rênes. De nombreuses priorités s'imposent : " Comment allons nous faire pour satisfaire les besoins en énergie de toute l'Europe ? Pour résoudre les problèmes d'immigration ? Pour créer une Europe de la défense... Ces positions communes se dérouleront en dehors de la réponse irlandaise " souligne Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères et européennes.

Un nouveau visage européen

Tous les débatteurs se sont accordés à souligner qu'il faudra vivre différemment, car désormais l'Europe s'impose " comme une entité obligatoire, où les habitants sont intramuros. Quelle méconnaissance incroyable du monde des Européens scepti-

Arrivée au Parc Chanot, de Bernard Kouchner Ministre des Affaires Etrangères, entouré, à sa gauche de Jean Claude Gaudin Maire de Marseille et à sa droite, de Renaud Muselier



The French presidency of the European Union : six months for doing what?

In view of the French EU presidency, now effective since July 1st, the first event of the program "European words : six months for doing what? ", opening the debate between the citizens and the European leaders on the stakes of this presidency, was held on June 13th in Marseille (at Chanot Park). It represents an opportunity to revive the old lecture rooms and history books, to browse through the pages already written throughout the difficult stages of the construction of Europe.

One of the major points - far from the least of its history - is that the European Union succeeded in imposing peace and order, whilst wars were raging at its borders. Neither must we forget the abolition of the territorial limits between the States, which favoured this pacification by widening the borders of the Old Continent, where every individual was able to become a European citizen without losing his national identity. The Europeans must also bear in mind the modernization of their environment thanks to infrastructures financed by Europe.

Having made this résumé - and the list is not exhaustive - it would seem natural that the route is traced and mechanisms are ready to establish a prosperous Europe. Nevertheless, numerous uncertainties persist. Often presented as the Trojan horse of globalization, sometimes as an easy scapegoat of a gloomy economy, Europe has suffered many blows stigmatizing its inactivity.

So six months for doing what?... To forge ahead and make projects, because Europe should impose an ethical, social and democratic order which can only be achieved by building a political and economic community. The stakes are colossal: " We must master energy, the food crisis... without a strong political actor associated to a strategic capacity, the situation will be critical. The answer must therefore be political " explains determinedly the Portuguese Foreign Secretary, Luis Amado.

Nevertheless, the French presidency will have to face a ground full of pitfalls, the first one being the non-ratification of the Treaty of Lisbon by Ireland.

It was difficult to anticipate the negative reply of Ireland, a country that has totally benefited from European assistance. Nevertheless, the European leaders henceforth have to face the situation and find " legal solutions to maintain the Treaty of Lisbon, because England, Sweden, the Czech Republic and many other countries continue the process of ratification " announced the French State Secretary for European Affairs, Jean Pierre Jouyet.

However, this obstacle must not endanger the adventure begun by the 27 member countries, notably by France which has just taken on the reins. Numerous priorities are imperative : " How will we satisfy the energy requirements of the whole of Europe? How to resolve the problems of immigration ? To create a European defence policy? ... These joint positions will take place despite the Irish answer," stresses Bernard Kouchner, Foreign Secretary in charge of European affairs.

A new European image

All the debaters agreed that it will be necessary to live differently, because henceforth Europe will impose itself " as a compulsory entity, where the inhabitants are intramurals. What an incredible misunderstanding of the world of sceptic Europeans!" commented Philippe Stark, designer and artistic director of the French EU Presidency (PFUE). Because we must henceforth be convinced of our European identity in order to counterbalance the rising powers, notably China.

The fight against the climatic change and the new social order : two priorities of the PFUE

According to a poll made by the CSA Institute, the inhabitants of the PACA region assign the following missions to the French EU Presidency: answer their socio-economic expectations and their environmental concerns, two priority files for the PFUE. Indeed, the European Union has already taken on the commitment to greatly reduce polluting gas emissions by 2020 and considerably



increase the production of electricity by renewable energies.

Europe appears as a model in energy to show the right way to other powers such as Asia, where numerous polluting coal thermal power stations are still constructed.

" Europe is already a leader on the subject, but it must continue to work, and innovate technology thanks to rules on the given value of a ton of carbon dioxide. "Growth" and "sustainable" can be associated " explain in unison Philippe de Fontaine Vive, vice president of the European Investment Bank and the scientists Jean Jouzel, the Nobel prize of Peace in 2007, and Daniel Nahon, professor at the European Centre of Research and Geosciences of the Environment.

" Companies are delocalizing towards emerging countries where there is no limitation on pollution. It would be better to establish international rules and to set up an international

Bernard Kouchner au côté des élus



La présidence française à l'Union Européenne : Six mois pour quoi faire ?

ques ? " commente Philippe Stark, designer et directeur artistique de la Présidence Française à l'Union Européenne (PFUE).

Car le sentiment d'appartenance à l'Europe est nécessaire pour faire contrepoids face aux puissances montantes, notamment la Chine.

La lutte contre le changement climatique et un nouvel ordre social : deux priorités de la PFUE

Selon un sondage de l'Institut CSA, les habitants de la région PACA assignent à la Présidence Française de l'Union Européenne les missions suivantes : répondre à leurs attentes socio-économiques et à leurs préoccupations environnementales, deux dossiers prioritaires de la PFUE. D'ailleurs, l'Union Européenne s'est déjà engagée pour 2020 à des réductions drastiques d'émissions de gaz polluants

ainsi qu'à une augmentation sensible de la part de production électrique par des énergies renouvelables. L'Europe semble se placer comme un modèle en matière d'énergie et montrer la voie juste à suivre à d'autres puissances comme l'Asie, où de nombreuses centrales thermiques au charbon polluantes sont construites.

" L'Europe est déjà un leader en la matière, mais elle doit continuer à travailler, à innover dans la technologie grâce à des règles sur la valeur donnée à la tonne de gaz carbonique. "Croissance" et " durable " peuvent être associés " expliquent en chœur Philippe de Fontaine Vive, vice président de la Banque Européenne d'Investissement et les scientifiques Jean Jouzel, prix Nobel de la paix en 2007, et Daniel Nahon, professeur au centre européen de recherche et d'enseignement des géosciences de l'environnement.

" Les entreprises délocalisent vers des pays émergents où il n'y a aucune restriction sur la

pollution. Il vaudrait mieux internationaliser les règles et mettre en place un protocole international " argumente Philippe de Fontaine Vive.

Bien évidemment, le nucléaire tient une place primordiale dans les questions environnementales. " Il existe un désaccord sur la question du nucléaire dans le Grenelle de l'environnement. Même si on développe le nucléaire, en 2030 seulement 18% d'énergie mondiale sera produite par le nucléaire " annonce Jean Jouzel. Daniel Nahon ajoute : " On souhaiterait avoir de l'énergie sans risque, mais cela devient difficile. Il faut entrer dans un effort de guerre pour minimiser les risques : gérer les molécules d'eau, de pesticides, régler les problèmes d'irrigation. Il faut économiser car, par exemple, 30 à 50% d'eau s'évapore lors de l'irrigation des champs."

Un nouvel ordre européen : cette idée pourrait s'accomplir par de nouvelles considérations environnementales, mais aussi sociales car ces dernières s'accen-

tuent. La question sociale anime aussi le calendrier des priorités de l'Europe, car il faut savoir que l'Union Européenne compte 15 millions de chômeurs avec de profondes inégalités à propos des revenus et du temps de travail. La lutte contre les discriminations devient donc urgente, notamment par un changement de mentalités de certains Européens qui, à tort, pensent que l'ouverture des frontières est une menace sociale. La solution semblerait prendre racine dans le succès d'Erasmus pour s'étendre sur tous les corps de métiers.

Les inquiétudes sont aussi tournées vers l'énergie

Dans un contexte mondial de crise énergétique, l'Europe doit construire son indépendance énergétique, car le monde capitaliste étant gouverné par le duo offre/ demande, les institutions sont désarmées face à cette donnée économique et ne peuvent influencer que dans la législation. De nombreux aspects doivent donc être considérés pour atteindre cet affranchissement énergétique, notamment la question géopolitique avec le Kremlin envers lequel l'Union Européenne, malgré son désir d'indépendance, se met en situation de dépendance croissante. Une situation délicate dans la course énergétique avec l'entrée de la Chine qui a signé de nombreux accords avec la Russie sur la fourniture de gaz et d'électricité et des projets de joint-venture dans le pétrole, fondant ainsi les bases d'un partenariat stratégique bilatéral.

Comme on peut s'en rendre compte, la tâche n'est pas facile, et la présidence française arrive à un moment où il y a fort à faire et beaucoup à engager pour trouver des solutions satisfaisantes. Quoiqu'il en soit, l'Europe est en marche et la présidence française est à même d'apporter son écot à une construction européenne qui s'affirme de plus en plus en termes de crédibilité internationale. Grâce à une certaine idée de l'Europe que prône Nicolas Sarkozy, qui comprend l'unité en son sein, et l'ouverture vers les pays de la Méditerranée, cela devrait lui permettre d'atteindre une véritable dimension économique-politique. ■

Jean Pierre Elkabach, Michel Vauzelle, président de la région PACA et Jean Claude Gaudin, Maire de Marseille lors de la conférence "Paroles d'Européens"



The French presidency of the European Union : six months for doing what?

protocol " argues Philippe de Fontaine Vive.

Naturally, nuclear energy holds an essential place in environmental questions. " There is a disagreement on the question of nuclear energy in the Grenelle de l'Environnement. Even if we develop nuclear power, by 2030 only 18 % of world energy will be produced by nuclear power " declares Jean Jouzel. Daniel Nahon adds: " We would like to have energy without any risks, but it is difficult. We must fight to minimize risks : manage the molecules of water, pesticides, solve the problems of irrigation. We must economise because, for example, 30 to 50 % of water evaporates during the irrigation of fields."

A new European directive: this idea could be materialised by new environmental, but also social considerations, because these are taking on increasing importance. The social concern is also a European priority because the European Union has 15 million unemployed with profound disparities regarding income and

working time. It is therefore urgent to fight against discriminations, notably by changing the mentality of certain Europeans who erroneously think that opening the borders represents a social threat. The solution appears to stem from Erasmus's success to extend over all the trades and professions.

Anxieties concerning energy

In a world context of energy crisis, Europe must forge its energy independence, because since the capitalist world is governed by the offer/demand duo, the institutions are disarmed by this economic context and can only influence by legislation. Numerous aspects must therefore be considered to achieve this energy freedom, notably the geopolitical question with the Kremlin, to which the European Union, despite its desire of independence, puts itself in a position of increasing dependence. A delicate situation in the energy race with the entry of China, which has signed numerous



Bernard Kouchner Ministre des Affaires Etrangères et Européennes.

agreements with Russia for supplying gas and electricity, and joint-venture projects in petroleum, thereby laying the foundations of a bilateral strategic partnership.

As we can see, the task is not easy, and the French presidency comes at a time when there is a lot to do to find satisfactory solutions. Albeit, Europe is on the

march and the French presidency will pay its share to the European construction, which is progressively acquiring international credibility. Thanks to a certain idea of Europe advocated by Nicolas Sarkozy, who understands its unity, and the opening towards the Mediterranean countries, it should attain a real economic-political dimension. ■



Pôle de compétitivité à vocation mondiale



2 axes stratégiques " Sécurité et Sûreté Maritimes " et " Développement Durable " qui s'articulent autour de 5 thèmes :

- Sécurité et sûreté maritimes
- Naval et nautisme
- Ressources énergétiques marines
- Ressources biologiques marines
- Environnement et aménagement du littoral

Un réseau implanté sur le territoire PACA en majeure partie et sur le territoire national :

Plus de 250 membres dont 2/3 d'entreprises et 1/3 d'organismes de recherche et de formation

Depuis juillet 2005 :

80 projets labellisés - 50 projets financés - 200M€ de budget de ReID

Union pour la Méditerranée : l'Appel de Marseille

" L'Appel de Marseille " préconise la mise en œuvre d'une stratégie forte et cohérente, définie par un agenda. L'initiative a séduit Peter Mandelson, le commissaire européen en charge du commerce, et a été reprise par le sommet des chefs d'Etat de l'Union pour la Méditerranée, réunis le 13 juillet à Paris. L'Union pour la Méditerranée : " nouvel élan " donné au processus de Barcelone... ou " refondation " ? Les autorités françaises et européennes sont diamétralement opposées sur ce point !

À l'initiative du Medef, du réseau Business Europe et de l'Union méditerranéenne des confédérations d'entreprises, près de 4000 entrepreneurs des rives Sud et Nord de la Méditerranée, représentant 39 nationalités, étaient réunis au palais du Pharo à Marseille, les 2, 3 et 4 juillet 2008 pour les Med Business Days. Ils ont lancé un appel aux chefs d'État de l'UPM " pour la mise en œuvre d'une stratégie économique, forte et cohérente, avec pour objectif : la liberté des échanges, la prospérité des peuples et la durabilité du patrimoine méditerranéen. "

Ils ont demandé aux chefs d'État des pays de la Méditerranée et de l'Union européenne de fixer un agenda. " Celui-ci devrait déterminer les moyens pour accroître les échanges entre l'Union européenne et les pays de la Méditerranée de 10% par an, tripler les investissements étrangers directs d'ici 2020, et sécuriser un cadre réglementaire pour les investisseurs. Les outils d'une stratégie sont en priorité : " les partenariats consolidés en matière d'innovation, de formation et d'éducation ; la création d'instruments financiers communs ; une politique de grands projets, notamment orientée sur les énergies et l'environnement ; la création, dès 2009, sous l'égide de la BEI, d'une agence publique-privée pour soutenir le développement des PME".

L'agenda de Marseille en bonne voie

La séance plénière du 3 juillet, " L'intégration euro-méditerranéenne, quid ? " a donné le ton à la manifestation avec un débat animé par le journaliste Olivier Mazerolle. Devant une salle pleine à craquer, s'y sont exprimés les participants : Philippe de Fontaine-Vive, Vice-président de la Banque Européenne d'Investissement chargé de la Femip (Fonds euro-méditerranéens d'investissement et de partenariat); Anne-Marie Idrac, Secrétaire d'État au Commerce

Extérieur; Peter Mandelson, Commissaire européen au Commerce Extérieur; Laurence Parisot, Présidente du Medef; Jacques Pfister, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille-Provence; Jacques-Jean Sarraf, Président de Businessmed; Ernest-Antoine Seillère, Président de BusinessEurope; Murat Yalçintas, Président de l'Ascame (Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée). Étrangement, " pas de représentant de la Rive Sud ! ", comme l'a fait remarquer la patronne du Medef.

Liberté des échanges - Prospérité des peuples - Durabilité du patrimoine méditerranéen

Laurence Parisot a fait part en préambule de son attachement à la Méditerranée " à l'instar de Fernand Braudel ", une référence ! Pour ce très grand historien, " la Méditerranée, c'est mille choses à la fois. Non pas un paysage, mais d'innombrables paysages. Non pas une mer, mais une succession de mers. Non pas une civilisation, mais plusieurs civilisations superposées... La Méditerranée est un carrefour antique. Depuis des millénaires, tout conflue vers

cette mer, bouleversant et enrichissant son histoire. "

Selon Laurence Parisot, la Méditerranée est une " évidence pour les partenaires économiques et sociaux. Berceau de la civilisation, cet espace représente un miracle à la fois pour la paix, mais aussi pour le commerce et les échanges de par ses atouts (ressources énergétiques liées à la mer et au soleil, métissage, culture, etc.) Dans ce cadre, l'échange et l'économie constituent les premiers facteurs de paix. " Pour elle, il convient désormais d'impulser une " nouvelle dynamique " au sein de cet ensemble de rencontres, par le biais des entreprises qui apportent une " vision concrète, ancrée dans le réel, innovent, inventent, transforment... " Elle précise que " les patronats des pays riverains à la Méditerranée appellent à la mise en œuvre d'une stratégie économique forte et cohérente, dont les objectifs seront la prospérité des peuples. " Elle souscrit donc au projet d'Euro-Méditerranée proposé par Nicolas Sarkozy à l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux. Elle souhaite la mise en œuvre d'un " agenda " afin d'organiser les échanges entre les pays de l'UE et leurs voisins méditerranéens.

Intervention d'Anne Marie Idrac Secrétaire d'Etat au Commerce Extérieur



The Mediterranean Union: the Appeal of Marseilles

"The Appeal of Marseilles" implies the application of a strong, coherent strategy, defined by an agenda. The initiative seduced Peter Mandelson, the European Commissioner for Trade, and was taken up by the Heads of State for the Mediterranean Union at their summit on 13th July in Paris. Is the Mediterranean Union "a new spur" to boost the process of Barcelona or "a re-foundation"? The French and European authorities are diametrically opposed on this point!

On the initiative of the Medef (Employers trade union), the Business Europe network and the Mediterranean Union of Company Confederations, about 4000 entrepreneurs of the southern and the northern shores of the Mediterranean, representing 39 nationalities, gathered together at the Pharo palace in Marseilles, on 2nd, 3rd and 4th July 2008 for the "Med Business Days". They launched an appeal to the UPM Heads of State " for the application of a strong, coherent economic strategy, targeting freedom of trade, prosperity for the nations and the durability of the Mediterranean patrimony." They asked the Heads of State of the Mediterranean countries and the European Union to fix an agenda. "This should determine the means increase trade between the European Union and the Mediterranean countries by 10 % a year, triple the direct foreign investments before 2020, and assure a statutory framework for the investors. The strategy priorities are first and foremost: "consolidated partnerships in innovation, professional training and education; the creation of common financial devices; a policy for big projects, particularly orientated towards energies and the environment; the creation, as from 2009, under the aegis of the EIB (European Investment Bank) of a public-private agency to support the development of SME's. "

Marseilles agenda on the right track

The plenary session of 3th July, "The Euro-Mediterranean integra-

tion, quid? " set the tone for the event with a debate animated by the journalist Olivier Mazerolle. In a room crammed with an attentive audience, various participants expressed themselves: Philippe de Fontaine Vive, Vice-president of the EIB in charge of the Femip (Euro-Mediterranean investment and partnership fund); Anne-Marie Idrac, State Secretary for Foreign trade; Peter Mandelson, European Commissioner for Foreign trade; Laurence Parisot, President of the Medef; Jacques Pfister, President of the Marseille-Provence Chamber of commerce and industry; Jacques-Jean Sarraf, President of Businessmed; Ernest-Antoine Seillère, President of Business Europe; Murat Yalçintas, President of Ascame (Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry). Strangely, there was "no representative of the Southern shore" as the president of the Medef remarked.

Freedom of trade - Prosperity of the nations - Durability of the Mediterranean patrimony

In her opening speech, Laurence Parisot expressed her attachment to the Mediterranean, "following the example of Fernand Braudel", quite a reference! For this great historian, "the Mediterranean is ... a thousand things at the same time. Not just one landscape, but innumerable landscapes. Not one sea, but a whole succession of seas. Not one civilization, but several superimposed civilizations... The Mediterranean is an ancient crossroads. Since millenniums, everything converges towards this sea, deeply moving and enriching its history ..."

According to Laurence Parisot, the Mediterranean is an "evidence" for the economic and social partners. "This area is the birthplace of civilization, representing a miracle for peace, but also for business and trade thanks to its assets (energy resources from the sea and the sun, interbreeding, culture, etc.) In this respect, trade and economy constitute the first factors for peace." In her opinion, we must henceforth impulse a "new dynamics" within these meetings, by companies bringing a

"concrete vision, anchored in reality, to innovate, invent and transform..." She clarifies that "the employers in countries around the Mediterranean call for the application of a strong, coherent economic strategy for the prosperity of the nations." She thereby adheres to the Euro-Mediterranean project proposed by Nicolas Sarkozy to all the political, economic and social actors. She wishes for the application of an "agenda" to organize the exchanges between the EU countries and their Mediterranean neighbours.

Med Business Days in Marseilles or the big fair of the Euro-Mediterranean companies

During the 3rd and 4th July, the company managers of the European Union and the Mediterranean were able to inquire on the Mediterranean



Philippe Léger

markets and their specificities, identify business and investment opportunities, exchange and take advantage of the experience of companies which have successfully developed in the Euro-Mediterranean region. No less than 2500 business meetings served to develop partnerships and create business networks. About 110 speakers enriched the debates with their experience.

Professional training, joint ventures, a portal for training courses... everything was there. Sector-based workshops (transport and logistics - water / environment / energy / sustainable development / training and employment - agro-industries -

Information d'entreprise / Gestion de créances / Assurance-crédit / Facturation

Avec nous, votre portefeuille clients prend de la valeur.

Évaluez et surveillez la santé financière de vos partenaires commerciaux avec l'Information d'entreprise.

Utilisez les technologies innovantes pour améliorer vos activités de gestion des risques de crédit de vos clients.

Prévoyez et dynamisez vos ventes en France ou à l'international avec l'Assurance-crédit.

Optimisez votre activité de facturation et financez votre développement avec l'Facturation.

02 95 173 416 sur www.coface.fr

coface

Union pour la Méditerranée : l'Appel de Marseille



Benita Ferrero Waldner,
Commissaire Européenne

Les Med Business Days à Marseille ou la grande foire des entreprises euro-méditerranéennes

Pendant les journées des 3 et 4 juillet, les chefs d'entreprise de l'Union européenne et de la Méditerranée ont pu s'informer sur les marchés méditerranéens et leurs spécificités ; identifier les opportunités d'affaires et d'investissement ; échanger et profiter de l'expérience des entreprises qui ont réussi leur développement dans la région euro-méditerranéenne. Pas moins de 2 500 "rencontres business" ont permis de développer des partenariats, de créer des réseaux d'affaires... Près de 110 intervenants ont enrichi leur expérience les débats. Formation, partenariat d'entreprises, portail de stages... Rien ne manquait à l'appel. Des ateliers sectoriels (transports et logistique - eau / environnement / énergie / développement durable - formation et emploi - agro-industries - villes nouvelles en Méditerranée) ont fourni aux entrepreneurs comme au public l'occasion de découvrir de nombreux projets et initiatives de dimension euro-méditerranéennes des acteurs économiques de la Méditerranée. Ces journées estivales se sont avérées une grande foire internationale des entrepreneurs à Marseille, pas un grand raout ! Elles s'articulaient autour d'un "Med Podium" animé par Yves Blisson et un espace dédié à la présentation de projets à l'accueil du Palais du Pharo. Ces journées ont per-

mis de valoriser des initiatives de dialogue et d'échanges sur le pourtour méditerranéen tels que : la signature de convention destinée à favoriser le compagnonnage industriel avec l'Algérie, la Tunisie et le Maroc avec l'Adeci (Association pour le Développement de la Coopération Industrielle Internationale) - le lancement du Réseau Entreprendre International - le lancement du portail de stages "MedEuropeintern" - la signature d'une convention entre l'Union Patronale Régionale et l'Utica (Union patronale tunisienne) pour le développement des échanges de formation...

Les vraies raisons de l'échec du processus de Barcelone

Tout au long des Med Business Days, que de projets et témoignages de groupements professionnels ou de chefs d'entreprises des deux rives de la Méditerranée ! " Seulement 2 euros par habitant de l'UE investis dans le Sud (ndr : soit un peu moins d'un milliard d'euros pour les 475 millions d'habitants environ que compte l'UE) selon un participant, contre 27 euros dans les pays de l'Est. L'Union européenne a-t-elle la volonté de changer de braquet ? " On apprendra à la fin de la manifestation, de la bouche de la commissaire européenne Benita Ferrero-Waldner, que ce sont " 7 milliards d'euros qui ont été investis entre 2000 et 2007 par la Commission européenne chez nos partenaires de la rive Sud de la Méditerranée ! Montants en tout point comparables accordés aux Européens de l'Est concernés par l'élargissement dans les années 90 ! De surcroît, la BEI (Banque européenne d'investissement) a accordé, par le biais de la Femip, des prêts d'un montant de 2 milliards d'euros aux pays de la région ! " Reste que contrairement à ce qui avait été annoncé comme probable il y a quelques mois, la création d'une banque d'investissement dédiée à la Méditerranée n'est plus à l'ordre du jour dans l'Union européenne...

Selon Philippe de Fontaine Vive, " chaque année, les émigrés en Europe originaires de 9 pays partenaires concernés par la PEV (politique européenne de voisinage) : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Autorité

Palestinienne, Syrie et Tunisie, envoient quelque 16 à 18 milliards d'euros chez eux, soit autant que les recettes du tourisme. Mais cet argent sert essentiellement à aider les familles ou à acheter une résidence secondaire. Moins de 10 % des fonds vont à l'entreprise. Dans l'autre sens, quelque 30 milliards d'euros quittent chaque année le Sud méditerranéen pour s'investir en Europe ! Il faut que cet argent reste dans les pays du Sud et soit davantage investi dans ces économies ", martèle-t-il. Selon le vice-président de la BEI en charge de la Femip, trois leviers peuvent être utilement actionnés. Les coopérations bancaires transnationales : il faut les favoriser. Les migrants et leurs familles : il faut les " bancariser ". Les marchés des capitaux locaux à des non-résidents : il faut les ouvrir afin de moderniser le marché et fixer l'épargne.

Malgré tout, on continue d'attribuer aux Européens la cause de l'échec du forum de Barcelone ; on entend encore trop souvent dire " l'Europe n'a pas assez donné, alors le forum a échoué. " L'idée (fausse) perdure. Les quatre plateaux des Med Business Days de Marseille ont permis de faire le point sur les vraies raisons du blocage du processus de Barcelone. Ce n'est pas le moindre de leur mérite. La Table ronde " Vers la création d'un marché unique de la Méditerranée ", avec débats modérés par Jean-Louis Reiffers de l'Institut de la Méditerranée, a permis de remettre en cause un certain nombre d'idées reçues. Le Sud porte aussi sa part de responsabilité en étant incapable d'arriver à créer son marché commun. Prenons cependant garde de lui donner des leçons, car l'Union européenne elle-même a mis du temps avant de commencer sérieusement à concrétiser les ambitions affichées par les traités de Rome de 1957 ! Les frontières auraient dû être ouvertes au début des années 60... Il faudra patienter jusqu'à l'Acte unique, entré en vigueur en 1987, soit avec près de trente années de retard ! Des années pas très " glorieuses " pour la construction européenne.

Pour un marché Sud-Sud

" Comment mettre véritablement en place l'Accord d'Agadir, la zone de libre-échange Tunisie/Maroc, la zone de libre-échange arabe...? " s'interroge Jean-Louis

Reiffers. Il précise : " Comment arriver à un marché Sud-Sud qui renforcerait le poids des pays méditerranéens du Sud par rapport aux pays européens ? Les acteurs de la zone Nord considèrent leurs capacités de production comme insuffisamment complémentaires avec celles de la zone Sud. Nous sommes dans un schéma similaire à celui de la France et de l'Allemagne dans les années 60. Il faut avoir le courage de mettre en œuvre des structures permettant d'insuffler de la spécialisation dans les pays du Sud et de différencier les productions, ce qui rendra celles-ci plus compétitives sur le marché européen. " L'Union européenne, dans ce domaine, peut contribuer aux divers ajustements qui seront nécessaires (aide à la reconversion de l'outil de production, création d'infrastructures). Comme les autres membres de l'Institut de la Méditerranée (cet organisme qui siège à Marseille est " un centre d'excellence ", selon la commissaire Benita Ferrero-Waldner), Jean-Louis Reiffers considère qu'il est essentiel de créer une zone d'échange Sud/Sud.

Pour le co-développement et un marché unique euro-méditerranéen

Pour Hédi Djilani, Président de l'Utica (patronat tunisien) et de l'Union Maghrébine des Employeurs, " l'Union pour la Méditerranée ne pourra être fondée que sur la création d'un marché unique... Lorsque le mouvement Sud-Sud aura fusionné avec le mouvement Sud-Nord, un véritable marché pourra se créer. " Il replace ce mouvement dans le contexte Euromed du Forum de Barcelone, " pour l'essentiel, largement positif " selon lui. " Un réflexe industriel pur permettra le développement de l'Euromed ", ajoute Hédi Djilani qui rêve d'un grand marché face aux grandes puissances régionales... " Actuellement, les Chinois prennent la place des Européens en Afrique. Si l'Union pour la Méditerranée existait, elle aurait pu être utilisée comme base de développement pour le continent africain. La réussite de l'UPM est une nécessité vitale pour tous les acteurs, y compris ceux de l'Europe du Nord. Si l'UE continue à renforcer l'économie asiatique ou le Mercosur, elle en subira les conséquences. Il est donc indispensable que l'investissement et le développement

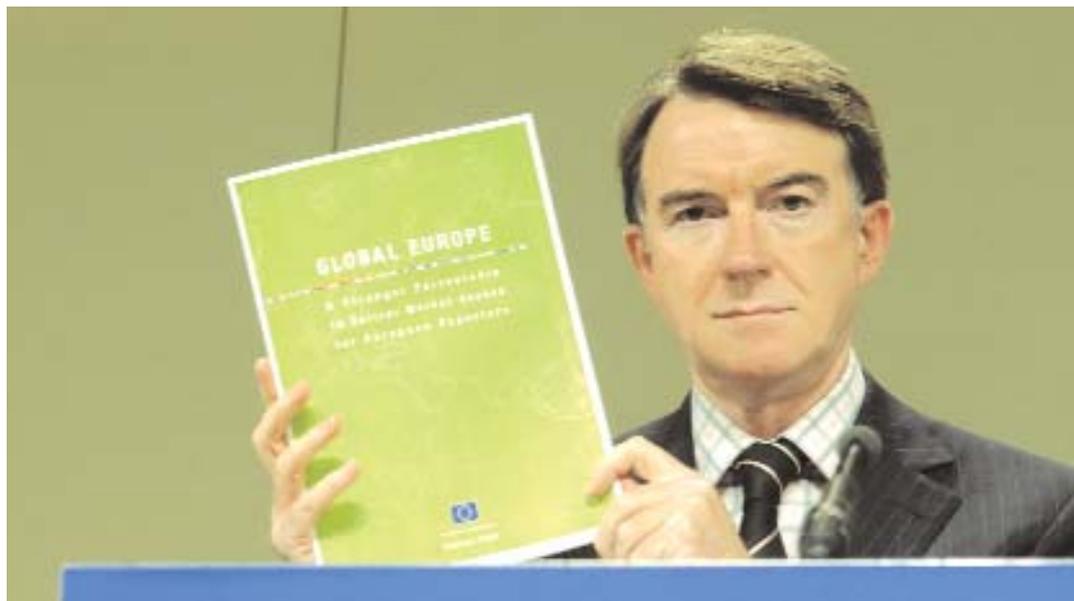
The Mediterranean Union: the Appeal of Marseilles

new Mediterranean towns...) gave the entrepreneurs and the public the opportunity to discover numerous Euro-Mediterranean projects and initiatives of the economic actors of the Mediterranean. These summer days turned out to be a big international fair for the Marseilles entrepreneurs! They were articulated around "Med Podium" animated by Yves Blisson, and a space reserved for the presentation of projects at the Pharo Palace. It was an opportunity to valorise initiatives of dialogue and exchanges around the Mediterranean, such as : the signature of an agreement to favour industrial guilds with Algeria, Tunisia and Morocco, with ADECI (Association for the Development of International Industrial Cooperation) - launching the network "Entreprendre International" - launching the training portal " MedEurope-intern " - the signature of an agreement between the Regional employers' union and Utica (Tunisian employers' union) for the development of training exchanges...

The true reasons of the failure of the Process of Barcelona

Throughout the Med Business Days, what an abundance of projects and testimonies of professional organizations or managers from both shores of the Mediterranean! " Only 2 euros per capita invested by the EU in the South (or slightly less than one billion euros for the 475 million inhabitants of the EU), according to a participant, against 27 euros in the Eastern countries... Does the European Union intend changing gear?" At the end of the event, we learned, by the mouth of the European commissioner Benita Ferrero-Waldner, that " between 2000 and 2007, 7 billion euros were invested by the European Commission with our partners of the southern shores of the Mediterranean! Quite comparable to the amounts granted to the Eastern Europeans when the EU was enlarged in the 90s! Besides, the EIB, by means of the Femip, granted loans amounting to 2 billion euros to the countries of the region! " Nevertheless, contrary to what was announced as being likely a few months ago, the creation of an investment bank for the Mediterranean is no longer on the EU agenda...

According to Philippe de Fontaine Vive, "every year, the European



Peter Mandelson, Commissaire Européen au Commerce Extérieur

immigrants from 9 partner countries concerned by the PEV (European neighbouring policy): Algeria, Egypt, Israel, Jordan, Lebanon, Morocco, Palestinian Authority, Syria and Tunisia, send about 16 to 18 billion euros to them, that is as much as the receipts for tourism. But this money serves essentially for helping families or for buying a second residence. Less than 10% of the capital goes towards business. On the other hand, about 30 billion euros leave the South Mediterranean every year to invest in Europe! This money must stay in the Southern countries and be invested in these economies", he insists. According to the vice-president of the BEI in charge of Femip, three triggers can be usefully pulled: we must encourage transnational banking cooperation; we must "bankarise" the migrants and their families; we must open the markets of local capital to non-residents in order to modernize the market and fix savings. Nevertheless, we continue to accuse the Europeans for the failure of the Barcelona forum; we still too often hear: "The forum was a failure because Europe didn't commit itself enough." The (false) idea continues. The four debates at the Med Business Days in Marseilles gave the opportunity to re-consider the true reasons for the blockage of the Process of Barcelona. It is not the least of its merits. The Round Table "Towards the creation of a single market for the Mediterranean?" with debates moderated by Jean-Louis Reiffers of the Mediterranean Institute, was the occasion to query a cer-

tain number of set ideas. The South also bears its part of responsibility by being incapable to create its common market. However, we must be careful not to give lessons, because the European Union took a lot of time before seriously beginning to concretize the ambitions indicated in the treaties of Rome in 1957! The borders should have been opened in the early 60s... We had to wait until the unique Act, which came into effect in 1987, that is with a delay of about thirty years! Not very "glorious" years for the European construction.

For a South-South market

"How can we truly set up the Agreement of Agadir, the free trade area Tunisia / Morocco, the Arabian free trade area ?" Jean-Louis Reiffers wonders. He clarifies: " How to achieve a South-South market, which would strengthen the weight of the South Mediterranean countries with regard to the European countries? The actors of the North consider their production capacities to be insufficiently complementary to those of the South. We are in a similar situation as that of France and Germany in the 60s. We must have the courage to implement structures that will bring specialization to the Southern countries and differentiate productions, which will make them more competitive on the European market." In this respect, the European Union can contribute to the different adaptations that will be necessary (restructuring production lines,

creating new infrastructures). Like the other members of the Mediterranean Institute (the commissioner Benita Ferrero-Waldner considers this Marseilles based Institute to be "a centre of excellence"), Jean-Louis Reiffers believes that it is essential to create a South / South trade area.

For co-development and a common Euro-Mediterranean market

For Hédi Djilani, President of Utica (Tunisian employers) and the Maghreb Employers Union, "the Mediterranean Union can only be founded on the creation of a common market... When the South-South movement merges with the South-North movement, a real market can take form." He replaces this movement in the Euromed context of the Forum of Barcelona, " largely positive, for the main part" in his opinion. "A pure industrial reflex will allow the development of Euromed ", adds Hédi Djilani, who dreams of a big market facing the major regional powers... "At present, the Chinese are taking the place of the Europeans in Africa. If the Mediterranean Union existed, it could have served as a base of development for the African continent. The success of the UPM is a vital necessity for all the actors, including those of Northern Europe. If the EU continues to strengthen the Asian economy or the Mercosur, it will suffer the consequences. It is therefore indispensable for investment and industrial development to be concentrated in the South of the Mediterranean. This region must

Union pour la Méditerranée : l'Appel de Marseille

industriel soient concentrés sur le Sud de la Méditerranée. Cette région doit être intégrée dans le cadre d'un co-développement pour créer un marché unique, ne serait-ce que d'échanges. "

Férid Tounsi Président de l'Unité technique d'Agadir, a présenté la situation actuelle des pays concernés par l'Accord d'Agadir. Lui succédant, Jean-Philippe Lacroix, Président du Comité Douanes du Medef et de BusinessEurope, a montré que l'administration et les douanes font partie de la vie des entreprises, en usant de formules savoureuses, comme : " le diable est dans le détail... surtout en matière de douanes ! "

Beaucoup d'autres problèmes ont été passés en revue au cours de ces journées ; ils concernent les monnaies, les taux de changes, les visas, les bakchichs, la corruption et les potentats locaux. Toutes choses qui freinent l'essor économique, la prospérité, et sont sources de conflits.

L'UPM : une nouvelle impulsion donnée au forum de Barcelone ?

L'agenda de Marseille a séduit particulièrement le commissaire européen Peter Mandelson, présent à l'ouverture en compagnie d'Anne-Marie Idrac, la secrétaire d'État au commerce extérieur. Il avoue "préférer le terme agenda à celui de processus..." Le pragmatisme bien concret de nos entrepreneurs euro-méditerranéens plaît à notre commissaire originaire du Royaume Uni. Benita Ferrero-Waldner, commissaire européenne chargée des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage, et Henri Guaino, conseiller du président Nicolas Sarkozy, ont apporté les conclusions à ces journées. Benita Ferrero-Waldner a recadré les demandes des entrepreneurs dans le contexte du Forum de Barcelone dont l'UPM reprend, selon elle, treize années d'acquis. D'ailleurs, fait-elle remarquer, " on a déjà beaucoup essayé de travailler entre sociétés civiles, entre gouvernements ... " C'est vrai, ajoutons-nous, on a brûlé beaucoup de cartouches, et nous ne disons pas cela pour les conflits qui perdurent sur la rive Sud ! Mais " faire l'UPM avec les entrepreneurs ", c'est une idée nouvelle, exceptionnelle, très importante... Tout le monde en convient, mais quand elle déclare que " l'UPM

est une nouvelle impulsion donnée au Forum de Barcelone ", on tient là une pomme de discorde, à tout le moins un avis que ne partage pas Henri Guaino.

Croissance du revenu et des frustrations

L'Union européenne a beaucoup donné aux pays de la rive Sud. Pour quel résultat ? " L'écart de développement de part et d'autre du détroit de Gibraltar est de 1 à 13 " fait-elle remarquer, contre seulement de 1 à 4 de part et d'autre du Rio Grande, en Amérique du Nord. Ces écarts sont la source de frustration, de pression migratoire, d'instabilité, et donnent parfois l'impression d'un échec. Mais elle considère que malgré tout " l'effort des réformes commence à avoir des effets. Concernant la corruption sur la rive Sud, il faut essayer de réformer pour aboutir à l'État de droit. La démocratie et les droits sont une base pour travailler ensemble. Il faut les mêmes règles de jeu pour tout le monde. " Elle relève que dans les pays de la rive Sud, " pour la première fois et depuis longtemps, la croissance économique dépasse la croissance démographique. Le revenu par habitant s'est accru, il y a de l'espoir, même si la réalité n'est pas la même dans tous les pays " concède-t-elle, ni la même pour tous les habitants d'un pays, ajoutons-nous, car la part du gâteau s'est agrandi pour chaque habitant... de manière statistique seulement. Les disparités économiques et sociales se sont fortement accrues. Chacun peut se rendre compte en visitant le Maroc par exemple, que l'essor économique est prodigieux mais qu'entre riches et pauvres, les écarts se creusent. Les risques de tension sociale et de déstabilisation s'accroissent donc. La commissaire se contente d'une analyse macro-économique. L'élévation statistique du niveau de vie par habitant justifie, selon elle, la justesse du diagnostic de Barcelone : " Les résultats sont positifs là où les réformes entreprises depuis 1995 (ndr : année du lancement du processus régional de Barcelone) ont été poursuivies avec continuité. La persévérance de la politique bilatérale de voisinage (lancée en 2004, elle en est responsable) de réforme et de coopération, de réforme administrative a fini par payer... " Certes, mais



Jacques Pfister, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille

pas tout le monde ! Et quel prix pour l'environnement ?

Peut-on faire l'UPM sans les citoyens ?

Dans les palmeraies de la vallée du M'zab, des organismes français, remplis de bonnes intentions, ont financé des travaux sans concertation. Ces travaux ont donné lieu à " l'enlèvement " d'éléments architecturaux auxquels tenaient beaucoup les habitants, à la suppression d'un bassin de lavage et des expropriations illégales, des modifications de tracés qui provoquent des ravinements, des éboulements, et des dégâts sur les crépis des piliers et des puits... Peut-on faire l'UPM sans les habitants, sans les citoyens, en se contentant d'une politique bureaucratique à courte vue ?

On peut aussi s'interroger, avec nos confrères algériens du quotidien indépendant El Watan, sur les raisons qui motivent leur gouvernement à poursuivre l'élaboration de la loi de finances sur un prix de baril à 19 dollars, alors que l'Algérie continue depuis des années à engranger des recettes pétrolières bien plus importantes en raison de l'augmentation des cours mondiaux du brut (toujours à plus de 145 \$ le baril à l'heure où nous écrivons ces lignes). Pays riche grâce à sa manne pétrolière, l'Algérie voit ses nationaux continuer à émigrer ! C'est-à-dire, à être pris en charge par les pays de la rive Nord, et particulièrement par la France. Preuve que la richesse ne fait pas tout si elle n'est pas

partagée équitablement, si les droits de l'homme ne sont pas respectés, si la dignité de la personne est bafouée et si des droits sociaux ne sont pas reconus. C'est aussi çà, l'échec du processus de Barcelone, et on se demande si la Commission européenne a bien retenu la leçon. On apprécie d'autant plus l'Appel de Marseille lancé par nos entrepreneurs euro-méditerranéens, qui souhaitent une stratégie économique " forte et cohérente, avec pour objectif la liberté des échanges, la prospérité des peuples et la durabilité du patrimoine méditerranéen. "

Dans les 15 ans, il faudra créer... 22 millions d'emplois

Pour la commissaire, " les grands projets sont une valeur politique importante. Avec l'UPM, on va se mettre d'accord sur des grands projets, comme la dépollution de la Méditerranée, l'énergie solaire, qui vont intéresser tout le monde...", et nous pensons qu'elle a raison de le dire... mais aussi de s'interroger sur " la volonté de nos partenaires tiers méditerranéens d'insuffler un nouvel élan à la coopération entre les deux rives. " L'UPM donnera-t-elle un souffle nouveau à cette coopération ou ne sera-t-elle que du vent ? Car les défis sont gigantesques ! Selon la commissaire européenne " il faudra créer 22 millions d'emplois en 15 ans, dans les pays tiers méditerranéens ; une croissance économique de 6 à 7% sera nécessaire pour y arriver. " Pas impossible,

The Mediterranean Union: the Appeal of Marseilles

be integrated within a co-development framework to create a common market, even if it is only for trade."

Férid Tounsi, President of the Technical Unity of Agadir, presented the current situation of the countries concerned by the Agadir Agreement. Following him, Jean-Philippe Lacroix, President of the Customs Committee of the Medef and BusinessEurope, showed that Administration and Customs are a part of the life of companies, by using vivid expressions such as "the devil is in the details, especially in customs! "

Many other problems were reviewed during these days ; they concern currencies, exchange rates, visas, bakchichs, corruption and local potentates. All things which slow down economic expansion and prosperity, and are sources of conflicts.

UPM: a new impulse for the Forum of Barcelona?

The Marseilles program particularly seduced the European Commissioner Peter Mandelson, present at the opening with Anne-Marie Idrac, Secretary of State in Foreign Trade. He admits that he prefers the term "agenda" to that of "process". The British

commissioner was seduced by the pragmatism of our euro-Mediterranean entrepreneurs. Benita Ferrero-Waldner, (European commissioner in charge of foreign affairs and European neighbouring policy) and Henri Guaino, President Nicolas Sarkozy's councillor, concluded these days. Benita Ferrero-Waldner resumed the entrepreneurs' demands within the Forum of Barcelona, from which, according to her, UPM recovers thirteen years of experience. Moreover, she pointed out, "we have already endeavoured to work between civil companies and governments ..." Let us add, that it's true that we have virtually shot our bolt, and we don't say that for the conflicts that continue raging on the South bank! But "to make the UPM with the entrepreneurs" is a new, exceptional, very important idea... Everybody agrees on this, but when she declares that "the UPM is a new impulse for the Forum of Barcelona", there we hold a bone of contention, or at least an opinion which Henri Guaino does not share!

Growth of income and frustrations

The European Union has greatly contributed to the countries of the South, but for what result?

Laurence Parisot, Présidente du MEDEF



"The development ratio between the two shores of the Gibraltar Straits is 1 to 13", it declares, against 1 to 4 for the two banks of the Rio Grande, in North America. These discrepancies are a source of frustration, migratory pressure, instability, and sometimes give the impression of a failure. But it nevertheless considers that "the reform efforts are beginning to take effect. Concerning the corruption on the South bank, we must try to reform to achieve a State of law. Democracy and rights are a base for working together. The rules of the game must be the same for everybody." It notes that in the South Mediterranean countries "for the first time, economic growth exceeds the growth of the population ... The income per capita has increased, there is hope, even if the reality is not the same in all the countries" it admits. Let us add, neither is it the same for all the inhabitants of a country, because the pieces of the cake have only become bigger for every inhabitant in a statistical way. The economic and social disparities have strongly increased. If you visit Morocco for example, you will see that the economic boom is prodigious but that the disparities between rich and poor are constantly increasing. The risks of social tension and destabilisation are more acute. The commissioner doesn't mention this. She simply makes a macroeconomic analysis. According to her, the statistical rise of the level of life per capita proves the accuracy of the diagnosis of Barcelona: "The results are positive where the reforms begun since 1995 (year of the launch of the regional process of Barcelona) have been continuously pursued. The perseverance of the bilateral neighbourhood policy (launched by her in 2004) that of reform and cooperation, and administrative reform eventually paid..." Certainly, but not for everybody! What was the price for the environment ?

Can we construct the UPM without the citizens?

In the palm tree plantations of the M'zab valley, French organizations, full of good intentions, financed works without any consultation. These works led to the "kidnapping" of architectural elements to which the inhabitants were greatly attached, the closure of a wash pond and illegal expropriations, routing modi-

fications which provoked soil erosions, landslides, and damaging plaster on pillars and wells... Can the Mediterranean Union be made without the inhabitants, without the citizens, contenting itself with a short-sighted bureaucratic policy?

We can also query, together with our Algerian colleagues of the independent daily newspaper, El Watan, the reasons that motivate their government to pursue the elaboration of a finance law fixing the oil price at 19 dollars per barrel, while Algeria continues for years to gather in more and more oil revenues due to the increase of the world crude oil rates (still exceeding 145 \$ the barrel when we write these lines). Algeria, a rich country thanks to its oil resources, continues to see its nationals emigrate! That is to say, to be taken in charge by the countries on the Northern shores, particularly by France. This proves that wealth does not solve everything if it is not shared fairly, if human rights are not respected, if peoples dignity is scoffed, if social rights are not respected. This is also one of the reasons for the failure of the process of Barcelona, and we wonder if the European Commission has learned the lesson. We all the more appreciate the "Appeal of Marseilles" launched by our Euro-Mediterranean entrepreneurs, who wish for an "strong, coherent economic strategy targeting the freedom of trade, the prosperity of the nations and the durability of the Mediterranean patrimony."

22 million jobs must be created within 15 years

According to the commissioner, "big projects are an important political value. With the UPM, we are going to agree on big projects, such as de-polluting the Mediterranean Sea and solar energy, which will interest everybody "... and we think that she is right in saying so. But she also questions "the strong will of our Mediterranean third country partners to inspire a new desire for cooperation between the two shores." Will the Mediterranean Union really manage to kindle this desire, or will it be "a lot of do about nothing" ? The challenges are gigantic! Benita Ferrero-Waldner thinks that "it will be necessary to create 22 million jobs within 15 years in the Mediterranean third countries; this will demand an economic

Union pour la Méditerranée : l'Appel de Marseille

quand on sait que la Chine a une croissance de 10% depuis 30 ans ! Benita Ferrero-Waldner fait preuve de lucidité, elle s'interroge : " Les dirigeants de la rive Sud ont-ils réellement cette volonté politique de résoudre les défis ?... Les pays du Golfe et même du Sud donneront-ils de l'argent pour financer les projets ? Il faut un vrai dialogue avec nos partenaires pour renforcer cette coopération euro-méditerranéenne. " Mais on est en droit de se poser la question de savoir si nos partenaires sont prêts à établir le dialogue entre eux... et leur population. Là, pensons-nous, se trouve aussi le défi de l'UPM pour résoudre les problèmes de " paix et de sécurité qui nous concernent tous. "

Les 4 objectifs de l'UPM

La commissaire européenne assigne quatre objectifs politiques à l'UPM : " Le renforcement du niveau politique de relation (de l'UE en tant que telle et de tous les partenaires méditerranéens). "

À cet effet, les chefs d'État et de gouvernement se réuniront tous les deux ans afin d'impulser une nouvelle dynamique. Il s'agit aussi de " mieux partager nos responsabilités, nos relations multilatérales avec tous les pays de la Méditerranée. " Elle prend acte que trois propositions ont retenu l'assentiment de tous nos partenaires : la co-présidence de l'UPM par un pays du Sud et un pays du Nord; la création d'un comité permanent conjoint, basé à Bruxelles, chargé de la gouvernance de la coopération, et la création d'un secrétariat voué à la création et du suivi des projets. Troisième point : promouvoir des projets régionaux et sous-régionaux : " Il faut penser aux interconnexions qui rendront nos relations plus concrètes et plus visibles aux yeux des citoyens. "

Il faut aussi impliquer plus fortement le secteur privé qui, avec les entreprises, est et doit rester le moteur de la Méditerranée. "

L'UPM : Une refondation du processus de Barcelone ?

Henri Guaino a évoqué le rêve d'unité de la Méditerranée qui nous hante, selon lui, depuis 15 siècles (ndr : un rêve qui semble

débuter pour lui avec la chute de l'Empire Romain d'Occident survenu en 475). Il s'agit de " reprendre ce rêve et de le réaliser avec des moyens pacifiques. Avec l'UPM, il ne s'agit pas de continuer le processus de Barcelone, mais de le refonder ! Sur quelle base ?... Celle de l'égalité entre le Nord et le Sud. Le Nord n'a pas à dire au Sud ce qui est bien pour lui ". Pas la charité, mais de vraies relations entre partenaires égaux... Il s'agit de faire de la Méditerranée un lieu de coopération et non plus de tragédies. Il faut partager le pouvoir et les responsabilités, il faut partager la gouvernance... Le Forum de Barcelone a été la propriété du Nord, exclusivement. L'Union pour la Méditerranée sera la copropriété du Nord et du Sud. "

Henri Guaino a le sens de la formule bien aiguisée et il soulève un problème crucial, celui de l'autorité des co-présidences, mais sans le développer... Alors développons-le à sa place ! L'UE a décidé de deux co-présidences. Celle du Nord est monolithique. L'UE parle d'une seule voix... mais celle du Sud ? Précisons : l'unité, la cohésion de l'UE est assurée de manière incontestable par la Commission européenne, totalement indépendante des États et hors d'atteinte des États d'âme de leurs dirigeants. Le non-respect des décisions communes est sanctionné depuis toujours par une cour de justice. Et puis, il y a aussi un " parlement " et un Conseil européen qui cimentent l'édifice communautaire. On peut présumer que la co-présidence de l'UPM pour la partie Nord, qui s'appuie sur un dispositif institutionnel européen fort et qui a fait ses preuves, ne verra pas sa légitimité remise en cause. Le co-président de l'UPM continuera à parler avec autorité. Qu'en sera-t-il au Sud ? Le pays qui assumera la co-présidence, en cas de mésentente entre États du Sud, ne risque-t-il pas de voir son autorité remise en question ? Ne vait-on pas entendre " vous ne représentez qu'une fraction de la rive Sud... voire que votre pays... et puis d'abord, qui t'a fait roi ? "

Pour Henri Guaino, " l'intérêt de l'UE est que l'UPM réussisse... L'échec nous fait courir un risque extrêmement grave. " Quelles seront les prérogatives du secrétariat permanent, composé à parité de fonctionnaires du Nord et du Sud ? Doit-il s'occuper de tout, ou rien que des



Henri Guaino

projets ? Dans ce dernier cas, " la réalité du pouvoir retournerait à une stratégie économique forte et cohérente, avec pour objectif la liberté des échanges, la prospérité des peuples et la durabilité du patrimoine méditerranéen... définies par les représentants de l'UE ", selon le conseiller. Il n'a probablement pas tort !

La suite du discours d'Henri Guaino occulte la dimension philosophique du projet Monnet qu'il n'envisage que sur le plan économique. Il est manifeste qu'il n'en a pas saisi le fond, ni son importance pour les institutions. Sans doute devrait-il relire les ouvrages du Suisse Amiel. Pourtant, on décerne chez lui, un désir sincère de sortir de la logique bureaucratique. C'est probablement ce qui a plu au président Nicolas Sarkozy et, faut-il s'en cacher...? continue à nous séduire.

" Marseille : capitale économique de l'UPM "

Pour Stéphan Brousse, le Président de l'UPE13 : "Marseille se positionne plus que jamais pour être la capitale économique de cette Union pour la Méditerranée." Pour Laurence Parisot, la patronne des patrons, " l'UPM est un projet qui peut accroître formidablement les investissements, les échanges commerciaux, le développement

des différents pays. C'est un moment important de notre histoire et les chefs d'entreprises acceptent de s'y impliquer avec un rôle moteur. L'économie donne des opportunités d'évolution politique, culturelle... Le but visé n'est pas seulement la prospérité, c'est apprendre à mieux se connaître, à vivre ensemble. "

Le principal mérite des Med Business Days a été de faire entendre la voix du monde des affaires grâce à la rédaction d'une déclaration commune sur l'intégration économique et la compétitivité de la région euro-méditerranéenne. Ces journées ont répondu à l'objectif fixé par les organisateurs de promouvoir la coopération et rapprocher les économies de la région pour " relever ensemble les défis de la mondialisation ". De Marseille, les chefs d'entreprise euro-méditerranéens ont lancé un appel aux chefs d'État de l'UPM pour la mise en œuvre d'une stratégie économique " forte et cohérente " avec pour objectif " la liberté des échanges, la prospérité des peuples et la durabilité du patrimoine méditerranéen. " Leur appel s'est révélé une force de propositions pour le sommet des chefs d'État de l'Union pour la Méditerranée réunis le 13 juillet dernier à Paris. ■

The Mediterranean Union: the Appeal of Marseilles

growth from 6 to 7 %." It's not impossible, knowing that China has a 10 % growth rate since 30 years! The commissioner proves her lucidity: "Do the leaders of the South really have this political will to resolve the challenges?... Will the countries of the Gulf and those of the South give money to finance the projects? We must have a true dialogue with our partners to strengthen this Euro-Mediterranean cooperation", she queries. But we are entitled to ask whether our partners are ready to establish dialogue with their population. We think that UPM's challenge to resolve the problems of "peace and security that concern us all" also depends on this.

4 objectives for UPM

The European commissioner attributes four political objectives to the UPM: "The intensification of relations on a political level (for the EU as such, and all the Mediterranean partners)". For that, the Heads of State and Governments will meet every other year to impulse a new dynamics. It is also a question "sharing our responsibilities and our multilateral relations with all the Mediterranean countries more efficiently." She notes that three propositions have been approved by all our partners: the joint presidency of the UPM by a country of the South and a country of the North; the creation of a permanent joint committee based in Brussels in charge of governing the cooperation, and the creation of a secretariat for the creation and follow-up of projects.

Stephan Brousse
Président de l'Union pour les Entreprises 13



Thirdly, to promote regional and sub-regional projects: "We must think of the interconnections that will make our relations more efficient and more visible to the citizens. It is also important to strengthen the implication of the private sector which, with companies, is and must remain the driving force of the Mediterranean."

UPM: a re-foundation of the process of Barcelona ?

Henri Guaino evoked the dream of Mediterranean unity which, according to him, haunts us since 15 centuries (a dream which, for him, seems to begin with the fall of the Roman Empire in 475). It is a question of "continuing this dream and achieving it peacefully. With the UPM, we must not continue the process of Barcelona, but re-found it, on equality between the North and the South... The North must not tell the South what is good for it. Not charity, but true relations between equal partners ... We must make the Mediterranean a place of cooperation, not tragedies. We must share the power and the responsibilities, we must share the governing... The Forum of Barcelona was the property of the North, exclusively. The Union for the Mediterranean will be the co-ownership of the North and the South."

Henri Guaino has the sense of pertinent remarks and he raises a crucial problem, that of the authority of the joint presidency, but without developing it ... So let us develop it for him! The EU decided on two joint presidencies. That of the North is monolithic, the EU speaks in unison... But what about the South? Let us clarify: the unity and cohesion of the EU is unquestionably assured by the European Commission, totally independent from the States and out of range of their leaders' moods. The non-respect of joint decisions has always been sanctioned by a court of justice. Then, there is also a "Parliament" and a European council, which cement the community building. We can presume that the joint presidency of the UPM for the North part, which is based on a strong European institutional device that has proved its efficiency, will not see its legitimacy questioned. The northern co-president of the UPM will continue to speak with authority. But what about the South?... The country that will assume the co-



Philippe de Fontaine Vive

presidency risks to see its authority questioned, in the case of a disagreement between Southern States. We are likely to hear: "you only represent a fraction of the South shores... in fact only your country ... And anyway, who made you king? "

For Henri Guaino, "What is important for the EU, is that the UPM is a success... A failure will entail serious risks for us." What will be the prerogatives of the permanent secretariat, composed equally of North and South civil servants? Will it take charge of everything, or only projects? In the latter case, "the reality of the power would return to a strong, coherent economic strategy, targeting the freedom of trade, the prosperity of the nations and the durability of the Mediterranean patrimony, as defined by the EU representatives", according to the councillor. He is probably right!

The rest of Henri Guaino's speech darkens the philosophic dimension of the Monnet project, which he only envisages from an economic point of view. It is obvious that he didn't seize the gist of it, nor its importance for institutions. Perhaps he should read the works of the Swiss Amiel again. Nevertheless, we recognize his sincere desire to escape from the bureaucratic logic. It is probably what pleased the president Nicolas Sarkozy and, we admit, ...continues to seduce us.

" Marseille: economic capital of the UPM "

For Stéphan Brousse, President of UPE13 (Employers' Union in the Bouches-du-Rhône): "Marseilles is in the starting blocks to become the economic capital of this Mediterranean Union." For Laurence Parisot, the boss of all bosses, "UPM is a project which can fantastically increase the investments, trade and development of the various countries. It is an important moment of our history and the business managers are ready to take an active part in it. The economic challenge offers opportunities for political and cultural evolution... The aim is not only prosperity, but also to get to know one another better, to live together."

The main success of the Med Business Days was to express the opinion of the business world thanks to a joint declaration on the economic integration and competitiveness of the Euro-Mediterranean region. These days answered the objective fixed by the organizers, to promote cooperation and bring together the economies of the region to "take up the challenges of globalization together". From Marseilles, the Euro-Mediterranean managers appealed to the UPM Heads of State to apply a "strong, coherent economic strategy". Their appeal proved to be a force of propositions for the summit held on 13th July this year in Paris. ■

La technologie dans sa diversification, une avancée généralisée

L'informatique est présente dans tout ce qui nous entoure, et les puces ont envahi notre monde moderne dans le but initial de nous donner plus de confort et de facilité. De l'automobile au téléphone portable en passant par la télévision, le réfrigérateur, les appareils photos et sans oublier les nombreuses et diverses cartes de crédit, elles sont partout.

Cet afflux d'utilisation n'obère pas pour autant le besoin de recherche et de développement nécessaire au perfectionnement de ce produit et aux différentes utilisations qui restent encore à mettre au point. Dans un monde où tout converge vers une meilleure connaissance, il y a obligation, aussi, de mettre en exergue la sécurité des citoyens de la planète, que ce soit en luttant contre la maladie ou contre les diverses formes que peut déclencher la folie humaine. Dans le cadre de la sécurité, les désagréments et les dégradations apportés par les incendies de forêts qui sévissent dans le sud de la France ont permis de découvrir le potentiel, reconnu par tous, que possède la région Provence Alpes Côte d'Azur, et cela grâce au projet " FIRE ". En effet, ce projet, qui a fait l'effet d'une bombe, a mis en avant une société qui œuvre dans le domaine très concurrentiel de la puce et du packaging, mais qui a su mettre au point une stratégie basée sur une véritable rupture technologique pour la carte à puce en voyant poindre le marché de l'identité. La société " Smart Packaging Solutions " a, malgré sa jeunesse (à peine cinq ans d'existence), réussi à maîtriser les nouvelles exigences du marché de l'identité et notamment du passeport qui a été obligé, suite aux événements terroristes qui se sont déroulées aux Etats-Unis, de se moderniser radicalement en intégrant des données informatiques sécurisées complexes utilisant des systèmes nouveaux de communication.

Pour Henri Boccia, Président Directeur Général, ex directeur de recherche et développement chez " Gemplus ", c'était le début de l'aventure : " Je suis parti de Gemplus en août 2003 avec 9 collaborateurs, et nous avons créé SPS en octobre 2003. Nous



Henri Boccia

avons intégré le bâtiment que nous occupons actuellement fin février 2004 ; nous l'avons aménagé, car il était à l'abandon, et nous avons monté une ligne de production. Nous avons démarré à zéro et nous avons eu notre premier contrat de développement sur un capteur biochimique pour les applications de dialyse, ce qui nous a donné un ballon d'oxygène au démarrage. Nous avons utilisé l'année 2004 pour mettre en place notre outil de production et nous avons commencé à produire. " Puis il ajoute, " Nous avons pensé que les marchés de l'identité étaient présents et importants, et que nous devions trouver des technologies qui soient de véritables ruptures technologiques afin d'apporter un plus par rapport à ce qu'allaient proposer les grands encarteurs mondiaux qui sont nos concurrents. Pour ce faire, nous avons fait un effort colossal de développement, nous avons injecté plus de 8,4 millions d'euros en recherche et développement et nous avons fait plus de 7 millions d'euros d'investissements. Nous avons inventé, breveté (ce qui nous a coûté très cher) et développé des technologies dans le domaine de l'identité, qui sont propres à SPS. Nous avons fait une analyse et constaté que 85% du marché utilise la technologie " filaire " (on

incruste un fil de cuivre dans du plastique et on connecte un petit micromodule). Cette technologie est notamment appliquée par la société allemande " Smartrack " qui fabrique en Thaïlande et qui est utilisée universellement par tout le monde pour des cartes sans contact, des passeports... Nous sommes partis du constat que la connexion entre l'antenne et le module était une faiblesse technologique. Nous l'avons supprimé et avons mis à la place un couplage électromagnétique. Pour cela, nous avons développé des antennes spécifiques (qui sont en fait des circuits bouchon centrés sur le 1356 Mégahertz, fréquence de référence du RFID qui fait partie des normes.) Nous avons créé un micromodule qui contient sa propre antenne, et par couplage électromagnétique on transfère le signal de la grosse antenne (appelée le Booster) vers le micromodule. Cela représente un progrès significatif en termes de durée. C'est aujourd'hui 8 à 10 fois meilleur que les autres technologies qui sont sur le circuit. " Cette technologie a été développée par SPS en application avec toutes les normes et contraintes existantes. Cela est nécessaire, car il faut tenir compte de l'ensemble des infrastructures colossales qui sont installées partout dans le monde, comme, par exemple, la carte à

puce bancaire. Il paraît évident que l'on ne peut pas tout casser du jour au lendemain pour revenir à zéro. L'intérêt est donc de rester compatible avec l'ensemble des normes et infrastructures existantes, ce qu'a bien compris SPS. A Henri Boccia de préciser : " Nous avons amené une très forte amélioration en termes de visibilité et à travers cela nous nous positionnons sur deux produits : la carte à interfaces (toutes les cartes d'identités du monde seront comme cela à terme) et le passeport. Nous avons mis au point cette technologie entre 2004 et 2007. Notre première récompense est venue fin 2005, lorsque nous avons été retenus par le Maroc pour la première application au monde de cartes d'identité sans contact. Cela représente un projet de 22 millions de cartes, c'est notre premier gros succès dans le monde de l'identité. " Comme nous l'explique Henri Boccia, la société a beaucoup évolué dans le domaine du passeport : " Suite à ce premier contrat avec le Maroc, nous avons décidé de nous attaquer au monde de la carte à interface pour toutes les autres cartes d'identité et le marché du passeport. Nous avons développé la technologie du module et de l'antenne et aujourd'hui nous avons 3 produits : Pour le premier nous met-

The diversification of technology, a generalized headway

Data processing is present in everything around us, and chips have invaded our modern world with the initial aim of giving us more ease and comfort. They are everywhere: in motorcars, mobile phones, televisions, refrigerators, cameras... without forgetting the numerous different credit cards.

However, despite this intensive use, there is still need for research and development to perfect this product and for the various applications which still remain to be finalized. In a world where everything converges towards better knowledge, there is also the obligation to assure citizens' safety throughout the world, whether it be by fighting against diseases or against the different elements caused by human insanity. Regarding safety, the damages caused by the forest fires raging in the South of France led us to discover the potential, (recognized by all), of the Provence-Alps-Côte d'Azur region, thanks to its project "FIRE". Indeed, this project, which came as a bombshell, highlighted a company working in the extremely competitive field of chips and packaging, which

conceived a strategy based on a real technological breakthrough for smart cards by anticipating the development the identity market. Despite its youth (it was created only 5 years ago) the company "Smart Packaging Solutions" succeeded in managing the new requirements of the identity market, particularly for passports, which was obliged to modernise radically by integrating complex secured computer data using new systems of communication, following the terrorist events in the United States.

For Henri Boccia, CEO, former research and development manager of "Gemplus", it was the beginning of an adventure : " I left Gemplus in August 2003 with 9 colleagues (R&D technicians), and we created SPS in October 2003. We integrated the building that we presently occupy at the end of February 2004; we equipped it (because it was derelict), and set up a production line. We started from nothing; we obtained our first contract for development on a biochemical sensor for dialysis applications, which gave us a breath of oxygen to begin. Throughout 2004 we set up our production tool and began to produce." Then he added: " We judged that the identity markets were present and important, and that we must find totally new technologies to pro-

pose more than the big world smartcard manufacturers who are our competitors. For this, we made a colossal effort in development, we injected over 8,4 million euros in research and development and we invested more than 7 million euros. We invented, patented (which cost us a great deal of money), and we developed technologies in the identity field, which belong exclusively to SPS. We analysed the market and noticed that 85 % used the "wire" technology (a brass thread is inlaid into plastic and connected to a small micro-module). This technology is applied by the German company " Smartrack " who produces in Thailand, and is universally used by everybody for contactless cards, passports ...etc. We noticed that the connection between the antenna and the module presented a technological weakness, so we eliminated it and replaced it by an electromagnetic coupling. For that, we developed specific antennae, (which are in fact circuits centred on 1356 megahertz, the reference frequency of the RFID which is part of standards.) We created a micro-module containing its own antenna, and by electromagnetic coupling we transfer the signal of the big antenna (called booster) towards the micro-module. This represents a signi-

ficant progress in terms of duration. It is 8 to 10 times better than the other technologies which are used today." This technology was developed by SPS in conformity with all the existing standards and constraints. This was imperative, because it is necessary to take into account all the colossal infrastructures installed throughout the world, such as bank smart cards, for example. It is obvious that one cannot suddenly destroy all the existing systems to start again from scratch. SPS understood the importance of remaining compatible with all the existing standards and infrastructures. Henri Boccia explained : " We introduced a great improvement in terms of visibility and in this field we propose two products : the interface card (all the identity cards in the world will soon use this system) and passports. We finalized this technology between 2004 and 2007. Our first reward came at the end of 2005, when we signed a contract with Morocco for the first application in the world of contactless identity cards. This represents a project of 22 million cards; it's our first big success in the identity world."

The company also greatly evolved in the field of passports, as Henri Boccia explained to us : " Following this first contract with Morocco, we decided to attack the field of interface cards for all other identity cards and the passport market. We developed the module and antenna technologies, and today we propose 3 products : for the first one, we put the module and the antenna inside - that is what all our competitors propose. Then we developed another version (that we patented) where the module is not physically connected to the antenna. We put the module in the coverage. This formula has an advantage : if the passport is stolen during the transport between the manufacturing premises and the final personalisation centre, it will not work. We managed to incorporate an antenna booster, at the time of the personalisation, which protects the data. We were awarded the "Sesame of the best innovation in the world" in the field of smart card passports in 2006 for this invention. This specificity offers greater safety to the manufacturer on one hand, and against forgery on the other hand. It is the reason for which the American

Installation pour passeport



La technologie dans sa diversification, une avancée généralisée

tons la pastille et l'antenne à l'intérieur - c'est ce que proposent tous nos concurrents. Ensuite nous avons développé une autre version (que nous avons breveté) où la pastille n'est pas liée physiquement à l'antenne. Nous mettons le module (pastille) dans la couverture. Cette formule a un avantage : en cas de vol pendant le transport du centre de fabrication au centre de personnalisation final, il ne fonctionnera pas. Nous avons réussi, au moment de la personnalisation, à incorporer un booster d'antenne qui vient protéger les données. Cette invention nous a valu le " Sésame de la meilleure innovation au monde " dans le domaine du passeport par carte en 2006. Cette particularité offre une sécurité très supérieure au niveau de la fabrication d'une part, et au niveau de la falsification d'autre part. C'est la raison pour laquelle le gouvernement américain et le gouvernement français sont en train de regarder avec beaucoup d'attention cette solution. Le 3ème produit que nous proposons est " Anti-Skimming " ; cela veut dire que quelqu'un de malveillant équipé d'une forte antenne peut violer le contenu de votre passeport s'il reste ouvert d'un centimètre seulement, ce qui est le cas de tous les passeports aujourd'hui.

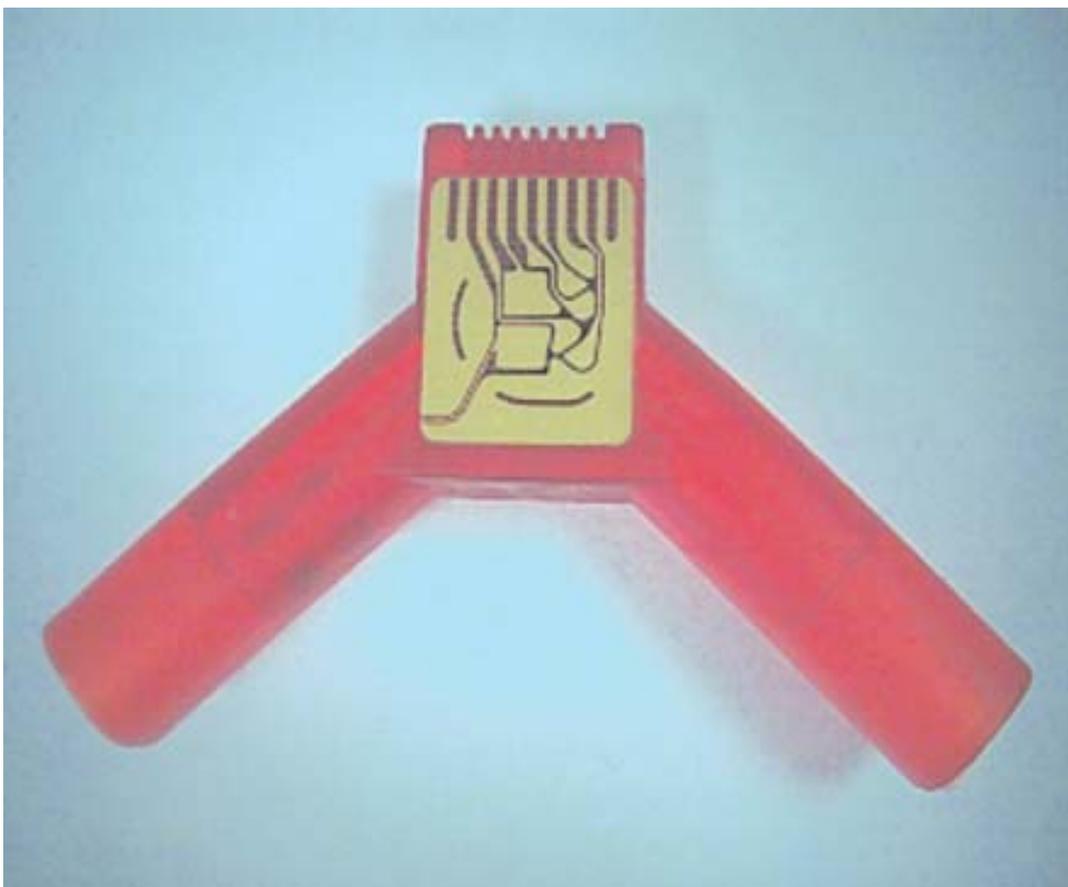


Carte à puce prête à l'emploi

Des expériences ont été faites pour palier à cela, mais cela n'a rien donné. Par contre, nous avons eu l'idée de mettre l'antenne à cheval sur la couverture, ce qui fait que lorsque le passeport se ferme, on ne peut plus

capter aucun signal. Grâce à cela, nous sommes les seuls au monde à proposer une véritable solution anti-skimming, sans surcoût supplémentaire pour le passeport. "

Chambre fluidique pour les utilisations médicales et chimiques



Des diversifications vers le médical et le multimédia

Voulant se positionner sur des niches à forte valeur ajoutée, l'entreprise méridionale a décidé d'appliquer son savoir-faire technologique sur d'autres marchés. Elle développe actuellement une plate forme sur les multimédias, qui sont des produits spécifiques à forte capacité mémoire. Ils ont réussi à mettre à l'intérieur d'un téléphone mobile un module pouvant contenir une très grosse puce de silicium, d'une capacité de 512 MB. Cette innovation fut présentée au " Salon Cartes 2007 " et SPS est actuellement la seule entreprise à pouvoir proposer cette technologie en volume de production. Cette performance fut rendue possible grâce à l'avancée des produits d'identité, notamment de la " pastille " qui contient l'antenne. Sa réalisation a appris aux techniciens à manipuler du silicium de 175 microns et à le produire en volume aujourd'hui. Cette technologie leur a permis de réduire suffisamment l'épaisseur du module pour pouvoir y mettre beaucoup de données. Cette innovation arrive à point, car il y a actuellement une véritable guerre entre les fabricants de portable et les gestionnaires de contenu que sont les opérateurs téléphoniques. Ceux-ci se battent pour inclure de plus en plus

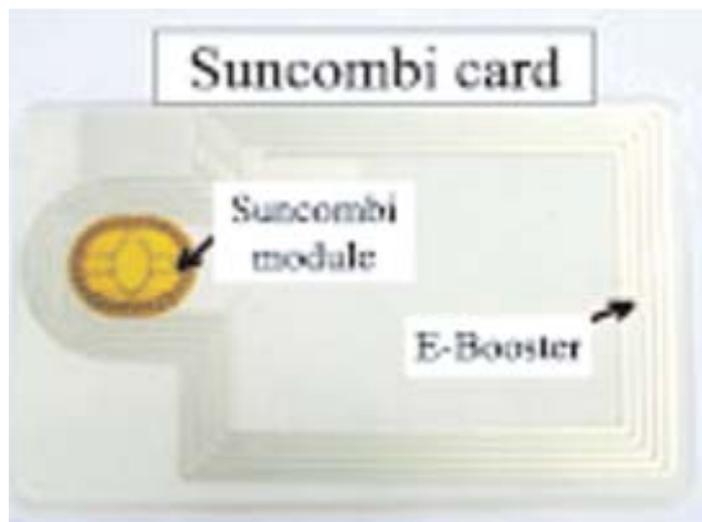
The diversification of technology, a generalized headway

and the French governments are looking closely at this solution." Then he added: " The third product we propose is "anti-skimming" ; that means that a hostile person equipped with a strong antenna can violate the contents of your passport if it remains open merely one centimetre, which is the case of all passports today. Many experiments were made to solve this problem, but to no avail. However, we had the idea of putting the antenna onto the coverage, which means that when the passport is closed, no signal can be received. Thanks to this technique, we are the only ones in the world to propose a real anti-skimming solution, without any additional cost for the passport."

Diversifications towards medical and multimedia applications

Wishing to take a firm footing on niches with strong added value, the company decided to apply its

technological know-how to other markets. It is presently developing applications for the multimedia field, which are specific products with a strong memory capacity. They managed to put inside a mobile telephone a module which can contain a very big silicon chip with a capacity of 512 MB. This innovation was presented at the " 2007 Smart Cards Show " and SPS is now the only company capable of proposing this technology in a volume of production. This achievement was made possible thanks to the headway of identity products, notably with the module containing the antenna. The conception of this technique taught the technicians to handle 175 micron silicon and to produce it in volume today. This enabled them to sufficiently reduce the thickness of the module to integrate a great quantity of data. This innovation comes just in time, because today there is a real war between the mobile manufacturers and the administrators of contents, who are the phone operators.



Détail du produit Sun

The latter fight to include more and more services, which they naturally charge, but these services demand more and more memory capacity. On the other hand, the manufacturers put more and more memory into their mobiles ; consequently they begin to counterbalance the blow striking the contents administrators

and to take their market share. This technological solution should enable all the phone operators to develop all the services requiring a strong memory capacity, in order to propose other things. This innovation opened the way towards the medical field. " What is important for us, said Henri Boccia, it is that we can put this

pôle nautique côte d'azur

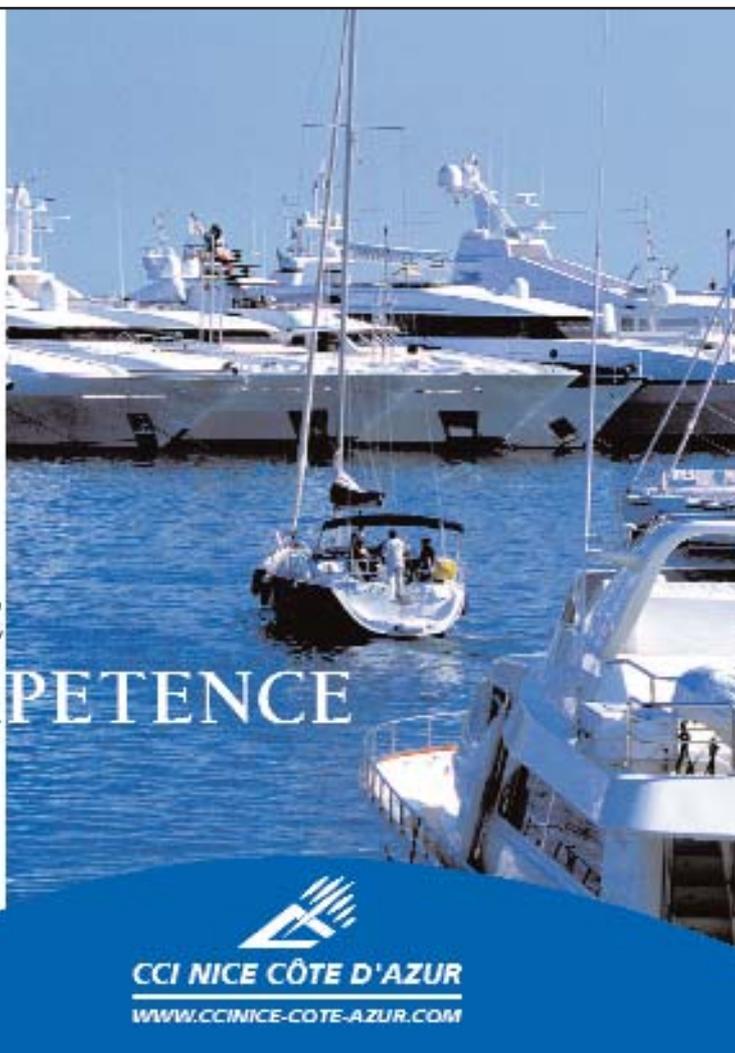
plaisance & yachting

- 730 entreprises et artisans
- 33 ports
- 3.400 emplois
- Une chaîne complète de services
- Une qualité reconnue (norme NF Services Nautisme)
- Une forte spécificité en yachting professionnel

EXCELLENCE, POLYVALENCE & COMPETENCE

Avec la CCI Nice Côte d'Azur, une structure dédiée pour animer, accompagner et valoriser les professionnels du secteur nautisme, maritime et portuaire

Contact / Catherine Ghelolowitch / Tél. 04 97 71 76 84
catherine.ghelolowitch@cci-nice-cote-azur.cci.fr




CCI NICE CÔTE D'AZUR
WWW.CCINICE-COTE-AZUR.COM

La technologie dans sa diversification, une avancée généralisée

de services, qu'ils font naturellement payer, mais ces services deviennent de plus en plus gourmands en capacité mémoire. De l'autre côté, les fabricants mettent de plus en plus de mémoire dans leurs portables ; ils commencent ainsi à contrebalancer le coup porté aux gestionnaires de contenu et à prendre leur part de marché. Cette solution technologique devrait permettre à tous les opérateurs téléphoniques de se remettre à fond dans les services qui nécessitent une forte capacité de mémoire pour proposer autre chose.

Cette innovation a ouvert la voie sur le domaine médical : " Ce qui est important, nous dit Henri Boccia, c'est que nous pouvons mettre cette nouvelle technologie dans un format carte, et par conséquent l'utiliser pour des applications médicales. Il y a actuellement 2 systèmes qui se battent sur ce sujet : ceux qui font du tout informatique, avec un serveur centralisé qui contient toutes les données, et les autres qui disent qu'il vaut mieux avoir toutes les données sur soi afin de pouvoir agir au plus vite n'im-

porte où dans le monde. Ceux-là sont intéressés par une carte à puce sécurisée avec une forte capacité mémoire à l'intérieur. "

Dans le médical et l'environnement, les équipes d'Henri Boccia, sont à fond sur un produit qui est en cours de validation : un capteur biochimique, qui n'est rien d'autre qu'une puce de silicium sur laquelle on dispense un produit biochimique, sensible à d'autres composants biochimiques, l'objectif étant la détection de l'urée et de la créatinine contenues dans le résidu de la dialyse. L'important est de ne pas toucher au centre du corps humain, mais d'être seulement en contact avec ce qui est rejeté à l'égout - c'est primordial au niveau sécurité. Les ingénieurs ont développé cette technologie en créant un support qui se branche sur le circuit de dialyse (il y a une cavité où il y a des puces qui ont été sensibilisées avec le produit biochimique). De plus, un connecteur RG45 est positionné dans le lecteur, qui donne en permanence et en temps réel la concentration en urée et en créatinine dans le résidu. C'est une

première mondiale, car il n'y a aucun système micro électronique capable de faire cela. Cette innovation va grandement améliorer le confort du patient puisque le traitement durera 2 heures au lieu de 4 actuellement, ce qui diminuera aussi la facture de la Sécurité Sociale. Cette technologie peut aussi servir dans le domaine de l'environnement en changeant simplement le composé chimique mis sur le transistor. Ainsi pourront être détectés d'autres produits, comme les pesticides, les diverses pollutions de l'eau et les lactobacilles dans le domaine de la sécurité alimentaire.

" Aujourd'hui, SPS est en train de monter en puissance " nous confie Henri Boccia. " Nous avons démarré avec 9 collaborateurs et nous sommes 78 à l'heure actuelle, ce qui représente une progression assez significative en peu de temps. Nous avons mis en place un outil de production performant, ce qui nous a demandé beaucoup d'efforts parce qu'il fallait investir. Maintenant, nous sommes sur divers marchés, le passeport, la



carte d'identité, le multimédia, le médical, et bientôt nous allons nous positionner sur celui de l'environnement. Nous sommes une équipe jeune, encore en devenir. Tout le monde est extrêmement motivé sur l'ensemble des projets présentes et futurs et je ne souhaite pas les décevoir. " ■

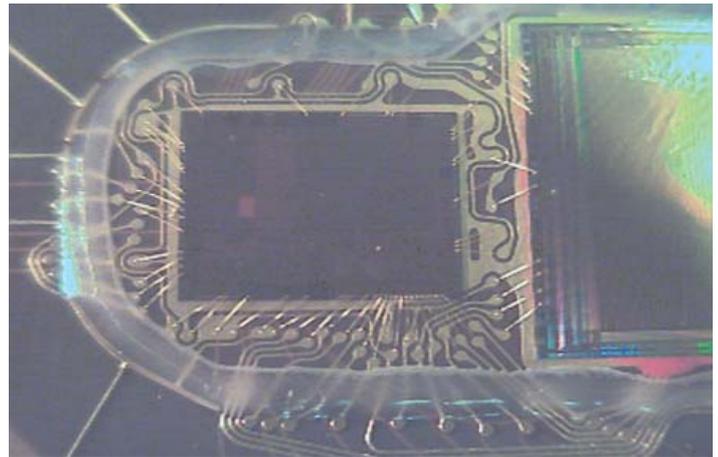
Détail du BIOCHIP



The diversification of technology, a generalized headway

new technology into a card format, and consequently use it for medical applications. There are at present 2 systems which are fighting on this subject : those who prefer a 100% data processing system, with a centralized server containing all the data, and the others who say that it is better to have all the data on the person to be able to act as quickly as possible all over the world. The latter are interested in a secured smart card containing a strong memory capacity." In the medical and environment fields, Henri Boccia's teams are working intensively on a product which is in the course of validation : a biochemical sensor, which is nothing else than a silicon chip on which they put a biochemical product that is sensitive to the other biochemical components. The aim is to detect the urea and the creatinine contained in the residue of a dialysis. It is most important not to touch the centre of the human body, but to only be in touch with what is rejected

into the sewer - this is essential for safety. The engineers developed this technology by creating a support which is connected to the dialysis circuit (there is a cavity containing chips sensitised with the biochemical product). Furthermore, a RG45 connector is positioned in the reader, indicating constantly and in real time the concentration of urea and creatinine in the residue. It is a world premiere, because there is no other micro-computing electronic system capable of doing this. This innovation will greatly improve the comfort of the patient because the treatment will only last 2 hours instead of 4 at present, which will also decrease the National Health's expenses! This technology can also be applied in the field of environment by simply changing the chemical compound put on the transistor. This can open the way to detecting other products, such as pesticides, various water pol-



MégaSim

lutants and lacto-bacteria in the field of food products' security. " Today, SPS is rising in power" Henri Boccia confides to us. "We started with a staff of 9 persons, and today there are 78, which represents a significant progress in a short time. We set up an efficient production line, which required great efforts because we had to invest. Now we are on diffe-

rent markets, passports, identity cards, multimedia, the medical field..., and soon we shall be present in the field of environment. We are a young team with a great development capacity. Everybody is extremely motivated on all the present and future projects and I don't want to disappoint them."



ALPES PROVENCE
BANQUE ASSURANCES

Faciliter la transmission d'entreprise

Une entreprise sur cinq changera de mains dans un proche avenir. Banquier d'une entreprise sur trois dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et les Hautes-Alpes, le Crédit Agricole Alpes Provence a développé un pôle d'expertise en cession/transmission et intervient à toutes les étapes de ce moment clé.

Un maître mot : anticiper

Les opérations de transmission nécessitent de faire appel à des techniques financières qui impactent tant la structure capitalistique de l'entreprise que la dimension patrimoniale de son dirigeant. Anticiper est donc primordial.

Grâce à ses équipes spécialisées, le Crédit Agricole Alpes Provence apporte aux chefs d'entreprise l'ensemble des expertises nécessaires dans la gestion quotidienne de leur activité, y compris en matière de cession/transmission.

La banque coopérative les accompagne dans cette opération, quel que soit le secteur d'activité, grâce aux appuis techniques, aux conseils et à l'expérience de spécialistes des métiers de structuration et gestion patrimoniale, de fusions/acquisitions, de capital-investissement et d'introduction en bourse. La banque coopérative est notamment leader en région en matière de LBO*, une technique à effet de levier facilitant la cession/transmission.

Un accompagnement dans la durée

Une présence et une expertise sont proposées à chaque étape du projet : mesure des conséquences patrimoniales de l'opération lors de choix financiers stratégiques ; apport d'une méthodologie d'évaluation de l'entreprise puis

de confrontation au marché ; recensement des cédants et repreneurs pour faciliter leur mise en contact, etc.

Une proximité de décision

Fidèle à son esprit fondateur de proximité, le Crédit Agricole Alpes Provence s'est doté de structures dédiées, réactives et efficaces, permettant la prise de décision au niveau local, au plus près du chef d'entreprise.

L'appui d'une banque privée

Une fois l'opération de cession/transmission réalisée, le Crédit Agricole Alpes Provence apporte, là encore, un service sur mesure à ses clients grâce à son activité de banque privée. Un interlocuteur unique propose, outre une offre de services de gestion quotidienne, une stratégie financière globale, dans un cadre juridique et fiscal optimisé.

*LBO : l'acronyme Buy Out Technique de cession/transmission d'entreprise financée par un recours à l'endettement.



Un réseau spécialisé pour les entreprises

- 10 centres d'affaires professionnels
- 3 centres d'affaires entreprises :
 - Aix, Gap et Marseille
 - 1 banque privée
 - 1 pôle shipping
- 1 agence mobilité internationale
- 1 pôle création d'entreprises
- 1 pôle cession/transmission
- 1 banque patrimoniale

www.ca-alpesprovence.fr

Thales Alenia Space : un envol prometteur dans le secteur des télécommunications

Numéro 1 européen des systèmes satellitaires et acteur majeur dans le domaine de l'infrastructure orbitale, Thales Alenia Space s'affirme aujourd'hui comme une référence mondiale dans le développement de technologies spatiales civiles et militaires diversifiées : navigation, météorologie, gestion de l'environnement, défense et sécurité, observation, sciences et télécommunications. Le groupe a d'ailleurs profité, lors de la visite au sein de son établissement cannois le 22 août dernier de Luc Châtel, Secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et porte-parole du gouvernement, pour annoncer un contrat majeur dans le domaine de la téléphonie mobile...

Back to the future...

La nébuleuse Thales Alenia Space, fleuron de l'industrie azurée, n'a cessé d'étendre ses ramifications. Pionnier de l'aventure aéronautique et spatiale depuis 80 ans, l'établissement de Cannes a connu le firmament du succès de 1970 à 1995 sous l'enseigne Aérospatiale avant de subir, avec l'arrêt des programmes spatiaux en 2000, une

période mouvementée marquée par une vague de plans sociaux l'obligeant à diversifier ses activités. 2006 propulse à nouveau le groupe sur orbite. " Nous avons collaboré au lancement de 14 satellites de communication et affiché un carnet de commandes exceptionnel d'1,8 milliards d'euros avec pas moins de 57 satellites, dont 3 dans le secteur de la défense, et un contrat avec Globalstar pour la fourniture d'une constellation de 48 satellites géostationnaires de 2ème génération à usage de la téléphonie mobile ", confirme Patrick Fournié, Directeur des Opérations du site cannois. " Nous avons participé en 2007 au lancement de 14 satellites et avons signé de nombreux contrats en 2008, tels celui signé avec l'opérateur européen EUTELSAT pour un satellite W2A qui va délivrer sur l'Europe, l'Afrique et le Moyen Orient des services audiovisuels, de haut débit et de télécommunications. " Le satellite, équipé d'une charge utile en bande S à 2,2 GHz, fait appel aux techniques les plus récentes et permettra, pour la première fois, la diffusion vers les mobiles de services multimédias (télévision, radio numérique...) pour une réception directe sur les terminaux des utilisateurs en France, en Allemagne, en Italie, en Pologne, en Espagne et au Royaume-Uni. Cette initiative permet ainsi de lancer le déploiement sur l'Europe d'une infra-



Alcatel Alenia Space

structure hybride combinant réseaux satellitaires et réseaux terrestres, afin d'assurer aux services de télévision mobile une couverture universelle en même temps qu'une réception à l'intérieur des bâtiments.

De la mobilité à la télévision numérique... une myriade de contrats satellitaires

Confortant un carnet de commandes bien rempli, le groupe Thales Alenia Space a annoncé dans ce

même champ d'applications le 22 août dernier la signature d'un accord préliminaire avec Inmarsat, portant sur le développement du satellite "EuropaSat", destiné à des services de diffusion et de télécommunications bidirectionnelles en bande S en Europe vers des mobiles. Le satellite embarquera une charge utile de 2 GHz générant 9 faisceaux en bande S en 2 polarisations, en mettant en œuvre une antenne de transmission de 12 mètres de diamètre. Conçu pour une durée de vie de 15 ans, EuropaSat aura une masse au lancement de 5,7 tonnes et une puissance électrique de 8,5 kW. Le lancement du satellite est prévu début 2011, en conformité avec l'ESAP et il sera placé à 31° Est pour fournir des services sur l'ensemble du territoire européen. La phase industrielle de ce projet contribue à soutenir le dépôt imminent par Inmarsat d'un dossier de candidature en vue de l'obtention d'une plage spectrale en bande S, suivant le processus "ESAP" qui a débuté le 7 août 2008. La poursuite de cette phase dépendra notamment du succès d'Inmarsat au terme du processus d'attribution de spectre. Un enjeu de taille d'autant que le lancement d'un satellite comme celui d'Europasat génère un budget d'environ 150 millions d'euros et assure environ 350 emplois durant 2 ans ! Autant d'atouts justifiant le soutien de l'Etat en la personne de son représentant : Luc Châtel, porte-parole du gouvernement " Le secteur spatial européen représente 5 milliards d'euros de CA et 30 000 emplois, un secteur stra-

Luc Châtel et les politiques



Thales Alenia Space : a promising take-off in telecommunications

European leader in satellite systems and major actor in the field of orbital infrastructures, Thales Alenia Space confirms its position today as a worldwide reference in the development of diversified civil and military spatial technologies : navigation, meteorology, management of the environment, defence and security, observation, science and telecommunications. Furthermore, the group took advantage of the visit of Luc Châtel, State Secretary in charge of industry and spokesman of the government, to its premises in Cannes on August 22nd this year, to announce a major contract in the field of mobile telephony ... Back to the future ...

The nebulous "Thales Alenia Space", fleuron of the French Riviera industry, continues to

spread its ramifications. Pioneer of the spatial and aeronautical adventure since 80 years, the Cannes establishment knew the firmament of success from 1970 to 1995 under the name of "Aerospace", before suffering a difficult period marked by a surge of social plans, due to the stop of the spatial programs in 2000, obliging the company to diversify its activities. 2006 launched the group into orbit again. " We collaborated in the launch of 14 communication satellites and held an exceptional 1,8 billion euro order book with no less than 57 satellites, 3 of which in the defence sector, and a contract with Globalstar for the supply of a constellation of 48 geostationary 2nd generation satellites for mobile telephony", confirms Patrick Fournié, Director of the Operations in Cannes. " In 2007 we participated in the launch of 14 satellites and signed numerous contracts in 2008, such as that signed with the European operator EUTELSAT for a W2A satellite, which will transmit high output audiovisual services and telecommunications throughout Europe, Africa and the Middle East."



Luc Châtel

The satellite, with a payload of 2,2 GHz in S-band, uses the most recent techniques, and for the first time, will permit broadcasting towards mobiles equipped with multimedia services (television, digital radio...) for direct reception by the users in France, Germany, Italy, Poland, Spain and the UK. This initiative enables them to launch throughout

Europe a hybrid infrastructure combining satellite and ground networks, to assure universal coverage and reception inside buildings to the mobile television services.

From mobiles to digital television, a myriad of satellite contracts

Consolidating a well filled order book, on August 22nd the Thales Alenia Space group also announced, in the same field of applications, the signature of a preliminary agreement with Inmarsat, concerning the development of the " EuropaSat " satellite to provide mobile broadcast and two-way telecommunication services in the S-band throughout Europe. The satellite will carry a payload at 2 GHz generating 9 S-band user spot beams in 2 polarizations, using a large S-band Tx antenna of 12 metres in diameter. Designed with a lifetime of 15 years, the EuropaSat satellite will have a launch mass of 5.7 tons and will deliver 8,5 kW of payload power. The satellite is expected to be launched early 2011, in compliance with the ESAP (European Selection and Authorisation Process), and to be placed at 31 ° East to supply services throughout all the European countries. The manufacturing programme of this project supports Inmarsat's imminent application for an award of S-band spectrum, pursuant to the ESAP which commenced on 7th August 2008. The pursuit of this phase will depend on the suc-

Luc Châtel et Patrick Fournié chez Thales



Thales Alenia Space : un envol prometteur dans le secteur des télécommunications



Dominique Vian - Luc Châtel - Patrick Fournié et Bernard Brochand

tégique essentiel au plan militaire et civil, notamment pour l'industrie spatiale française et Thales en particulier. L'Etat a octroyé 1,5 milliards d'euros supplémentaires aux pôles de compétitivité afin d'accroître leurs performances et mutualiser les moyens. Ce site est un bon exem-

ple d'expérience dans un secteur de pointe. Depuis 2008, le dispositif en crédit d'impôt recherche a été triplé. Le groupe Thalès en est le premier bénéficiaire ! Cette aide devrait lui permettre de préserver son avancée technologique ". Un soutien conforté par celui de la Ville de Cannes

qui, grâce à un bail emphytéotique avec l'entreprise franco-italienne, va lui permettre d'étendre ses infrastructures. Ses plateformes d'essais et d'intégration (13700 m2 de salles dédiées à la fabrication et aux tests des satellites dans les conditions d'une orbite à 36 000

km au-dessus de la terre) en font également un site unique en Europe et le premier Centre Européen d'optique spatiale. 40 000 m2 supplémentaires (soit un investissement de 40 Millions d'euros) devraient favoriser dès 2009 l'extension de ses unités d'essais et d'assemblage. " Nous souhaitons préserver l'esprit de Thales qui est avant tout une industrie de conquête exemplaire " conclut enthousiaste Bernard Brochand, maire de Cannes, " et le 1er pourvoyeur d'emplois des Alpes-Maritimes avec 1900 collaborateurs au siège cannois et 300 en sous-traitance ! Doté de 11 sites industriels dans 4 pays européens et de 7200 salariés dans le monde, le géant spatial confirme ainsi son leadership dans les télécommunications et l'observation de la Terre conforté par sa fusion avec l'Italien Alenia Spazio en juillet 2005, Thales restant actionnaire majoritaire à hauteur de 67%.

Brouillard sur l'avenir de l'activité météorologique

Précurseur dans ce domaine, le groupe Thales Alenia Space se voit aujourd'hui menacé par la concurrence allemande sur les satellites de 3ème génération Meteosat qui couvrent la période 2009-2015. Après 7 satellites de première génération MSG lancés depuis 1977 et 4 satellites météorologiques de 2e génération pour l'organisation européenne EUMETSAT, il avait réussi en 30 ans à bénéficier d'une situation quasi monopolistique sur ce marché en plein essor. Patrick Fournié, profitant de la visite du Secrétaire d'Etat à l'Industrie, a plaidé en faveur d'un soutien actif de la France auprès des pays-membres de l'Europe, arguant que " si la maîtrise d'œuvre échappe au groupe spatial, la filière serait gravement menacée à court terme ". Le secrétaire d'Etat à l'Industrie, confirmant que tous les arbitrages sur ce point n'avaient pas été effectués, a promis d'évoquer le sujet avec Valérie Pécresse, en charge du secteur spatial au sein du gouvernement avant le sommet des ministres européens prévu à l'automne prochain. Nul doute, une fois ces nuages chassés, que le groupe saura relever les défis du 3ème millénaire et continuer à exercer un rôle majeur dans l'aventure spatiale interplanétaire !

GlobalStar 2 - Vue artistique du projet



Thales Alenia Space : a promising take-off in telecommunications

successful outcome of this process for Inmarsat. It is a considerable challenge, particularly since the launch of a satellite such as EuropaSat generates a budget roughly 150 million euros and will assure approximately 350 employments for 2 years ! Indeed many trump cards, justifying the support of the State, represented by Luc Châtel, spokesman of the Government : " The European spatial sector represents a turnover of 5 billion euros and 30 000 jobs. It is an essential strategic sector for both military and civil applications, for the French spatial industry and for Thales in particular. The State granted an additional sum of 1,5 billion euros to the competitiveness clusters to increase their performance and mutualise their means. This site is a good example of experience in a high tech sector. The tax credit for research has been tripled since 2008, and Thales is the first beneficiary ! This financial aid should enable the group to protect its technological headway." It is also supported by the town of Cannes which, thanks to a long lease with the French-Italian company, will enable it to extend its infrastructures. Its experimentation and integration platforms (13,700 m² of the rooms dedicated to manufacturing and testing satellites in the conditions of an orbit 36,000 km above the Earth) also

make this site unique in Europe and the first European Centre of spatial optics. An additional extension of 40 000 m² (representing a 40 million euros investment) as from 2009 should enhance the development of its experimentation and assembly units. " We wish to protect the spirit of Thales, which is above all an exemplary winning industry, " concludes Bernard Brochand, mayor of Cannes with enthusiasm. " It is also the leading employment supplier in the Alpes-Maritimes department, with 1900 workers at the Cannes premises and 300 in subcontracting ! With 11 industrial sites in 4 European countries and 7200 employees throughout the world, the spatial giant confirms its leadership in telecommunications and Earth observation, consolidated by its merger with the Italian "Alenia Spazio" in July 2005; Thales remaining the majority shareholder with 67 %.

A foggy future for the meteorological activity

Forerunner in this domain, today the Thales Alenia Space group is threatened by German competition on the Meteosat 3rd generation satellites, which cover the period 2009-2015. After 7 first generation MSG satellites launched since 1977 and 4 second



Helios II Ph

generation meteorological satellites for the European organiza-

tion EUMETSAT, during 30 years it managed to benefit from an almost monopolistic situation on this rapidly expanding market. Taking advantage of the State Secretary of Industry's visit, Patrick Fournié pleaded in favour of France's active support with the EU member countries, arguing that " if our spatial group loses the project managership, this field of activity will be seriously threatened on short term. " The State Secretary of Industry confirmed that certain points still remained to be arbitrated, and promised to discuss the subject with Valérie Pécresse, in charge of the spatial sector within the government, before the European Ministers' summit scheduled for next autumn.

Once these clouds have been blown away, we can be sure that the group will take up the challenges of the 3rd millennium and continue to play a major role in the interplanetary spatial adventure! ■

Thales - Chambre d'essais



FIRE : la lutte contre l'incendie par la simulation

S'il y a une saison qui est appréciée par tout le monde, c'est bien l'été... les vacances. La mer, la montagne, le soleil et le bronzage dont les belles se parent, font l'unanimité. Toutes les régions du Sud de la France, mais aussi de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal et de la Grèce, sont les cibles de ces heureux vacanciers. Dans cette euphorie collective et louable, personne ne pense à ce que peut représenter la sécheresse et le vent comme danger potentiel...

Et pourtant, des centaines de milliers d'hectares de forêt sont la cible et la victime d'un fléau qui renaît chaque année à la même période : le Feu. Combien de fois cette calamité provoque la mobilisation de tous ceux qui partent pour le combattre à pied face aux flammes ou aux commandes de leurs Canadiens, engageant leurs vies avec une détermination et un courage qui frise l'héroïsme pour protéger leurs concitoyens. Comment ne pas être empli de tristesse devant l'horrible spectacle de désolation que cette image représente, lorsque l'incendie vaincu a recouvert d'un noir manteau

l'espace magique de verdure qui vient de cesser de vivre. Ce fléau apocalyptique que nous subissons depuis des décennies, peut-il enfin être vaincu ?

Effectivement, des gens se sont mis à réfléchir, notamment Henri Boccia, PDG de la société Smart Packaging Solutions, qui voulant faire une diversification d'activité, a fait une incursion dans le domaine de l'environnement sur le thème de l'incendie, et il nous explique sa démarche : " Nous avons eu l'idée de nous diriger sur tout ce qui concerne la détection d'incendie. En effet, nous avons un savoir-faire en radio fréquence, en packaging et dans bien d'autres domaines, et aujourd'hui il y a des solutions que nous pourrions utiliser. Il y a des vigies un peu partout, des caméras infra rouges, des caméras vidéo, les observations satellites... mais tous ces processus sont très coûteux et bien souvent limités en utilisation.

On peut voir la fumée grâce à une caméra, mais cela ne veut pas dire que le feu ait démarré à cet endroit. Alors nous sommes partis sur le fait qu'il fallait disperser des capteurs dans la nature. Nous nous sommes associés à une jeune société qui a une très forte compétence en radio fréquence, et nous avons cherché un système qui puisse

détecter le feu au moment où il va démarrer. "

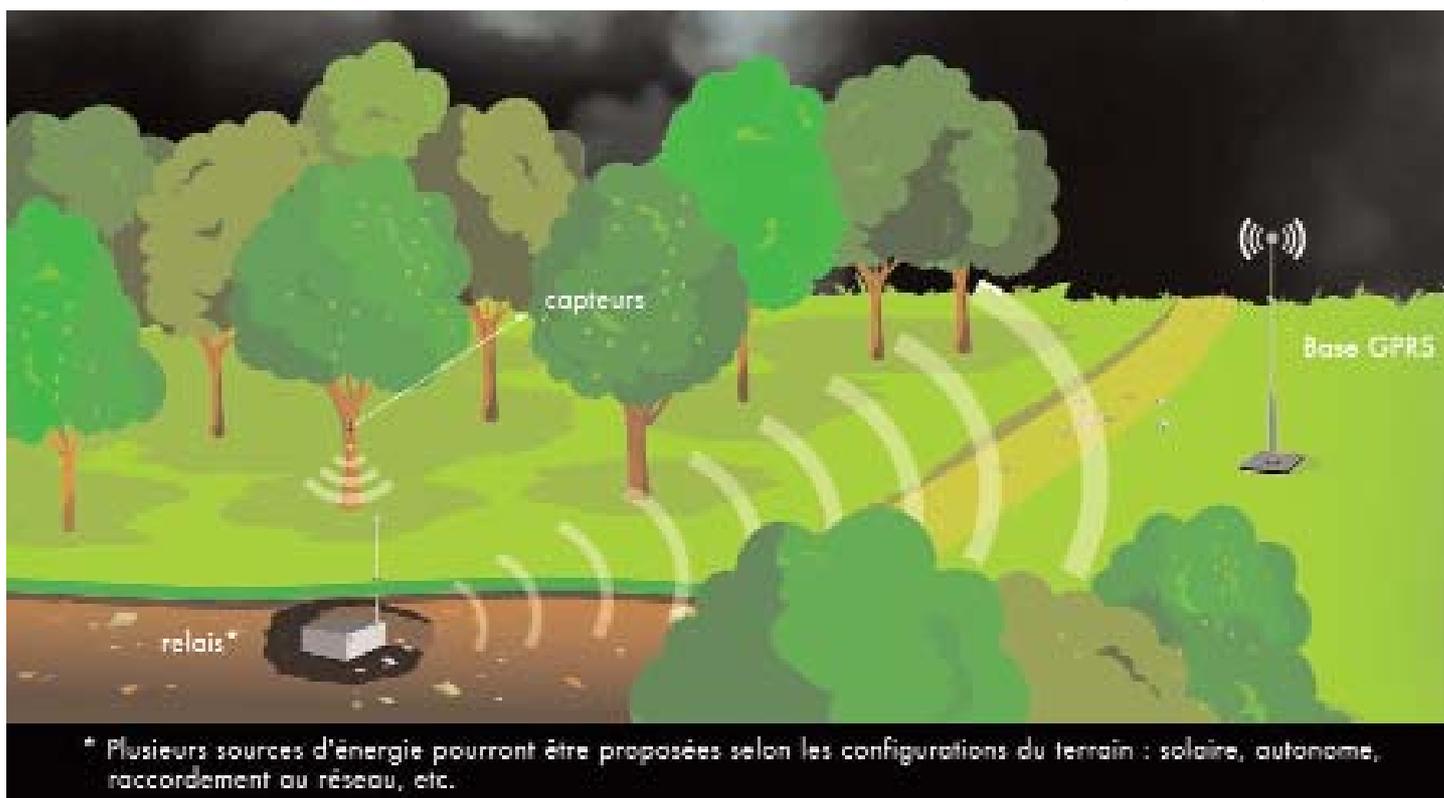
Cette réflexion s'est concrétisée, donnant naissance au projet " FIRE " qui apporte dans ses bagages un panel de solutions concoctées par un conglomerat de partenaires liant des chercheurs, des scientifiques, des informaticiens et des industriels unis dans un but : réduire au maximum les dégradations que causent les incendies. Ce partenariat comprend 7 entités diverses, bien déterminés à vaincre cette malédiction. Regroupés autour de la société Smart Packaging Solution, qui en est le Maître d'œuvre et qui concourt pour la fabrication de " packaging Capteurs " et qui a mis en place un processus de fabrication à bas coût, on trouve : CRYTIRIS qui œuvre pour le développement de système " Radio Fréquence Sécurisé ", l'Université Paul Cézanne/CNRS (laboratoire IM2NP) qui travaille pour la conception et la caractérisation optoélectronique de capteurs IR, l'Université de Provence/CNRS (laboratoire IUSTI) qui s'attache à la modélisation du feu et à l'optimisation des réseaux de capteurs sur site, le CEREN (Valabre) qui planche sur la validation expérimentale à différentes échelles et essais (tunnel de feu et écobuage), le SID13 qui a la charge de test et essais pour le retour d'expérience sur feux réels, et la

Protection Civile 06 qui apporte l'expertise institutionnelle et opérationnelle. A cela s'ajoutent les partenaires associés que sont ACTIS Ingénierie, pour la programmation de la base de données, CRISE, qui s'occupe de l'intégration des données et la cartographie 2D/3D, SFR, en charge de l'acheminement des transmissions, SEP, qui s'attache au marketing et à la commercialisation et SERIMED, qui met au point l'intégration de " FIRE CODE ".

Après ce rassemblement de volonté collaborative et de compétences très variées au service d'un objectif affirmé, il est normal que cela produise un succès. Cela a bien commencé avec la labellisation du projet par le Pôle Gestion des Risques et le Pôle Mondial SCS. Le financement est, lui aussi, pluraliste puisqu'il bénéficie du concours d'OSEO, de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, du Conseil Général 13 et du pétrolier TOTAL, le tout représentant un investissement global d'environ 2 millions d'euros.

Après tout cela, encore faut-il s'attacher à savoir comment cela fonctionne, même si cela paraît simple au demeurant... Tout d'abord, il faut commencer par une implantation de capteurs (ressemblant à une carte de crédit en un peu plus long) que l'on accroche, en les espaçant selon

Schéma de fonctionnement du processus "FIRE" pour l'envoi des données



* Plusieurs sources d'énergie pourront être proposées selon les configurations du terrain : solaire, autonome, raccordement au réseau, etc.

Fire fighting by simulation

Of all seasons, everybody particularly appreciates the Summer... and holidays. The sea, the mountains, the sun, beautiful girls with their suntanned bodies... All the southern regions of the France, Spain, Italy, Portugal and Greece, are the targets of these happy holiday-makers. In this collective and praiseworthy euphoria, nobody thinks of the potential danger of aridity and wind ...

Nevertheless, hundreds of thousands of acres of forest are the target and victim of a plague that rages every year at the same period : Fire. Time after time this disaster mobilizes all those who fight the flames, on foot or piloting their Canadair, exposing their lives with determination and courage resembling heroism to protect their fellow countrymen. How not to be filled with sadness when faced with the horrible scene of desolation, when the fire has covered an enchanting site of greenery with a sinister black coat, destroying all life. Can this apocalyptic plague, which we suffer for decades, be finally vanquished ?

Indeed, certain people began thinking, notably Henri Boccia, CEO of the company Smart Packaging Solutions, who, wishing to diversify his activity, approached the field of environment and the problem of fire. He explained to us : " We decided to direct our research on everything concerning fire detection. We have expertise in radio frequency, packaging and many other fields, and today there are solutions that we could use. There are lookout posts all over the place, infra red cameras, video cameras, satellite observation... but all these processes are very expensive and very often limited in use. Cameras enable us to see the smoke, but that doesn't necessarily mean that the fire started in the same place. Consequently, we decided that we must position sensors in the countryside. We made a partnership agreement with a young company with excellent competence in radio frequency, and we sought for a system that could detect the fire as soon as it is on the point of beginning."

This reflection became reality, giving birth to the project " FIRE", which entails a whole range of solutions concocted by a partners' conglomerate composed of researchers, scientists, computer specialists and manufacturers, united for the same tar-



Canadair larguant sa charge au dessus de l'incendie

get : to reduce as much as possible causes of fires. This partnership includes 7 different entities, all strongly determined to surmount this plague. Grouped together around the project manager, the company Smart Packaging Solutions, which contributes for manufacturing the " packaging sensors " for which it has implemented a low cost process, we find : CRYTIRIS, which is developing a "Secured Radio Frequency " system, the Paul Cézanne University/CNRS

(IM2NP laboratory) working on the conception and characterisation of IR opto-electronic sensors, the University of Provence/CNRS (IUSTI laboratory) working on the conception of a fire simulator and the optimisation of the network of sensors on the site, CEREN (Valabre) which is working on experimental validation at various levels (fire tunnels, gas emissions, etc.), the SID13 in charge of tests to acquire experience on real fires, and the Protection Civile-06 (State-financed civilian rescue organisation), contributing with institutional and operational expertise. There are also the associated partners: ACTIS Engineering, for programming the data base, CRISE, in charge of data integration and 2D / 3D cartography, SFR in charge of routing the transmissions, SEP in charge of marketing and merchandising, and SERIMED, which finalizes the integration of " FIRE CODE ".

It is only logical that this assembly of collaborative determination and various competence towards an asserted objective, should be crowned with success. The project got off to a good start when the Risk Management and SCS World Cluster gave it a brand name. The financing is also pluralistic, since OSEO, the Provence-Alps-Côte d'Azur Regional Council, the Bouches-du-Rhone County Council and the oil company TOTAL are involved in the project, representing a global investment around 2 million euros.

Now we must try to understand how it works ...

Image Dantesque et désolante



FIRE : la lutte contre l'incendie par la simulation

une logique déterminée à l'avance qui correspond aux résultats souhaités, sur le tronc des arbres bordant la forêt et sur un périmètre précis. (Le capteur GO/NOGO est Géo-localisé. Il émet son numéro de série ainsi que la température de l'air ambiant mesuré, vers son relais suivant une période de temps. Il est paramétrable en fonction des saisons et des conditions climatiques). Ceux-ci sont reliés à un relais qui est chargé de récupérer les informations transmises par les capteurs et de les transmettre par l'intermédiaire d'un concentrateur (base GPRS). Cette base transmet les informations collectées à l'antenne GSM le plus proche via une Infrastructure Mobile Sécurisée (IMS) qui le transmet à la base d'application qui collecte toutes les informations concernant l'ensemble des renseignements relatif à la situation présente. Cela peut être des informations relatives à l'humidité locale, la température, ou tous indices alertant sur l'élévation du risque d'incendie ou en cas de feux. Derrière cela, un système de modélisation numérique va être capable, à partir d'un départ ou d'un front de feu détecté, de prédire son évolution en tenant compte de la topographie du terrain, de la végétation, du vent, et d'en déduire la puissance sur un point donné. La modélisation va aussi permettre une aide au paramétrage des capteurs appelés "Fire Sensors" en fonction de l'objectif recherché, qui peut être la détection de

l'éclosion du feu ou de l'arrivée d'un front de feu, et elle peut aussi permettre la simulation de la propagation du feu dans l'espace temps. Ces informations étant transmises sur des fréquences très performantes en termes de rapidité, il faut très peu de temps pour visualiser la localisation et pour modéliser la propagation (60s pour simuler 7h de feu). L'ensemble de ce processus va permettre aux forces d'interventions spécialisées de mieux anticiper l'action à mettre en place afin de réduire le temps d'intervention, ce qui permettra d'anéantir l'incendie plus rapidement en prévoyant l'importance des forces à déployer ainsi que la détermination des lieux les plus vulnérables qu'il faut protéger. A ce stade, la visualisation et surtout la simulation du départ et de la propagation du sinistre, rendu sur une carte en 2 ou 3D, autorise les états majors à mieux coordonner les actions entre les divers corps d'interventions, terrestres et aériens, ce qui fait de cette nouveauté un indispensable outil efficace et d'une indéniable importance stratégique.

Protection du personnel en milieux dangereux

Un autre phénomène qui pose problème et qui entre dans les paramètres analysés par les concepteurs de " FIRE " c'est celui posé par les Composés Organiques Volatils (COV), les

Les flammes menacent les habitations



Une vision infernale

" Terpènes ". Ce sont des produits gazeux émis par la végétation lorsqu'elle est soumise à un réchauffement modéré (fort ensoleillement) ou important lors des incendies de forêt. Ces gaz toxiques et inflammables sont des polluants atmosphériques qui peuvent s'accumuler dans des fonds de vallon ou talweg. Cette accumulation devient très dangereuse pour les pompiers car leur inflammation, par des brandons ou par le contact direct des flammes, peut conduire à un embrasement soudain, semblable à un éclair qui s'abattrait sur la zone. Cet " Embrasement Généralisé Eclair " est à l'origine d'accidents graves et quelques fois mortels, comme à Palasca en Haute Corse en 2000 où 6 ha ont brûlé en moins d'une minute. Pour combattre ce phénomène, les responsables du projet " FIRE " ont pris la décision de commencer à étendre des recherches, comme l'explique Henri Boccia : " Nous avons une base technologique qui nous permet de détecter des produits chimiques ; nous pourrions l'utiliser pour faire un détecteur de terpène. Encore faut-il que le produit chimique existe ou que l'on puisse le créer. Pour cela, nous avons contacté le CEA et le CNRS, qui nous ont répondu

qu'ils allaient s'attacher à trouver ce produit. Par contre, il faudra être capable de le mettre sur des puces. Nous avons donc étudié la faisabilité d'un détecteur de terpène qui pourrait être mis sur les pompiers et sur leurs véhicules pour donner l'alarme. Mais trouver la réponse à cette détection demande davantage de développement de la part du CEA et du CNRS, car le produit dont nous avons besoin n'existe pas pour l'instant. " Voilà une initiative qui ne laissera certainement pas indifférent les pompiers qui chaque fois s'engagent à fond sur les fronts du feu.

Avec l'arrivée opportune de " FIRE " nous voudrions tous commencer à croire que nos belles forêts, quelles soient provençales, espagnoles, italiennes ou grecques, seront enfin à l'abri de ces grosses dévastations qui défigurent nos paysages et que nos pompiers bénéficieront enfin d'une bonne protection. Mais attention, " FIRE " n'empêche pas le devoir de chacun, qui est de veiller à respecter l'environnement et la nature, souhaitons que ce message soit bien entendu...

Fire fighting by simulation

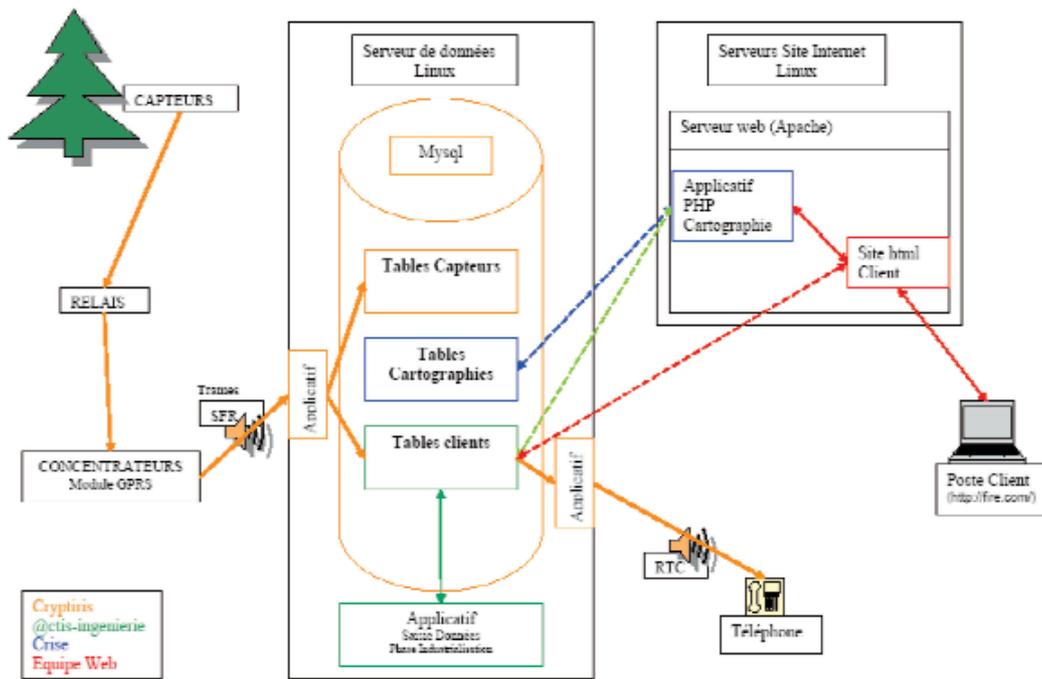


Schéma de Fonctionnement du système Fire

First of all, sensors (resembling a credit card, slightly longer) are fixed on tree trunks bordering a forest on a precise perimeter, spaced out according to a pre-defined logic corresponding to the desired results. (The GO / NOGO sensor is geo-localised. It emits its serial number and the measured air temperature to its relay, according to a period of time. It can be parameterized according to the seasons and the climatic conditions). These sensors are connected to a relay station, which collects the information and passes it on through a concentrator (GPRS base). This base passes on the information via a Secured Mobile Infrastructure, which in turn transmits it to an application base that collects all the information concerning the present situation. It can be information relative to local humidity, temperature, or any indication alerting the risk increase or the beginning of fire. Jointly, a digital modelling system will predict the evolution of the fire, from its point of departure or a detected fire front, by taking into account the topography of the ground, the vegetation and the wind, to calculate its force at a given point. The modelling will also serve to parameter the "Fire Sensors" according to the targeted objective, which can be to detect the fire when it begins or the arrival of a fire front, and it can also enable the simulation of the spread of the fire in a space of time. Since this information is transmitted on highly

efficient frequencies in terms of speed, it requires very little time to visualise the location and simulate its propagation (60 seconds for 7 hours of fire). This whole process will enable the specialized forces to better anticipate the required action and reduce the time of intervention, making it possible to extinguish the fire more quickly by foreseeing the importance of the necessary forces and allocating the most vulnerable places that need to be protected. At this stage, the visualization and especially the simulation of the departure and the propagation of the disaster, displayed on a 2D or 3D map, enables the commanding officers to better coordinate the actions between the land and air intervention forces, which makes this new invention an indispensable, efficient device of incontestable strategic importance.

Protection of staff in dangerous environment

The Volatile Organic Compounds, that is "Terpenes", present another problematic phenomenon, which is among the parameters analyzed by the designers of "FIRE". These are gas products emitted by the vegetation when it is subject to moderated reheating (strong sunshine) or excessive heating during forest fires. These poisonous, inflammable gases are atmospheric pollutants which can accumulate in valleys

or pathways. This accumulation becomes very dangerous for the firemen because their inflammation, due to firebrands or by direct contact with the flames, can cause a sudden burst of fire, similar to a flash of lightning striking the area. This "Generalized Lightning Explosion" is the cause of very serious and often mortal accidents, as at Palasca in High Corsica in 2000 when 6 hectares burned within one minute. To fight this phenomenon, the "FIRE" project managers have decided to extend their research,

as Henri Boccia explains: "We have a technological know-how which enables us to discover chemicals ; we could use this to make a Terpene detector, providing that the chemical exists or that we can create it. For that purpose, we contacted the CEA (Atomic Energy Authority) and the CNRS (National Scientific Research Centre) who replied that they would attempt to find this product. But even then, we must be capable of putting it on the chips. We therefore studied the feasibility of a Terpene detector which could be put on firemen and on their vehicles to give the alarm. But to find the answer to this detection requires further development on behalf of the CEA and CNRS because the required product does not yet exist." This is an initiative that will certainly arouse the firemen's interest !

We all hope that "FIRE" will enable us to believe that our beautiful forests, whether they be Provencal, Spanish, Italian or Greek, will at last be protected from these horrific devastations that destroy our landscape, and that our firemen will finally benefit from good protection. But beware, "FIRE" does not prevent the duty of each and everyone to respect the environment and nature. Let's hope that this message will be received loud and clear ...



Cent vingt exposants dans l'Espace France de la Foire Internationale de MilanRho " Artigiano in Fiera "

On comptait une petite poignée d'entreprises les premières années. Aujourd'hui il y en a une centaine. La participation française à la treizième édition de L'Artigiano in Fiera a atteint des dimensions considérables et l'Espace France, organisé par la Chambre de Commerce Italienne pour la France de Marseille (CCIFM), avec le soutien du Ministère du Commerce Extérieur français, qui a reconnu la valeur de la manifestation, s'étendra sur plus de 4.000 m² dans le Pavillon 5-Europe où 120 exposants français y sont attendus. Du 29 novembre au 8 décembre 2008, ce nouveau pôle offrira aux 2.600 exposants présents des espaces plus adaptés au prestige de cet événement. Plus de cent pays seront représentés

sur 115.000m², comprenant le nouvel espace EcoAbitare (Pavillon 7), consacré aux services et aux technologies pour la maison et les jardins. Il met tout particulièrement l'accent sur les réductions des dépenses d'énergie à travers les finitions et les diverses installations qui encouragent le développement durable, en s'adressant directement au consommateur final. La recherche constante de l'innovation et un nombre de visiteurs considérable (3 millions en 2007), dont plus de 30.000 professionnels, font de l'Artigiano in Fiera la manifestation la plus grande du monde dans son secteur. Pour cette raison, elle est soutenue par de nombreuses institutions italiennes et étrangères qui lui attribuent un rôle fonda-

mental dans le parcours de la valorisation de leur particularité. Objets et cadeaux, habillement et accessoires, meubles et complément d'ameublement, orfèvrerie et bijouterie, gastronomie et produits régionaux : une myriade de secteurs marque la maturité de cette manifestation, en mesure d'offrir de nouveaux avantages au produit artisanal de qualité, que le public pourra avoir la chance de découvrir grâce à une installation pleine de sens, plongeant les visiteurs dans les histoires, les traditions et les cultures qui caractérisent le travail de l'homme, souvent représenté par des petites et micro-entreprises qui œuvrent en symbiose avec leur région. Ensemble, ils contribuent remarquablement à la

croissance économique de leurs terroirs.

Si vous êtes intéressés pour participer à cette manifestation, veuillez contacter le service Promotion de la CCIFM (Elena, 04 91 90 47 66, ccifm-promotion1@alicepro.fr)

Afin de rendre le séjour à Milan plus agréable, les exposants et les visiteurs français peuvent profiter d'un séjour à la découverte de la ville, du 5 au 7 décembre, organisé par la CCIFM et l'agence de voyage De luxe vacations (pour plus d'informations, veuillez vous adresser au 04 91 90 81 17, ccifm@alicepro.fr).

Stand de la Chambre de Commerce



120 exhibitors in the French space at "Artigiano in Fiera"

There were only a few companies in the first years. Today there are over a hundred. The French participation in the thirteenth edition of "Artigiano in Fiera" was considerable, and the French Space, organized by the Italian Chamber of Commerce in Marseille, with the support of the French Ministry of Foreign Trade, which recognized the importance of the event, will cover more than 4.000 m² in the Pavilion 5-Europe where 120 French exhibitors are expected. From November 29th to 8th December 2008, this new pole will offer spaces to the 2.600 exhibitors that are better adapted to the prestige of this event. Over a hundred countries will be represented on 115.000m², including the new "EcoAbitare" space (Pavilion 7), dedicated to the services and technologies for homes and gardens. It particularly highlights reductions in energy expenses by the trimmings and different installations which encourage sustainable development, by directly targeting the final consumer. The constant research for innovation



and the number of visitors (3 million in 2007), among which more than 30.000 professionals, make Artigiano in Fiera the biggest event in the world in its field. That is why it is supported by numerous Italian and foreign institutions, which consider that it plays a fundamental part in the valuation of their specificity. Objects and presents, clothing and accessories, furniture and interior decoration, silvery and jewellery, gastronomy and regional products... a myriad of sectors mark the

maturity of this fair, capable of offering new advantages to craft quality products that the public can have the opportunity to discover thanks to an intelligent installation, plunging the guests into stories, traditions and cultures, which characterize the work of man, often represented by small and micro-companies that work in symbiosis with their region. Together, they strikingly contribute to the economic growth of their land.

If you wish to participate in this fair, please contact the Promotion service of the CCIFM (Elena, Tel +33 (0) 4 91 90 47 66, CCIFM-promotion1@alicepro.fr)

To make your stay in Milan more pleasant, the exhibitors and French visitors can enjoy a "City discovery" program from 5th to 7th December, organized by the CCIFM and the travel agency "De Luxe Vacations". (For further information, please contact Tel. +33 (0) 4 91 90 81 17, ccifm@alicepro.fr) ■



HSBC, plus de 150 ans de mémoire pour toujours se rappeler que chaque entreprise est différente.

85 % de nos clients nous recommandent déjà pour la qualité de nos services et le dynamisme de nos chargés d'affaires.

Alors, vous aussi, choisissez HSBC comme banquier principal.

BANQUE D'ENTREPRISES

Contactez-nous :
Délégation Marseille-Provence
522, avenue du Prado
13008 - Marseille
Tél. : 04 91 30 78 40



Voire banque, parolul dans le monde

La Méditerranée accueille le Forum Mondial de la mer

Le Forum BioMarine 2008 se tiendra pour la première fois du 20 au 24 octobre 2008 à Toulon et Marseille, et réunira plus de 2000 leaders européens et internationaux du monde scientifique, politique et industriel. Les débats se dérouleront sous le thème " Une vision maritime européenne dans le monde ". Les questions de géopolitique maritime et notamment méditerranéenne, ainsi que les problématiques du développement maritime et du développement durable de la Méditerranée seront au cœur des débats.

Cet événement est rendu possible par le soutien financier et la mobilisation forte des partenaires institutionnels qui accueillent l'évènement sur leur territoire : la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, les conseils généraux des Bouches-du-Rhône et du Var, la ville de Marseille, la Communauté d'agglomération de Toulon et la Communauté urbaine de Marseille Provence Métropole. Le Forum BioMarine sera l'évènement maritime majeur de la Présidence Française de l'Union Européenne. Xavier de la Gorce, Secrétaire Général de la Mer, déclare à ce sujet, " Le 21ème siècle sera maritime et cela sera certainement la réunion d'ampleur internationale unissant toutes les communautés de la mer. Il constituera une opportunité exceptionnelle de valoriser les océans dans la perspective du développement durable de nos sociétés. "

Parmi les grands thèmes abordés pendant ces 4 jours, on retrouvera notamment : la géo-

politique maritime et méditerranéenne, le recul des glaciers, la loi et l'Arctique. Seront aussi évoquées les questions de sécurité et de pollution, incluant les problématiques du développement maritime et du développement durable de la Méditerranée. Les questions environnementales seront abordées dans une conférence sur le changement climatique. Les intervenants évoqueront aussi la recherche de nouvelles énergies en mer et d'alternatives au pétrole. Cette manifestation est présidée par Pierre Erwes, Président et Fondateur de BioMarine, Amir Dossal, Directeur Exécutif de l'Office des Nations Unies pour le Partenariat, et Tony Haymet, Directeur de l'Institut d'Océanographie Scripps de l'Université de San Diego, en Californie.

Selon Xavier de la Gorce, " En France, nous devons faire évoluer la perception des mers et des océans et mettre en évidence l'importance d'une politique de la Mer dans tous les domaines pour le 21ème siècle. La question du transport maritime, par exemple, englobe toutes les problématiques liées à la mondialisation ; les questions de biodiversité, de disparition de certaines espèces, d'environnement et d'hypersensibilisation à la pollution se retrouvent dans les questions maritimes. On assiste à une densification de la population sur les côtes, une sorte " d'appel de la mer " liée à la mobilité croissante des populations. La mer est source de nourriture et de ressources énergétiques. Est-ce que l'océan peut apporter à l'humanité une réponse aux questions les plus pressantes de demain telles que la famine ou l'énergie ? "

François Fillon, Premier Ministre du Gouvernement français a confirmé sa participation à l'évènement, comme l'ont fait plu-

Claude Barjonet et Jean Yves Perrot



Amiral Jean Marie Van Huffel

sieurs membres de son gouvernement. Pour sa part, Jean-Pierre Jouyet, Secrétaire d'État aux Affaires européennes, a souligné une nouvelle fois l'importance de la mer et d'une politique maritime européenne intégrée à l'occasion de la Journée Européenne de la Mer à Bruxelles le 19 mai dernier. Il y a qualifié BioMarine d'évènement majeur et a invité l'assistance à y participer. BioMarine bénéficie également d'un soutien important de l'Union Européenne. D'ailleurs, le président de la Commission, José Manuel Barroso, et plusieurs Commissaires y sont attendus, ainsi que les Ministres des pays membres de l'UE tels que l'Allemagne et le Portugal qui envisagent leur participation à l'évènement. D'autres pays d'Europe, telle la Norvège, seront également présents.

Hubert Falco, Secrétaire d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire, auprès du Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, Président de la Communauté d'agglomération Toulon Provence Méditerranée, Maire de Toulon, ne cache pas l'intérêt qu'il porte à cette manifestation qui crédibilise la ville où siège le pôle de compétitivité " Pôle Mer ", lorsqu'il déclare, " Dotée d'un savoir-faire remarquable et d'infrastructures de haut niveau dans les activités liées à la mer, Provence-Alpes-Côte d'Azur est une grande région maritime qui dispose d'une position géostratégique centrale en Méditerranée. Aussi, suis-je heu-

reux d'accueillir BioMarine qui a choisi notre région, ses compétences, son patrimoine et sa notoriété internationale pour organiser ce grand forum mondial de la mer. " De même, Michel Vauzelle, Député, Président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Président de la commission inter-méditerranéenne de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes, qui s'attache à l'importante nécessité d'une conscience collective en faveur de l'environnement, déclare : " La protection de la Méditerranée est l'affaire de tous et transcende les clivages politiques. L'Union pour la Méditerranée, souhaitée par le Président de la République, doit aussi prendre en compte la dimension environnementale, au delà des seuls échanges économiques (...). Nous voulons que Marseille relève et gagne le défi de l'exemplarité écologique. "

BioMarine 2008 s'annonce comme un point crucial, un gigantesque phare dont le faisceau lumineux tracerait le chemin d'une nouvelle ère de considération pour cette " Mare Nostrum " qui a, au fil des siècles, apporté nourriture et civilisation à tous les peuples. ■

The Mediterranean hosts the World Sea Forum

The "Biomarine 2008" Forum will be held for the first time from 20th to 24th October 2008 in Toulon and Marseilles, and will gather more than 2000 European and international leaders of the scientific, political and industrial world. The debates will be developed on the subject "A European maritime vision in the world". The questions of maritime geopolitics, in particular Mediterranean, as well as the problems of maritime development and sustainable development of the Mediterranean Sea will be the core of the debates.

This forum is made possible thanks to the financial support and the strong mobilization of Institutional partners who welcome the event on their territory: the Provence-Alpes Côte d'Azur Regional council, the County councils of Bouches-du-Rhône and the Var, the city of Marseilles, the Conglomeration Community of Toulon and the Urban Community of Marseille-Provence-Metropole. The Biomarine Forum will be the major maritime event of the French Presidency of the European Union.

Xavier de la Gorce, General Secretary of the Sea, declares: The 21st century will be maritime", and this forum will certainly be the meeting of interna-

tional dimension uniting all the communities of the sea. It will offer an exceptional opportunity for our companies to value the oceans in the perspective of sustainable development."

Among the major issues during these 4 days, we shall find: maritime and Mediterranean geopolitics, the recession of the glaciers, the law and the Arctic. The questions of safety and pollution, including the problems of maritime development and sustainable development of the Mediterranean will also be evoked. The environmental questions will be debated in a conference on the climatic change. The speakers will also evoke research for new energies in the sea and for alternatives to petroleum. This event will be chaired by Pierre Erwes, President and Founder of Biomarine, Amir Dossal, Executive director of the United Nations Office for Partnerships, and Tony Haymet, Director of the Scripps Oceanography Institute at the San Diego University in California.

According to Xavier de la Gorce, "In France, we must develop the perception of seas and oceans and put emphasis on the importance of a Sea policy in all fields for the 21st century. The question of sea transport, for example, contains all the problems connected to globalisation; the questions of bio-variety, the disappearance of certain species, environment and hypersensitivity to pollution, are all involved in the maritime questions. The coastal populations are increasing, a sort

"of call of the sea" related to the increasing mobility of the populations. The sea is a source of food and energy resources. Can the ocean offer humanity the answer to the most urgent questions of tomorrow, such as famine or energy? "

François Fillon, Prime Minister of the French Government, confirmed his participation in the event, as did several members of the government. Jean-Pierre Jouyet, Secretary of State for European Affairs, stressed the importance of the sea and an integrated European maritime policy on the occasion of the European Day of the Sea held on 19th May in Brussels. He considers Biomarine to be a major event and he invited the audience to participate in it. Biomarine is also strongly supported by the European Union. Moreover, the Commission President, José Manuel Barroso, and several Commissioners are expected to attend, as well as the Ministers of EU member countries, such as Germany and Portugal, who envisage participating in the event. Other European countries, such as Norway, will be also present.

Hubert Falco, State Secretary in charge of Regional development, with the Minister of Ecology, Energy, Sustainable Development and Land planning, President of the Urban Community Toulon-Provence-Méditerranée, and Mayor of Toulon does not hide his interest in this event, which enhances the credibility of the town hosting the "Pole Mer" com-

petitivity cluster, by declaring: " Endowed with remarkable know-how and high-level infrastructures in the activities connected to the sea, Provence-Alpes-Côte d'Azur is a big maritime region, which has a central geo-strategic position on the Mediterranean Sea. So, I am happy to welcome Biomarine which chose our region, its competence, its patrimony and its international fame to organize this great world forum of the sea."

Michel Vauzelle, MP, President of the Provence-Alpes-Côte d'Azur Region, President of the inter-Mediterranean Committee of the Conference of the Maritime Peripheral Regions, who is greatly attached to the importance of a collective consciousness concerning the environment, declared: " The protection of the Mediterranean concerns everybody and transcends political cleavages. The Union for the Mediterranean, wished by the President of the Republic, must also take into account the environmental dimension, beyond the purely economic exchanges. (...) We want Marseilles to take up and win the challenge of becoming an ecological example."

Biomarine 2008 is heralded as a crucial point, a gigantic lighthouse whose beam could trace the pathway towards a new era of consideration for this "Mare Nostrum" which has provided all the nations with food and civilisation throughout the centuries.

De gauche à droite Pierre Erwes, Président BioMarine, Admiral Alain Coldefy, Vice-President of EADS, Markus Leutert, Comm. Dir. Thales, Gérard Villemein, Port Protection and Maritime Safety and Security, THALES, Xavier de la Gorce, Secrétaire Général de la Mer, Jean-Yves Perrot, Président IFREMER





Nouveaux usages des objets communicants, innovation technologique et développement économique à OCOVA 2008

Le 9 et 10 septembre, le forum annuel OCOVA réunissait à Gap 160 acteurs représentatifs de l'ensemble de la chaîne de valeur des objets et solutions communicants : recherche fondamentale, R&D, production de composants et de terminaux, développement logiciel, production de contenu multimédia, intégration de solutions, secteurs utilisateurs, organismes d'appui au développement. Pour cette cinquième édition, l'événement du pôle SCS et d'ARCSIS, porté par Hautes-Alpes Développement et la ville de Gap, offrait une formule renouvelée s'étendant sur deux journées.

Usages, technologie, développement : la trilogie gagnante

Depuis son origine, OCOVA s'est attaché à conjuguer technologies innovantes et valorisation économique, avec une attention particulière portée aux PME de la filière. Ce rendez-vous annuel de professionnels a pris de l'ampleur au cours des années : le forum s'est ouvert à l'espace euro-régional Alpes-Méditerranée, avec une participation régulière

des pôles voisins Minalogic Grenoble/Isère (micro-nanotechnologies), Torino Wireless et SIIT de Gênes (TICs). D'autres pôles (Allemagne, Finlande, Tunisie) s'associent à la manifestation selon les thèmes retenus.

Comme chacun le sait, nulle innovation, si géniale soit elle, ne saurait être facteur de croissance et de développement sans adhésion de l'utilisateur final. Pour son cinquième anniversaire, OCOVA décidait d'insuffler un nouveau dynamisme en plaçant les usages au cœur des débats, se posant en véritable lieu d'échange entre les développeurs de solutions et les utilisateurs. Depuis plusieurs années déjà, OCOVA invitait les grands comptes à participer à ses travaux. Cette année ajoutait une attention particulière vers l'utilisateur final, c'est-à-dire tout individu, habitant les territoires urbains ou ruraux, susceptible d'utiliser dans sa vie quotidienne (santé, travail, loisirs, économie familiale) des solutions basées sur les téléphones et autres terminaux mobiles ainsi que les objets sans contact (étiquettes intelligentes, tokens, cartes à puces...) souvent associées aux plates-formes de services internet.

A cette fin, OCOVA 2008 adoptait une formule sur deux journées avec un éventail impressionnant de nouveautés : un espace de démonstration mis à disposition des PME innovantes ; des solutions pilotes déployées

Edoardo Calia (ISMB, Torino Wireless)



Georges Falessi (pôle SCS)

dans la ville de Gap ; un dîner débat entre participants du forum et professionnels de la santé, du tourisme, de la vie de la cité ; une conférence-démonstration pour la population afin de vulgariser ces technologies qui demeurent souvent méconnus du grand public. Cette ouverture au public représentait le grand pari d'OCOVA 2008 : les résultats ont dépassé toutes les attentes !

Présenter le dynamisme des PME en matière d'innovation

La nouvelle approche d'OCOVA en matière de lien entre les technologies et les usages a suscité un vif intérêt. En témoignait la fréquentation de l'espace démonstration par de nombreux représentants des collectivités, des établissements de santé et des industriels du tourisme et des loisirs, auxquels s'ajouraient 14 représentants de la presse nationale. Les démonstrations d'ARD (solutions intégrées multi-objets sans contact pour l'éducation, le tourisme, l'immobilier et les services), Bazile Telecom (téléphonie mobile et service), CIO Informatique Industrielle (logiciel), Eurecom (Visage 3D et biométrie), LED Engineering (reconnaissance vocale sécurisée et médecine), Neowave (token USB et transport), Penbase (plate-

forme de services mobiles), Prim'Vision (publicité sur mobile), Technosens (environnement communicant pour personnes isolées) permettaient à chacun de toucher du doigt des avancées majeures, notamment dans la convergence entre les mondes du sans contact et de l'internet, ainsi que dans l'intégration des contenus multimédia. Au cours des tables rondes Santé -animée par Patrick Malléa (CHU de Nice) - et services - animée par F. Edme (pôle SCS) -, d'autres entreprises présentaient leurs innovations, telles Apilinx (services mobiles sécurisés de télésurveillance pour la santé), Citiprix (solutions pour le commerce de proximité), IBM (voyageur mobile), Montalbano Technologie (RFID et logistique), Twinlinx (enabler NFC). C'est donc à un panorama très large des orientations actuelles en matière de nouvelles technologies centrées sur les usages que pouvaient accéder les participants d'OCOVA.

Valorisation de la technologie : comment favoriser l'appropriation des technologies de pointe par l'industrie, en particulier les PME

Avec ses trois plates-formes Conception, Caractérisation et





New utilities for communicating objects, technological innovation and economic development at OCOVA 2008

On September 9th and 10th, the OCOVA annual forum in Gap gathered together 160 actors representing the whole chain of communicating objects and solutions: basic research, R&D, production of components and terminals, software development, production of multimedia contents, integration of solutions, user sectors, support and development structures. For this fifth edition, the event of the SCS (secured communicating solutions) cluster and ARCSIS, supported by the High Alps Development agency and the town of Gap, offered an innovative programme during two days.

Utilities, technology, development: the winning trilogy

Since its origin, OCOVA endeavours to conjugate innovative technologies and economic valorisation, particularly targeting the SME's in this field. This professionals' annual meeting has become increasingly important during the years : the forum opened to the euro-regional space "Alpes-Méditerranée", with a regular participation of the nearby clusters: Minalogic Grenoble/Isère (micro-nanotechnologies), Torino Wireless and SIIT of Genoa (TIC). Other clus-

Davide Caviglia (SIIT de Gênes)



ters (Germany, Finland, Tunisia) participate according to the chosen topics.

As everyone knows, no innovation, however brilliant it may be, can be a factor of growth and development without the support of the end user. For its fifth anniversary, OCOVA decided to kindle a new dynamism by centring the debates on utilities, thereby provoking dialogue between the developers of solutions and the users. For several years already, OCOVA invited major corporations to participate in its works. This year particularly highlighted the end user, i.e. every individual, living in urban or rural territories, liable to use in his everyday life (health, work, leisure activities, domestic economy) solutions based on telephones and other mobile terminals as well as contactless objects (intelligent labels, tokens, smart cards...) often associated to the platforms of internet services.

With this aim, OCOVA 2008 adopted a 2-day formula with an impressive range of novelties : a demonstration space for innovative SME's; experimental solutions implemented in the town of Gap ; a dinner-debate between the forum participants and professionals of health, tourism, and urban life ; a conference-demonstration to familiarise the population with these technologies. This opening to the public was the major challenge of OCOVA 2008 : the results exceeded all expectations !

Presenting the dynamism of SME's in innovation

The new approach of OCOVA, establishing a link between technologies and utilities, aroused great interest. The numerous representatives of communities, health establishments and professionals of tourism and leisure activities that flocked to the demonstration space, together with 14 representatives of the national press, proved this success. The demonstrations of ARD (integrated multi-object contactless solutions for education, tourism, immotics and services), Bazile Telecom (mobile telephony and services), CIO Informatique Industrielle (software), Eurecom (3D face and biometrics), LED Engineering (secured voice recognition and medicine), Neowave (USB token and transport),



Introduction par Jacques Gros, directeur d'IBM La Gaude. © HAD

Penbase (platform of mobile services), Prim' Vision (advertising on mobiles), Technosens (communicating environment for isolated persons), enabled everybody to approach the major headways, particularly concerning the convergence between the world of contactless objects and the Internet, and the integration of multimedia contents. During the Round Tables on Health - animated by Patrick Malléa (CHU Nice) - and Services, animated by F. Edme (SCS cluster) - the other companies presented their innovations, such Apilinx (secure mobile services of electronic surveillance for health), Citiprix (solutions for proximity business), IBM (mobile traveller), Montalbano Technologie (RFID and logistics), Twinlinx (NFC enabler). The participants of OCOVA thereby discovered a wide panorama of the

current orientations in new technologies centred on utilities.

Valorising technology : how to favour the appropriation of ultramodern technologies by industry, particularly SME's

With its three platforms: Conception, Characterization and Micro-packaging, the CIM PACA is a remarkable example of valorisation of research based on mutualising equipments and means. The CIM PACA presented its works and their results through joint projects in which its members participated : five big groups, 133 innovative SME's, 16 institutes and research laboratories.

Micro-packaging, le CIM PACA constitue un remarquable exemple d'action de valorisation de la recherche reposant sur la mutualisation des équipements et des moyens. Le CIM PACA présentait ses travaux et leurs résultats en termes de projets collaboratifs auxquels participent ses adhérents : cinq grands groupes, cent trente-trois PME innovantes, seize instituts et laboratoires de recherche.

A la suite de la présentation du CIM, un débat animé par Laurent Roux et Jean-François Boisson s'instaurait entre les participants du forum et les représentants de la DRRT, de la région PACA, d'OSEO, d'UbiFrance, de Valor Paca et Méditerranée Technologies sur les moyens mis à disposition des PME pour favoriser leur développement. Au cours de la session suivante, cinq grands organismes de recherche (IM2NP, INRIA, CEA-Leti, CMP-GC, et l'ISMB de Turin) présentaient à leur tour leurs travaux et leur approche de la valorisation de leurs recherches, témoignant ainsi des efforts entrepris depuis plusieurs années pour favoriser la compétitivité d'un secteur qui entend conforter son leadership mondial.

Renforcer le lien entre l'offre de solutions innovantes et leurs utilisateurs

La ville de Gap et les territoires des Hautes-Alpes entendent bien jouer un rôle dynamique dans une démarche qui place l'innovation et l'excellence de la technologie au service de la qualité de vie des citoyens, dans un cadre de développement durable. Le déploiement, à l'occasion d'OCOVA, de plusieurs solutions dans la ville de Gap - maintenance dans la ville avec des PDA et une plate-forme de services internet par Penbase, organisation par Prim'Vision d'une expérimentation de publicité contextuelle sur téléphone mobile en centre ville à laquelle participaient une douzaine de commerces de Gap -, témoignaient assez de l'intérêt porté par les acteurs des Hautes-Alpes à cette approche.

Le dîner-débat qui suivait, en présence de Jean-Yves Dusserre, Président du Conseil Général 05 et de Roger Didier, maire de Gap, venait confirmer et renforcer ces dispositions. Les interventions



Démonstration de Penbase. © HAD

de Jacques Gros (directeur IBM la Gaudie) sur la globalisation, du pôle Picom (le commerce du futur) et de Prim'Vision (approches centrées sur la personne) introduisaient le dîner-débat auquel participaient près de 80 personnes. Dans une atmosphère très conviviale, la parole était largement offerte aux professionnels des secteurs utilisateurs - services municipaux, organismes territoriaux, établissements de santé, acteurs du tourisme - qui mettaient en exergue leur intérêt pour l'adoption de solutions communicantes innovantes susceptibles d'améliorer la qualité de leur offre de service et leur productivité. Dans le même temps, ces mêmes acteurs soulignaient l'importance de leurs besoins en matière de formation à ces nouveaux outils.

Les débats confirmaient ainsi la validité des démarches entreprises par le pôle SCS pour la mise en place de centres d'innovation et d'usages, ainsi que par la région avec l'initiative PACA LABS destinée à favoriser le déploiement de pilotes dans les territoires.

Le lendemain, dans le même nouvel espace polyvalent du Cube à Gap, plus de deux cents habitants de Gap et des Hautes-Alpes, participaient avec intérêt à la conférence-démonstration. Plusieurs classes de lycéens de filières électronique et logiciel ainsi que des habitants curieux des nouvelles technologies découvraient ainsi de façon vivante et tangible les technologies et les métiers qui façonneront le monde de demain.

Un bilan positif

Pierre Vollaire, président de Hautes-Alpes Développement, vice-président d'ARCSIS et administrateur du pôle SCS, à l'origine d'OCOVA depuis sa création en 2004 et ardent promoteur de cette manifestation avec son équipe depuis lors, pouvait ainsi se féliciter de la tenue des débats, de l'intérêt marqué par les participants français et étrangers aux événements du forum, des très nombreux échanges informels au cours de journées placées sous le signe de l'échange et de la convivialité, des retombées business dont plusieurs PME exposantes pouvaient déjà faire état.

" Nous allons créer le centre OCOVA à Gap Micropolis en collaboration étroite avec les centres d'innovation et d'usages du pôle SCS et les pôles voisins de l'eurorégion Alpes-Méditerranée", dit Pierre Vollaire. " Ce centre sera destiné à mettre en relation les PME, industriels, laboratoires avec les acteurs du territoire afin de les former les informer et les intégrer dans les démarches d'innovation. "

Rendez-vous est donc pris pour l'édition 2009 qui sera placée sous le signe de l'ouverture et de la participation active de tous. En attendant, retenez-vous sur www.ocado.com pour suivre l'actualité des objets communicants. ■

GàD - L Roux (IBS), C Lai (OSEO), S Martayan (TIC Région), JF Boisson (Pégase), R Uhlmann (M Techno), ML Rinaudo (Ubi), P Michel(DRRT), A Cottet (Valorpaca)



New utilities for communicating objects, technological innovation and economic development at OCOVA 2008



Présentation à la population.

De G à D : Pierre Voltaire, Christophe Rosanvallon (qui animait les débats), Yann Bidault (HAD, SCS) et Jean-Marc Sarat (SCS). © HAD

This presentation was followed by a debate animated by Laurent Roux and Jean-François Boisson, between the forum participants and the representatives of the DRRT, the PACA region, OSEO, UbiFrance, Valor Paca and Méditerranée Technologies, on the means available to SME's to enhance their development. During the following session, five major research organisations (IM2NP, INRIA, CEA-Leti, CMP-GC, and ISMB of Turin) presented their works and their approach of the valorisation of their research, to illustrate the efforts made since several years to enhance the competitiveness of a sector that is determined to consolidate its world leadership.

Strengthen the link between the offer of innovative solutions and their users

The town of Gap and the High Alps territories intend to participate actively in initiatives that will apply innovation and advanced technology to improve the quality of life of the citizens, in respect of sustainable development. The demonstration, on the occasion of OCOVA, of several solutions in the town of Gap - maintenance with PDA and a platform of internet services by Penbase, an experiment of contextual advertising on mobiles in the town centre in which a dozen local shops participated, organised by Prim' Vision - proved the interest of the High Alps actors.

The dinner-debate which followed, in the presence of Jean-Yves

Dusserre, President of the High Alps County Council, and Roger Didier, mayor of Gap, confirmed and reinforced these initiatives. The interventions of Jacques Gros (MD of IBM, la Gaude) on globalization, of the Picom cluster (business of the future) and Prim' Vision (approaches centred on the person) introduced the dinner-debate in which about 80 persons participated. In a very friendly atmosphere, a number of professionals of the user sectors - municipal services, territorial organisations, health establishments, actors of tourism - took the opportunity to express their interest in the adoption of innovative communicating solutions in view of improving the quality of their service offer and their productivity. At the same time, these actors stressed the importance of their professional training requirements for these new applications.

The debates confirmed the pertinence of the initiatives taken by the SCS cluster for the implementation of innovation and uti-



Démonstrations de Weneo par Neowave. © HAD

lities centres, and those taken by the region with PACA LABS, conceived to encourage setting up experimental projects throughout the region.

mal exchanges during these two days, encouraging business in a friendly atmosphere, and business spin-offs for several SME's.

" We are going to create the OCOVA centre at Gap Micropolis in close collaboration with the innovation and utilities centres of the SCS cluster and the nearby clusters of the Alpes-Méditerranée euro-region ", says Pierre Voltaire. "The aim of this centre is to put the SME's, manufacturers and laboratories into contact with the territorial actors to form and inform them, and to integrate them into the methods of innovation." So make sure not to miss the next edition in 2009, which will be placed under the sign of opening and the active participation of all. In the meantime, visit us on www.ocado.com to follow the latest news on communicating objects.

Présentation CIM PACA, plate-forme conception (Pierre Bricaud)



Cuba : une île en pleine transition

Découverte en 1492 par Christophe Colomb, la plus grande île des Caraïbes étonne tant par la magnificence de ses paysages que par sa capacité à développer sa résilience pour préserver son indépendance politique et économique depuis la Révolution de 1959. La République de Cuba conserve son idéal patriotique égalitaire et ses belles américaines, emblèmes impérialistes des fifties. Nageant constamment en plein paradoxe, elle hésite entre nostalgie du passé et ouverture vers l'international sous l'œil du Big Brother américain. Une île aux contrastes saisissants qui amorce une nouvelle page de son histoire...



Playa larga - Baie des Cochons

Bordée de plages paradisiaques, Cuba, principal archipel des Grandes Antilles, s'étend sur 110 992 km² et offre au touriste fasciné une longue succession de plaines fertiles entrecoupées de quelques chaînes de montagnes, regorgeant de grottes, rivières, lacs et forêts à la végétation tropicale luxuriante. A une heure de la Havane, à l'ouest du territoire, on longe les pentes douces de la Sierra de los Organos et celles du Rosario avant d'aborder la cordillère Guaniguanico. Ses hauts sommets encerclent la vallée de Viñales jalonnée çà et là de champs de tabac et de " mogotes ", gigantesques sentinelles de pierre en forme de pains de sucre. Elle est rejointe à partir de la province de Sancti Spiritus par les montagnes majestueuses de l'Escambray qui tombent abruptement dans les Caraïbes côté sud, puis par la Sierra Maestra le long du littoral, dominée par le Pico Turquino (1972 m d'altitude).

Révolutionnaire dans l'âme

Ce petit paradis était à l'origine, avant l'arrivée de Christophe Colomb, le domaine privilégié de 3 tribus d'amérindiens : les Guanahatabey, primitifs et nomades, les Siboney, éleveurs et pêcheurs et les Taïnos, plus civilisés. Initialement près de 400 000 et peu enclins à se soumettre, ils furent peu à peu décimés par les conquérants. En

1522, ils n'étaient plus qu'un millier. Pour pallier à la pénurie de main d'œuvre notamment dans les plantations de cannes à sucre, les Espagnols firent venir en masse des esclaves d'Afrique occidentale. Cette première vague ethnique fut suivie au XIX^{ème} siècle par des immigrants chinois, puis par une communauté juive durant la seconde guerre mondiale. Toute cette population cosmopolite plie sous le joug de l'occupant mais ne cède pas. La révolte gronde. Une première guerre d'indépendance de 1868 à 1878 échoue. Portefaix charismatique, José Martí, né en 1853, donne le signal de la 2^{ème} rébellion en 1895, longuement préparée en exil à l'étranger. Il tombe sous les balles de l'ennemi dès la première bataille et devient le premier martyr de la Révolution cubaine. A la suite de l'explosion mystérieuse d'un navire américain dans le port de la Havane, les Etats-Unis entrent dans le conflit et apportent leur soutien aux Espagnols. Ils occupent jusqu'en 1902 l'île que les Espagnols leur cèdent à l'issue du Traité de Paris. En 1933 un coup d'Etat, mené par la junte militaire éclate et propulse durant quelques mois le sergent Fulgencio Batista chef du gouvernement cubain. Devenu général, il remporte les élections de 1940, considérées par beaucoup comme truquées, et dirige le pays de 1940 à 1944. Le 10

mars 1952, il fomente un nouveau coup d'état, se proclame Président de la République et suspend la Constitution. Son mandat est renouvelé en 1954 au terme d'élections truquées. Il renforce sa dictature pro-américaine. Dès 1953 dans l'ombre, une centaine de guérilleros avec à leur tête Fidel Castro et son frère Raül Castro, préparent la Révolution. La première attaque est lancée le 26 juillet 1953. La plupart des Révolutionnaires sont emprisonnés. De cette offensive naît " le mouvement du 26 juillet ". Libérés en 1955 par Batista sous la pression de la population civile, les frères Castro s'exilent au Mexique où ils rencontrent outre d'autres opposants au régime, Ernesto " Che " Guevara, étudiant en médecine et révolutionnaire marxiste qui rejoint leur cause. Ils se forment à la guérilla et se préparent à éliminer le dictateur Fulgencio Batista, ce qu'ils parviennent à faire le 1^{er} janvier 1959 avec l'appui de la Russie. Depuis cette date, Fidel Castro est resté au pouvoir, maintenant un régime prosoviétique et ce malgré la tentative d'invasion américaine par le biais de 1500 mercenaires cubains payés par la CIA, débarqués dans la Baie des Cochons sur la côte Sud au Centre de Cuba en avril 1961. Représailles du géant américain dont les ressortissants ont quitté l'île : depuis 1962, Cuba est sous

embargo des Etats-Unis qui ont cependant conservé le contrôle de Guantanamo, à la pointe Est de l'île près de Santiago de Cuba, " berceau de la Révolution ".

Politique intérieure : un régime communiste sous haute surveillance

Cumulant les fonctions de Chef de l'Etat, de Président du Conseil d'Etat (renouvelé le 6 mars 2003 pour 5 ans), Président du Conseil des Ministres, Premier Secrétaire du Parti Communiste, Fidel Castro reste à 82 ans la clef de voûte du Régime, une République démocratique populaire soutenue par deux piliers : le Parti Communiste Cubain (PCC) et les Forces Armées Révolutionnaires (FAR) contrôlées par son frère Raül de quatre ans son cadet. Il n'existe à Cuba que la presse officielle et l'accès à internet est très strictement limité. L'exercice des droits et libertés doit être " conforme aux objectifs de la révolution " et le régime met l'accent sur le respect des droits sociaux à grands renforts de slogans essaimant toute l'île. C'est dans le sentiment nationaliste et la menace permanente d'une réplique américaine que le pouvoir parvient à maintenir le soutien d'une population plutôt résignée, face à la croissance des inégalités, des problèmes de rationnement alimentaire et d'appro-

Cuba : an island in transition

Discovered in 1492 by Christopher Columbus, the biggest of the Caribbean islands is not only impressive due to its magnificent landscapes but also by its capacity to develop its resilience to protect its political and economic independence since the Revolution in 1959. The Republic of Cuba preserves its equalitarian patriotic ideal and its beautiful Americans cars, imperialist emblems of the fifties. Constantly evolving in a real paradox, it hesitates between nostalgia of the past and opening towards international markets under the eye of its big American brother. An island with striking contrasts that is turning a new page of its history ...

Surrounded with paradisiacal beaches, Cuba, the main archipelago of the Big Antilles, covers 110 992 km² and offers to the fascinated tourist a long succession of fertile plains interspersed with a few mountain ranges, abounding in caves, rivers, lakes and forests with luxuriant tropical vegetation. At one hour from Havana, towards the West, we

follow the gentle slopes of the Sierra de los Organos and Rosario before approaching the Guaniguanico mountain range. Its high summits surround the valley of Viñales, marked here and there by fields of tobacco and "mogotes", gigantic stone sentinels in the form of sugar loafs. As from the province of Sancti Spiritus it is joined by the majestic Escambray mountains which plunge down to the southern side of the Caribbean islands, then by the Sierra Maestra along the coast, dominated by Pico Turquino (1972 m high).

An inborn Revolutionary

Before Christopher Columbus arrived, this small paradise was originally the privileged land of three Amerindian tribes : Guanahatabey, primitive and nomads, Siboney, breeders and fishermen, and the more civilized Taínos. Initially about 400 000 and little inclined to submit, they were progressively decimated by various conquerors. In 1522, they were no more than one thousand. To compensate the lack of labour in the sugar cane plantations, the Spanish brought in masses of slaves from Western Africa. This first ethnic wave was followed in the 19th century by Chinese immigrants, then by a Jewish community

during the Second World War. This cosmopolitan population bent under the occupants' yoke but did not submit. The revolt was brewing. A first war of independence, from 1868 to 1878, failed. The charismatic porter, José Martí, born in 1853, gave the signal of the 2nd rebellion in 1895, after a long preparation during his exile abroad. He was killed by the enemy in the first battle and became the first martyr of the Cuban Revolution. Following the mysterious explosion of an American vessel in the port of Havana, the United States entered the conflict supporting the Spanish. Until 1902 they occupied the island retroceded to them by the Spanish upon signing the Paris Treaty. In 1933 a coup d'état, led by the military junta, imposed the sergeant Fulgencio Batista as leader of the Cuban government for a few months. He became a General, in 1940 he won the elections that many considered to be rigged, and led the country from 1940 till 1944. On 10th March 1952 he fomented a new coup d'état, proclaimed himself President of the Republic and suspended the Constitution. His mandate was renewed in 1954 following rigged elections. He reinforced his pro-American dictatorship. As from 1953, some hundred guerrillas led by Fidel Castro and his brother Raúl Castro, secretly prepared the Revolution. The first



attack was launched on 26th July 1953. Most of the revolutionaries were imprisoned. This offensive gave birth to "the movement of July 26th". Released in 1955 by Batista under the pressure of the civil population, the Castro brothers took exile in Mexico where they met, among other opponents of the regime, Ernesto "Che" Guevara, a medical student and Marxist revolutionary who joined their cause. They trained in guerrilla warfare and prepared to eliminate the dictator Fulgencio Batista, which they succeeded in doing on 1st January 1959 with the support of Russia. Since that date, Fidel Castro has governed the country, maintaining a pro Soviet regime despite the attempted invasion by the Americans by means of 1500 Cuban mercenaries paid by CIA that were landed in the Bay of Pigs on the Southern coast of Cuba in April 1961. Reprisals of the American giant whose nationals left the island : since 1962, Cuba is under embargo of the United States, which have kept the control of Guantanamo on the eastern point of the island near Santiago of Cuba, the "cradle of the Revolution".

Cien fuegos



Home policy : a communist regime under high surveillance

Accumulating the functions of Head of State, President of the State Council (renewed on 6th March 2003 for 5 years), President of the Council of Ministers and Prime Secretary of the Communist Party, at 82 years of age Fidel Castro remains the keystone of the Regime, a popular democratic Republic supported by two pillars : the Cuban Communist Party and the Revolutionary Armed Forces controlled by his brother Raúl, four years younger. In Cuba there is only the official press and access to Internet is strictly limited. Exercising rights and liberties must "correspond to the objectives of the revolution" and the regime emphasizes the respect of social rights with im-

Cuba : une île en pleine transition

visionnement énergétique apparus depuis les années 90. La dissidence locale, très divisée, recherche les moyens nécessaires à une transition non violente mais toutes ses tentatives se sont jusque-là soldées par des échecs cuisants. Depuis l'aggravation de l'état de santé de Fidel Castro en 2006, c'est son frère Raul qui exerce temporairement le pouvoir à sa place.

Deux systèmes économiques en parallèle

Deux économies coexistent à Cuba : la première concerne le secteur exportateur, les investissements étrangers et le tourisme. Cette économie utilise le " peso convertible " (1 peso convertible = 1,08 USD) et a pour objet principal de capter les devises. A l'inverse, en dehors de ces circuits, la population doit utiliser le peso cubain (1 peso convertible = 24 pesos cubains), dans le cadre d'un système de prix administrés et d'approvisionnement restreint (avec la " libreta", carnet d'alimentation pour les magasins d'Etat). La population doit donc à la fois faire face à des salaires moyens faibles (12 USD / mois, soit en moyenne 3549 USD de PIB par habitant en 2006), à l'insuffisance de la " libreta " et au fait que de nombreux produits (essence notamment) ne sont accessibles qu'en pesos convertibles. Paradoxalement, le taux de chômage reste peu élevé avoisinant les 2%. L'économie, contrôlée par l'état, est fondamentalement agricole, basée essentiellement sur la culture de la canne à sucre qui occupe le tiers de la surface cultivée du pays. Premier exportateur mon-



La Fabrication de Cigares

dial de sucre, Cuba se classe aujourd'hui au 6ème rang parmi les producteurs mondiaux. La chute des prix du sucre (et d'autres matières premières) dans les années 80 et 90 a obligé le gouvernement à diversifier sa production, agrémentée par la culture du riz, de la patate douce et du tabac majoritairement cultivé à l'ouest et au centre-ouest, et dont la récolte (50 000 tonnes par an) sert en grande partie à la fabrication de cigares de réputation mondiale (Monte-Cristo, Guantanamo...) Les autres productions agricoles sont le café, les agrumes, les ananas, les mangues, le maïs et les cultures maraichères. Ce secteur

occupe 23% de la population active et représente 8% des activités économiques du pays. La croissance a atteint 11,8% en 2005, 12,50 % en 2006. La facturation des prestations extérieures de services d'assistance technique (2,3 Mds USD), l'exportation de nickel (2 Mds USD), et les transferts de fonds (1 Mds USD) constituent les autres principales sources de revenus. Mais le principal obstacle au décollage économique reste l'embargo économique imposé par les Etats-Unis en 1961 par le Foreign Assistance Act.

Une expansion commerciale entravée par les Etats-Unis

L'ensemble des sanctions économiques contre Cuba a été codifié en 1996 par le Cuban Liberty and Democratic Solidarity Act, plus connu sous le nom de " loi Helms-Burton ". L'embargo signifie l'interdiction des exportations et des importations, directes ou indirectes, par toute " U.S. person " (incluant les succursales et les filiales étrangères d'entités américaines) de produits, technologies et services à destination ou en provenance de Cuba. La loi Helms-Burton pénalise les compagnies étrangères effectuant du commerce avec Cuba, ce qui a compliqué les relations commerciales. Les limitations imposées au commerce

extérieur et la chute de l'ex Union Soviétique ont intensifié les problèmes de l'économie cubaine dans les dernières années. Les réformes récentes du contrôle de l'état sur l'économie avec la création de zones dédiées à l'exportation ont soulagé en quelque sorte la situation. L'Argentine, le Canada, la Chine et l'Espagne sont les principaux partenaires commerciaux de Cuba. Les relations avec Washington restent déterminantes pour l'avenir économique de Cuba. La réouverture fin 1999 de liaisons aériennes ponctuelles directes avec New York et Los Angeles (il ne s'agit pour le moment que de vols charters), puis la décision en juin 2000 d'autoriser des ventes limitées de nourriture et de médicaments américains à La Havane, semblent augurer d'une levée progressive de l'embargo. Les Etats-Unis sont ainsi devenus, paradoxalement, depuis 2000, le 1er fournisseur de produits agroalimentaires de Cuba, avec plus de 25% de part de marché. Les Etats-Unis se montrent aujourd'hui soucieux de favoriser l'évolution de Cuba vers une démocratie pluraliste. Ils recourent, outre à l'embargo, à un soutien apporté à l'opposition au régime. Le poids du vote de l'exil cubain en Floride est un élément incontournable de la politique américaine à l'égard de l'île, la frange de l'exil émigrée aux Etats-

Les fameux cigares cubain



Cuba : an island in transition

sing slogans all over the island. The government succeeds in maintaining the support of a rather resigned population, despite the increasing disparities, problems of food rationing and energy supply since the 90s, thanks to the nationalist spirit and the permanent threat of an American reprisal. The local dissidence, very divided, seeks the necessary means for a non-violent transition, but until now, all its attempts have ended in bitter failure. Since the declining health of Fidel Castro in 2006, his brother Raul temporarily runs the country.

Two parallel economic systems

Two economies coexist in Cuba: the first one concerns exports, foreign investments and tourism. This economy uses the "convertible peso" (1 convertible peso = 1,08 USD) and its prime objective is to collect currencies. Apart from these circuits, the population has to use the Cuban peso (1 convertible peso = 24 Cuban pesos), within a system of administered prices and restricted supply (with the "libreta", a pad of food tickets for the State shops). Consequently, the population has to face low average wages (12 USD / month, i.e. on average 3549 USD of GDP per capita in 2006), the insufficiency of the "libreta", and the fact that numerous products (particularly petroleum) are only available in convertible pesos. Paradoxically, the unemployment rate remains very low, around 2 %. The economy, controlled by the State, is fundamentally agricultural, based essentially on sugar cane which occupies a third of the country's cultivated surface. Leading world exporter of sugar, Cuba ranks 6th among the world producers today. The decline of the sugar price (and other raw materials) in the 80s and 90s obliged the Government to diversify its production by cultivating rice, sweet potatoes and tobacco, mainly cultivated in the West and central West; the tobacco crops (50 000 tons a year) mainly supply the cigar manufacturers of worldwide renown (Monte Cristo, Guantanamo...) Other agricultural products are coffee, citrus fruits, pineapple, mangoes, corn and market gardening. This sector employs 23 % of the working population and represents 8% of the country's economic activities. The growth rate attained 11,8 % in 2005 and 12,50 % in



Dans les rues de Trinidad

2006. External services and technical assistance (2,3 billion USD), nickel exports (2 billion USD), and capital transfers (1 billion USD) constitute the other main sources of income. But the major obstacle to economic expansion remains the economic embargo imposed by the United States in 1961 by the Foreign Assistance Act ...

Commercial expansion hindered by the United States

All the economic sanctions against Cuba were codified in 1996 by the Cuban Liberty and

Democratic Solidarity Act, better known under the name of "Helms-Burton Law". The embargo implies the ban on exports and imports, direct or indirect, by every "U.S. person" (including branches and foreign subsidiaries of American entities) of products, technologies and services to or from Cuba. The Helms-Burton law penalises foreign companies trading with Cuba, which complicates business relations. The compulsory limitations of foreign trade and the collapse of the ex Soviet Union intensified the problems of the Cuban economy during the last years. The recent reforms of

the State control over the economy, with the creation of areas dedicated to export, partly relieve the situation. Argentina, Canada, China and Spain are Cuba's major commercial partners. The relations with Washington remain determining for the economic future of Cuba. The reopening of direct punctual air connections with New York and Los Angeles (only concerning charter flights for the moment) at the end of 1999, then the decision in June 2000 to authorise limited sales of foodstuffs and American medicines in Havana seem to indicate a progressive removal of the embargo. Paradoxically, since

La Havane - Cuba - Fabrique de cigares de Patargas



Cuba : une île en pleine transition

Unis, notamment en Floride, exerçant un lobbying très important sur la classe politique américaine. Celle-ci s'avère plus désireuse aujourd'hui que le sort de Cuba soit décidé par les Cubains, y compris les dissidents restés sur place. L'administration du Président Bush privilégie cependant une politique de durcissement de l'embargo (restriction depuis juin 2004 des visites et transferts de fonds des familles d'exilés). Les avoirs cubains aux Etats-Unis sont totalement gelés, qu'ils soient publics ou privés, et les transactions financières avec Cuba sont interdites. " Nous ne pouvons plus, explique Marisa, aide-soignante, rendre visite aux membres de notre famille proche que tous les 3 ans, pour une période limitée à 14 jours et sous réserve d'autorisation. Lors de leurs visites, ils ne peuvent pas dépenser plus de 50 USD par jour sur place. Leurs aides financières par transferts de fonds (" remesas ") ne peuvent excéder 300 USD par période de 3 mois, ce qui n'est pas toujours évident en période de grandes difficultés (chômage, maladie)..."

Principal moteur de croissance : le tourisme

L'industrie du tourisme est en plein essor ; elle représente une source vitale pour l'entrée des devises avec 2,3 millions de touristes en majorité français, hol-

landais et italiens en 2005, soit une manne annuelle de 2,4 milliards d'USD (42 % des recettes courantes du pays avec un taux d'augmentation de 13,2% par rapport à 2004). En 2006, la chute a été brutale (-12%), la situation politique fragilisée par l'Etat de santé de Fidel Castro a inquiété les touristes qui ont boudé Cuba par prudence. Conscients de l'importance de cet apport de devises, le gouvernement a énormément investi pour créer une infrastructure hôtelière plus adaptée aux attentes d'une clientèle internationale à travers le pays, jusque-là plutôt concentrée sur la péninsule de Varadero à 2 heures de la Havane. Il tend aussi à favoriser un éco-tourisme (séjours au cœur de villages indigènes reconstitués au sein de réserves écologiques protégées, fermes agricoles transformées en ranchs et centre de loisirs...) et la multiplication des maisons d'hôtes (" casas particulares ") pour créer de nouveaux emplois dans les différentes provinces. Le poids des taxes et l'inégalité encore des traitements entre hébergements agréés par l'Etat et accueil chez l'habitant officieux avec tous les risques que cela suscite pour le touriste et l'hébergeur, ralentit le développement de cette activité. " Le problème est que le gouvernement à juste titre nous impose des critères drastiques (confort, salubrité, qualité des prestations d'hébergement et de restauration, régularité de l'acti-



Dans les rues de Trinidad on rencontre toujours de vieilles grosses américaines

tivité) pour nous accorder cet agrément ", rétorque Julia qui s'est lancée dans cette aventure sur Cienfuegos avec son époux, un ancien cuisinier. " Nous payons de nombreuses taxes annuelles pour poursuivre cette activité qui reste saisonnière (5 mois pleins par an). Nous finançons nous-mêmes les travaux d'habitation pour rester dans les normes et nous nous heurtons pour survivre à deux concurrences importantes qui nous pénalisent : les tours operators qui privilégient les hôtels de luxe et l'hébergement illégal, lequel en cas de problème (vol, intoxication alimentaire, etc.) détériore notre image de marque et nous empêche de développer notre activité. Nous nous regroupons de plus en plus

en réseaux labellisés via Internet pour promouvoir notre image et combler les périodes creuses auprès d'une clientèle étrangère nordique notamment. Nous avons besoin de l'aide gouvernementale pour améliorer notre stéréotype, nous former aux langues et nous adapter aux attentes de ces touristes en quête d'une meilleure connaissance de la culture cubaine et de la vie quotidienne de la population."

L'industrie et les services en plein essor

L'industrie représente 24,3 % de l'activité économique du pays et repose essentiellement sur l'extraction minière : nickel, cuivre, manganèse, chrome et zinc. Cuba se positionne comme le 5ème producteur mondial de nickel. Néanmoins, en raison de la vétusté de ses installations industrielles, Cuba a rencontré des difficultés à répondre à la croissance de la demande et s'est engagé, avec l'aide d'entreprises chinoises, canadiennes et allemandes, dans de lourds investissements. La production a pu ainsi être doublée en 2008. L'industrie, en partie consacrée au traitement des produits agricoles, fournit également du ciment, des fertilisants, du textile, des immeubles préfabriqués, des machines agricoles et des produits de consommation domestique. Le taux d'accroissement de la production industrielle est de 3,5% par an depuis 2005. Le secteur des biotechnologies et l'industrie pharmaceutique cubains sont en très forte progression et l'on compte de très belles réussites industrielles dans ce domaine. Citons par

Le Palais Cien fuegos



Cuba : an island in transition

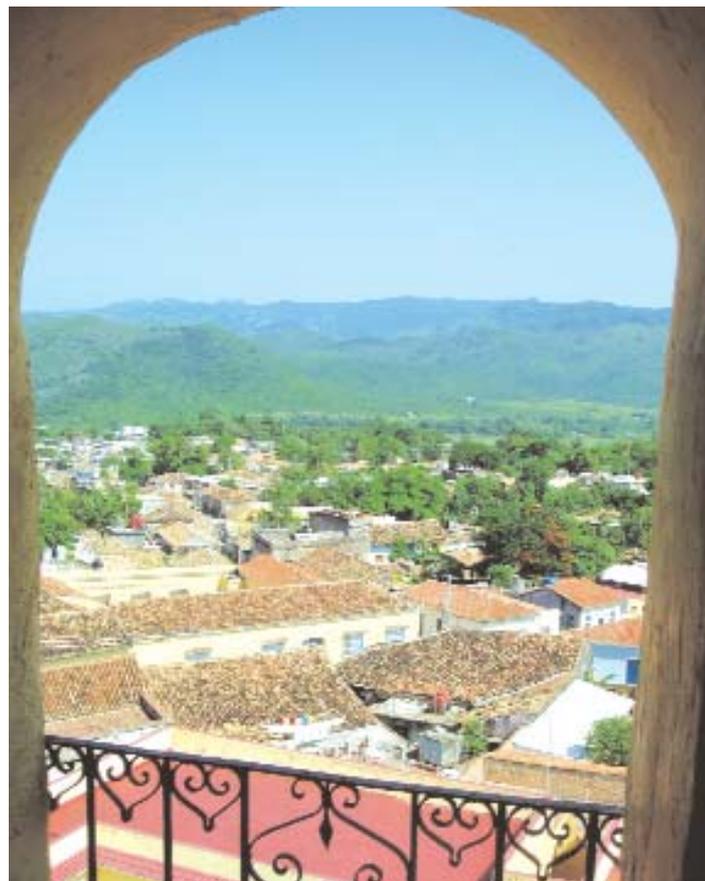
2000 the United States have become the first supplier of food and farm products in Cuba, with more than 25 % of market share. Today the United States are anxious to enhance the evolution of Cuba towards a pluralistic democracy. Besides the embargo, they support the opposition to the regime. The weight of the votes of Cuban exiles in Florida is an inescapable element of the American policy towards the island, since the exiles that have emigrated to the United States, particularly in Florida, impose a very important lobbying on the American political class. They now wish for the fate of Cuba to be decided by the Cubans, including the dissidents that have remained on the spot. Nevertheless, President Bush's administration privileges a policy of reinforcing the embargo (restriction of the visits and monetary transfers of exiles' families since June 2004). The Cuban assets in the United States are totally frozen, whether they be public or private, and the financial transactions with Cuba are forbidden.

Marisa, a medical assistant explains: "We can only visit the members of our close family every 3 years, for a limited period of 14 days and subject to license. During their visits, they cannot spend more than 50 USD a day on the spot. Their financial assis-

tance by monetary transfers ("remesas") cannot exceed 300 USD for 3 months, which is not evident in a period of great difficulties (unemployment, disease) ... "

Development mainly spurred by tourism

The tourist industry is rapidly expanding. It represents a vital source of currencies, with 2,3 million tourists, mainly French, Dutch and Italian in 2005, representing an annual sum of 2,4 billion USD (42 % of the country's current income with a 13,2 % rate of increase compared to 2004). This heavily dropped in 2006 (-12 %), because the uncertain political situation due to Fidel Castro's state of health worried the tourists who consequently avoided Cuba. Aware of the importance of this contribution of currencies, the government massively invested to create a hotel infrastructure better adapted to the requirements of an international clientele throughout the country, whereas it was previously concentrated on the peninsula of Varadero, 2 hours from Havana. It also decided to encourage eco-tourism (accommodation in native villages reconstituted within protected ecological reserves, farms transformed into ranches and leisure centres...) and increase the num-



Une vue générale de Trinidad

ber of host houses ("casas particulares ") to create new employment in the various provinces. The weight of the taxes and the disparity between State approved residences and accommo-

dation in unofficial private houses with all the risks that it represents for the tourist and the host, hinder the development of this activity. "The problem is that the Government rightly imposes drastic criteria upon us (comfort, salubrity, quality of the accommodation and catering services, regularity of the activity...) to allow us to do this business" retorts Julia, who launched into this adventure at Cienfuegos with her husband, a former cook. "We pay numerous annual taxes to pursue this activity, which remains seasonal (5 full months a year). We finance the works on the house ourselves, to stay in conformity with the standards, and in order to survive, we fight against two heavily penalising forms of competition: the tour operators who privilege luxury hotels, and illegal accommodation, which in the case of problems (theft, food intoxication, etc.) deteriorate our quality image and prevent us from developing our activity. We tend more and more to group together in networks under a brand name via Internet to promote our image and fill the slack periods with a foreign clientele, notably Scandinavian. We need governmental help to improve our stereotype, learn foreign languages, and adapt ourselves to the

La Havane - Extraction de pétrole près de Matanzas



Cuba : une île en pleine transition

exemple les coentreprises créées au Brésil ou encore en Inde, qui permettent à Cuba d'exporter des traitements anti-cancéreux : l'Institut Finlay, Heber Biotec, Biocen, Servimed, le CNIC, etc. Les secteurs pharmaceutique et biotechnologique (recherche et production de médicaments et de vaccins) contribuent également à la croissance, favorisée par des accords de coopération comme l'ALBA avec le Venezuela, sorte d'organisation d'échanges dont le but principal annoncé est de développer le niveau d'éducation, de santé publique et le commerce équitable. Cuba, qui possède le plus grand nombre de médecins au monde par habitant, envoie des dizaines de milliers d'entre eux vers d'autres pays, ceci en tant qu'aide, mais aussi dans le but d'obtenir des conditions commerciales les plus favorables possibles. Près de 30 000 médecins et infirmiers cubains exercent et forment ainsi à travers différents pays du monde (Bolivie, Guatemala, Pakistan, Mexique, Venezuela). Les services enfin (67% de l'activité économique) enregistrent une envolée spectaculaire, notamment l'exportation des services médicaux et sportifs (soit + 700 M\$ en 2007) ainsi qu'en interne, la montée en puissance des télécommunications (installation de nouveaux réseaux téléphoniques et numérisation croissante à travers tout le pays).

Vers un boom du secteur énergétique ?

L'énergie fossile (pétrole principalement), représente 89,52% de la production énergétique de Cuba, l'hydro-électricité, 0,65%, le nucléaire est inexistant pour une consommation annuelle de 13,27 Twh. Cuba n'a produit en 2006 que 57000 barils/jour d'un pétrole brut on-shore de mauvaise qualité. Le brut est extrait essentiellement dans la province de Matanzas et en offshore dans le bassin du Golfe du Mexique. En juillet 2004, Repsol YPF annonçait qu'un puits exploratoire dans le golfe avait trouvé du pétrole de haute qualité dans une région où les analystes supposent des réserves de l'ordre de 1 milliard 600 millions de barils. La hausse croissante du coût du baril pourrait bien accélérer la recherche de puits offshore. Les besoins pour la consommation intérieure pouvant être évalués à environ 150 000 b/j, les importations



Statue de Che Guevara à Santa Clara

auraient été de l'ordre de 105 000 b/j en 2006. Elles sont largement couvertes par l'accord énergétique avec le Venezuela, signé le 30 octobre 2000 et complété le 14 décembre 2004. Cuba dispose donc désormais, pour les approvisionnements en hydrocarbures, d'une soupape de sécurité, le Venezuela étant devenu son principal fournisseur de pétrole à des conditions financières très intéressantes. Le revers de la médaille est que la dépendance du pays dans le secteur énergétique reste fort, malgré ses efforts de diversification (Cuba consacre près du quart de ses importations à l'énergie). Malgré la manne vénézuélienne, les prévisions de croissance ont été revues à la baisse en 2007 (8% contre 10% prévisionnels) et Cuba fait face à des tensions de trésorerie. A ce jour, on observe les prémices d'une crise des liquidités, bien que la situation financière soit stabilisée : endettement extérieur limité, compris entre 14 et 34% du PIB et inflation endiguée (5 % en moyenne). En parallèle, depuis 2006, le gouvernement met en place une politique énergétique environnementale. Toutes les lampes à incandescence du pays ont ainsi été remplacées par des lampes fluorescentes compactes et les vieilles centrales de production d'électricité sont en passe d'être toutes remplacées.

Commerce extérieur : L'Europe, un soutien de poids

L'Union Européenne est le principal partenaire de Cuba (60% du commerce extérieur). En 2004, notamment en raison de l'appréciation de l'euro, ses exportations vers Cuba ont toutefois été en baisse pour la troisième année consécutive (-11,3%, pour 972 M€) ; parallèlement ses importations ont augmenté de 54,4 % (687 M€, entraînant une baisse du solde commercial de 47 % (285 M€). Cuba s'approvisionne en Union Européenne essentiellement avec l'Espagne (32 %) et l'Italie (31%) et exporte principalement vers les Pays-Bas (64 %, essentiellement du nickel) et l'Espagne (18 %, en majorité du tabac). Elle reste le plus fervent défenseur de Cuba et vote chaque année lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, en faveur de la résolution condamnant l'embargo. En revanche, elle s'insurge contre le sort réservé aux dissidents politiques présenté annuellement devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

La France : partenaire commercial en demi-teinte

Si Cuba reste une destination touristique de choix pour la

France, le montant de ses importations françaises - 39,7 millions d'euros en 2006 (produits agro-alimentaires et pêche) contre 95,9 millions d'euros à l'export (produits agricoles, alimentaires et industriels) - en font un investisseur frileux encore au regard du gouvernement cubain. La France occupe la 4ème place (avec 356 M€ en stock, mais seulement 0,8 M € en flux), loin derrière l'Espagne (25 %), le Canada (20 %) et l'Italie (19 %). Si une soixantaine d'entreprises françaises sont actives à Cuba, seules 18 d'entre elles se sont établies sous forme de sociétés mixtes ou de succursales. Les investissements proviennent principalement de grands groupes et se concentrent dans de secteurs comme le tourisme, le BTP, les télécommunications, l'énergie, l'agroalimentaire et la banque. La frilosité des investisseurs est cependant justifiée par les règles restrictives maintenues par l'Etat, qui considèrent les implantations étrangères comme un mal nécessaire à limiter sous peine de dépendance. En 2006, Cuba se classait au 108ème rang des pays clients de la France dans le monde et s'est établi comme son 117ème fournisseur.

L'après Castro : la démocratie libérale saura-t-elle s'imposer ?

Rien n'est moins sûr ! Partagé entre une centralisation du pouvoir détenu par une élite dirigeante et la volonté de partenaires extérieurs enclins à favoriser une plus grande ouverture sur l'international, le régime cubain a démontré sa volonté de préserver son indépendance coûte que coûte... Un cas d'exception dans l'histoire géopolitique de la planète. C'est oublier la solidarité d'un peuple, révolutionnaire dans l'âme à l'instar du Che, leur idole, prêt à reprendre les armes pour ne plus retomber sous le joug des superpuissances mondiales et n'hésitant pas à les défier au mépris de leurs vies durant plusieurs décennies. L'avenir dira si en fonction de la croissance économique du pays, l'île de Cuba s'orientera ou pas d'elle-même vers un régime socialiste plus souple et une économie de marché moins insulaire ou bien si elle optera en cas de crise économique et d'ingérence étrangère pour un régime plus fermé encore s'inspirant du modèle chinois !

Cuba : an island in transition

requirements of these tourists in search of a better knowledge of the Cuban culture and the everyday life of the population. "

Industry and services are rapidly expanding

Industry represents 24,3 % of the country's economic activity and relies essentially on mining extraction: nickel, copper, manganese, chromium and zinc. Cuba is the 5th nickel producer in the world. Nevertheless, because of the outdatedness of its industrial installations, Cuba encountered difficulties in answering the increasing demand, and with the assistance of Chinese, Canadian and German companies, it made heavy investments. This enabled the country to double its production in 2008. Industry, partially dedicated to the treatment of farm products, also supplies cement, fertilizers, textiles, prefabricated buildings, agricultural machines and domestic consumer goods. The increase rate of the industrial production is 3,5% a year since 2005. The Cuban pharmaceutical industry and biotechnologies are in strong progress, showing several examples of industrial success in this field. There are several joint ventures created in Brazil or in India, which enable Cuba to export anti-cancer treatments: the Finlay Institute, Heber Biotec, Biocen, Servimed, CNIC, etc. The pharmaceutical and biotechnological sectors (research and production of medicines and vaccines) also contribute to the growth, favoured by agreements of cooperation such as ALBA with Venezuela, a sort of exchange organization whose main purpose is to enhance the level of education, public health and fair trade. Cuba, which has the largest number of doctors per capita in the world, sends thousands of them to other countries, firstly to give assistance, but also with the aim of obtaining the best possible commercial conditions. About 30 000 doctors and Cuban male nurses practice and train others throughout various countries of the world (Bolivia, Guatemala, Pakistan, Mexico, and Venezuela). Services, which represent 67 % of the economic activity, show a spectacular development, particularly the export of sport and medical services (+ \$700 M in 2007), but also on the home market, together with the boom of telecommunications (installation of new telephone networks and

increasing digitalization throughout the country).

Towards a boom of the energy sector?

Fossil energy (mainly petroleum) represents 89,52 % of Cuba's energy production, hydro-electricity 0,65 %, nuclear power is virtually inexistent with an annual consumption of 13,27 Twh. In 2006 Cuba only produced 57 000 barrels per day of a poor quality on-shore crude oil. The crude oil is essentially extracted in the province of Matanzas and offshore in the Gulf of Mexico. In July 2004, Repsol YPF announced that an exploration well in the Gulf had found high quality oil in a region where the analysts suppose that the reserves represent about 1 billion 600 million barrels. The increasing cost of the barrel could indeed also accelerate offshore research. Considering that the requirements for domestic consumption are estimated at approximately 150 000 b/j, the imports were of about 105 000 b/j in 2006. They are widely covered by the energy agreement with Venezuela, signed on 30th October 2000 and completed on 14th December 2004. Consequently, Cuba now has a safety valve for hydrocarbon supplies, since Venezuela has become its main oil supplier with very interesting financial conditions. The counterpart is that the country remains strongly dependent in the energy sector, despite its efforts of diversification (Cuba dedicates nearly a quarter of its imports to energy). Despite the Venezuelan contribution, the growth forecasts were negative for 2007 (8 % against the anticipated 10 %) and Cuba

is faced with financial tensions. Today, we observe the beginnings of a crisis of liquid assets, although the financial situation is stabilized : limited foreign trade debts, between 14 and 34 % of the GDP and curbed inflation (5 % on average). At the same time, since 2006 the Government is setting up an environmental energy policy. All the country's light bulbs have been replaced by compact fluorescent lamps and the old power plants for producing electricity are all being progressively replaced.

Foreign trade : Europe is a substantial support

The European Union is Cuba's main partner (60 % of foreign trade). In 2004, due to the appreciation of the euro, its exports towards Cuba were in decline for the third consecutive year (-11,3%, for 972 M€) ; at the same time its imports increased by 54,4 % (687 M€), entailing a decline of the commercial balance of 47 % (285 M€). Cuba imports from the European Union, essentially from Spain (32%) and Italy (31 %), and exports mainly towards the Netherlands (64 %, essentially nickel) and Spain (18 %, mainly tobacco). The EU remains the most fervent defender of Cuba, and every year during the United Nations' General assembly, it votes in favour of the resolution condemning the embargo. On the other hand, it protests against the fate reserved for the political dissidents presented annually to the Human Rights Committee of the United Nations.

France : a timid

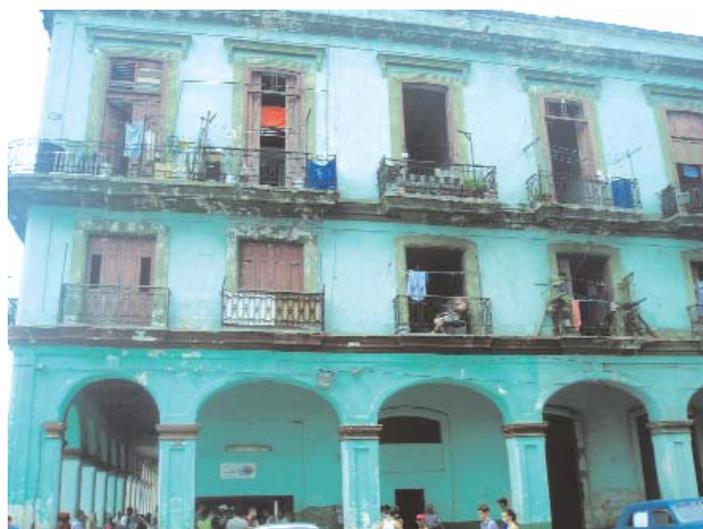
commercial partner

If Cuba remains a choice tourist destination for France, the amount of its French imports - 39,7 million euros in 2006 (farm produce and fishing) against 95,9 million euros in exports (farm produce, food and industrial products) - make the Cuban government a timid investor. France ranks 4th (with 356 M € in stock, but only 0,8 M € in flux), far behind Spain (25 %), Canada (20%) and Italy (19 %). Although about sixty French companies are active in Cuba, only 18 of them are established in the form of mixed companies or branches. The investments mainly result from big groups and concentrate in sectors such as tourism, construction and public works, telecommunications, energy, the agro-food industry and banks. The wariness of the investors is nevertheless justified by the restrictive rules maintained by the State, which consider foreign establishments as a necessary inconvenience to be limited at the risk of dependence. In 2006, Cuba ranked 108th among France's customer countries throughout the world and stood as its 117th supplier.

After Castro : will liberal democracy impose itself ?

Nothing is less sure ! Divided between a centralized power in the hands of a ruling elite and the will of outside partners inclined to favour a wider opening towards international markets, the Cuban regime has clearly shown its determination to protect its independence at all costs. It is an exception in the geopolitical history of the planet. But it forgets the solidarity of a nation, profoundly revolutionary following the example of the Che, their idol, ready to fight to ensure that they will never again succumb to the domination of the world super-powers, and not hesitating to challenge them in defiance of their lives during several decades. The future will show, according to the economic growth of the country, whether the island of Cuba will turn towards a more flexible socialist regime and a less insular market economy, or, in case of an economic crisis and foreign intervention, if it will opt for an even more closed regime inspired by the Chinese model!

La Havane - Cuba - la VieilleVille



Dacia Sandero : sur les traces de la Logan...

Depuis son arrivée sur le marché " occidental " en 2005, la marque roumaine Dacia ne cesse de se développer sous l'impulsion du Groupe Renault.

Pour preuve, la première Dacia exportée, la Logan, s'est vendue à 1 million d'exemplaires depuis le début de sa commercialisation, et ce dans 59 pays : 367 000 ventes en 2007, un volume multiplié par trois en Allemagne entre 2006 et 2007, et 1,2% de parts de marché en France l'année dernière. Après le succès inattendu de la Logan, le groupe Renault s'apprête-t-il à nous rejouer le même tour avec la nouvelle Sandero ? Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'à première vue cette compacte du segment " B " (celui de la Clio) est plus civilisée. Elle dispose notamment de l'ABS en série et procure " une impression de montée en gamme, plus moderne, plus dynamique ", selon un responsable du groupe automobile français.

Lancée avec seulement deux motorisations essence (1.4 MPI 75 chevaux et 1.6 MPI 90 cv) la Sandero de base, plus petite et il est vrai un peu mieux finie que sa grande sœur, coûte 200€ de plus, soit une entrée de gamme à 7 800 €, on ne va pas s'en plaindre. Regrettons un malus important dû à des moteurs qui ne sont pas de la dernière génération de Renault et qui ont en conséquence des émissions de CO2 plus importantes. En version 1.4 MPI 75 cv le malus est de 200 € pour 165g d'émissions polluantes et en version 1.6 MPI



90 cv il s'élève à 750€ pour 170 g, soit plus de 7,5% du prix de la voiture vendue 9 800€. Malgré tout, ce handicap ne pénalise pas trop la " Sandero " qui reste quand même très compétitive du point de vue qualité / prix.

Un essai routier concluant

La Sandero se sort avec les honneurs de cet examen. Reprenant le châssis de la Logan, elle fait preuve d'un comportement rou-

tier suffisant, avec en prime, un confort des plus acceptables sur les petites routes sinueuses de l'arrière-pays varois près de Brignoles où nous l'avons essayée. On ne ressent pas de roulis dans les courbes et en la poussant dans ses derniers retranchements on arrive même à s'amuser, même si elle n'est pas faite pour ça.

Testée avec le petit moteur de 1.4 l, la vitesse maxi est annoncée à 161 km/h, ce qui se révèle suffisant en ces temps de répression routière. La finition

" Ambition " est complétée de quelques options, dont la climatisation manuelle, les jantes de 15" et le poste-radio, mettant cette Dacia à 11 000€, là où une Clio débute à 12 500€, ce qui reste très raisonnable. En ce qui concerne le volume du coffre, la Sandero dispose de 320 dm³ et de 1200 dm³ avec la banquette repliée, c'est l'équivalent d'une Renault Mégane (segment C) qui propose 330dm³ et 1190 dm³.

La consommation, quant à elle, reste raisonnable, aux alentours de 8 litres/100 km en cycle mixte, ce qui autorise une autonomie d'environ 400km.

Conclusion

Cette nouvelle Dacia est donc avant tout une voiture " simple " comme il n'en existe quasiment plus sur nos marchés. C'est un véritable " outil de déplacement " et non un concentré de technologie dont on s'accommode parfaitement, mais dont on n'a pas toujours l'utilité... Dans un contexte où les constructeurs vont vers des voitures moins polluantes, sans cesse plus imposantes, mieux équipées mais aussi plus chères, la petite Dacia Sandero et sa palette d'atouts qui la rendent unique (rapport prix/habitabilité/équipement) va sûrement s'imposer sur nos marchés, comme son aînée ... et c'est tant mieux !



Dacia Sandero : on the tracks of the Logan ...

Since its arrival on the "western" market in 2005, the Rumanian trademark "Dacia" is constantly developing at impetus of the Renault Group.

For proof, the first exported Dacia, the Logan, was sold at 1 million copies since the beginning of its marketing, and in 59 countries : 367 000 sales in 2007, a volume multiplied by three in Germany between 2006 and 2007, and 1,2 % of market shares in France last year. After the unexpected success of the Logan, is the Renault group ready to repeat the performance with the new Sandero ? What is sure at least, is that at first sight this compact vehicle of the "B" category (that of the Clio) is more civilised. All versions are equipped with ABS, and according to an executive of the French motor group, it gives " the impression of a higher range, more modern and more dynamic... "

Launched on the market with two petrol-engine versions (1.4 MPI 75 hp and 1.6 MPI 90 hp) the basic version of the Sandero, smaller and better finished than

its big sister, costs 200€ more: the first price of the range is 7 800€, we shan't complain ! We only regret an important surcharge due to engines that are not of Renault's latest generation, and consequently produce higher CO2 emissions. For the 1.4 MPI 75 hp version the surcharge is 200€ for 165g of polluting emissions, and for the 1.6 MPI 90 hp version it amounts to 750€ for 170 g, that is more than 7,5 % of the sales price at 9 800€. Nevertheless, this handicap does not penalise "Sandero" too much, and it nevertheless remains very competitive from a quality / price point of view.

Decisive road tests

The Sandero succeeds this test with honours. With the chassis of the Logan, it reacts well on the road and even offers good comfort on the small sinuous roads of the Var hinterland near Brignoles where we did our trial runs. It is very stable in curves, and pushing it to the maximum

of its possibilities we even enjoyed ourselves, even if it is not designed for that purpose.

Tested with the small 1.4 litre engine, the maximum speed is given for 161 km/h, which is quite sufficient in these times of repression. The "Ambition" version is completed by several options, including manual air conditioning, 15 " wheel hubs and a car radio, putting this Dacia at 11 000€, whereas the Clio begins at 12 500€, which remains very reasonable. As regards the boot volume, the Sandero offers 320 dm³ and 1200 dm³ with the rear seats folded up; it is the equivalent of the Renault Mégane (C-category) that proposes 330dm³ and 1190 dm³.

The consumption remains reasonable, about 8 litres per 100 km in mixed driving conditions, offering an autonomy of about 400km.

Conclusion

This new Dacia is above all a "simple" car, such as no longer



Arnaud Adréani

exists on our markets. It is a real " travel utensil " and not a concentrated pack of technology to which we can adapt ourselves perfectly, but have no utility for such sophistication... In a context where the constructors are moving towards less polluting cars, more and more impressive, better equipped but also more expensive, the Dacia Sandero with all its advantages, which make it unique regarding its price / habitability / equipment ratio, will certainly impose itself on our markets, just like its elder sister... and that's good !



Gérard Neveu prend le volant du Circuit Paul Ricard HTTT



Depuis sept années déjà au Castellet, il était aux commandes des pistes du Circuit Paul Ricard High Tech Test Track. Il a depuis le 1er septembre 2008, outre la gestion de l'activité des pistes, le développement et le management de l'ensemble des activités du Circuit. Mais pour celui qui fut consultant en communication, directeur événementiel, manager et spécialiste en événements sportifs, la tâche est à la mesure de ses capacités et de l'efficacité dont il a fait preuve tout au long des sept années passées sur le circuit. A 43 ans Gérard Neveu entame un challenge motivant à la tête du plus moderne et d'un des plus célèbres des circuits d'essais, ce qui n'est pas pour lui déplaire.

Gérard Neveu takes over the steering wheel of the Paul Ricard Circuit

He has been piloting the tracks of the Paul Ricard High Tech Test Track for seven years already, and now, since 1st September 2008, in addition to the management of the track activities, he is in charge of the development and management of all the activities of the circuit. But he who was consultant in communication, director of events, manager and

specialist in sports events, largely has the capacities to fulfil this task, having proven his efficiency throughout seven years on the circuit. At the age of 43, Gérard Neveu takes on a motivating challenge at the head of the most modern and of one of the most famous test tracks, which will certainly please him.



Philippe Gurdjian est parti sous d'autres cieux

L'âme du complexe du Castellet, architecte de l'ensemble de l'aménagement de l'Hôtel de prestige, du Circuit HTT et de l'aéroport du Castellet, qui attise la curiosité et l'admiration de tous ceux qui viennent sur les lieux, a décidé de rejoindre l'Arabie Saoudite où il va s'attaquer à un autre challenge. Perfectionniste d'entre les perfectionnistes, cet artiste passionné, bâtisseur et visionnaire, a certainement réagi au besoin de créativité qu'il porte en lui et qui le pousse à chercher des challenges sans lesquels il ne saurait exprimer son talent. Quel que soit le défi fixé, il saura y faire face avec beaucoup de détermination, comme il l'a fait en créant le premier et le plus moderne circuit "High Tech Test Track" d'Europe, accolé à un aéroport dont l'efficacité et la modernité a permis au trafic aérien de reprendre sur le plateau du Castellet. Sans oublier le magnifique "Hôtel du Castellet" Quatre Étoiles Luxe, dont le style et la décoration laissent entrevoir le charme d'un séjour fastueux dès que l'on franchit le seuil et que l'on découvre devant soi des jardins aux perspectives indéfinissables vous portant vers l'absolu plénitude. Il ne nous reste plus qu'à souhaiter à Philippe Gurdjian d'aller vers une destinée jalonnée d'autres grands succès et de le remercier, et c'est la moindre des choses, pour le joyau qu'il nous laisse, tout en espérant qu'il n'oubliera pas trop vite ce petit coin de Provence pour lequel il a fait beaucoup.



Philippe Gurdjian has gone to other heavens

The soul of the Castellet complex, architect of the whole organization of the prestigious hotel, the HTTT circuit and the Castellet airport, which arouse the curiosity and admiration of all those who come to the place, has decided to go to Saudi Arabia to take on another challenge. Perfectionist of all perfectionists, this passionate artist, builder and dreamer certainly reacted to the need of creativity that stimulates him and spurs him to seek challenges, without which he could not express his talent. Whatever the challenge may be, he will certainly face it with great determination, as he did by creating the first and most modern "High Tech Test Track" in Europe, alongside an airport whose efficiency and modernity enabled air traffic to start again on the Castellet plateau. Without forgetting the magnificent "Castellet Hotel", four star Luxury Resort, whose style and decor let us imagine the charm of a luxurious stay as soon as we cross the threshold and discover the infinite perspectives of the gardens, transporting us to absolute plenitude. It only remains for us to wish Philippe Gurdjian a destiny marked by other great successes and to thank him, it's the least we could do, for the jewel that he has left us, whilst hoping that he will not forget too quickly this small part of Provence for which he has done so much.

L'idéal pour s'implanter à l'étranger
serait d'y être déjà implanté
pour connaître les erreurs
à ne pas commettre quand
on veut s'y implanter.



Aidexport CIC

On vous accompagne dans la recherche de partenaires et de financements à l'étranger. Si vous souhaitez conquérir de nouveaux marchés ou vous implanter à l'étranger, les banques CIC sont les partenaires idéales pour faire de ce projet une réussite. Concrètement, nous disposons d'un réseau de représentants sur le terrain et d'experts internationaux qui connaissent l'environnement économique, industriel, social et culturel des différents pays et peuvent analyser, pour vous, sur place, la réalité d'un marché ou l'état de la concurrence. Ils vous aideront à réaliser une étude de marché fiable et à trouver les bons partenaires. Nous vous accompagnons ensuite pour le financement et l'assistance à l'implantation. Notre intérêt commun est de favoriser votre développement à l'international.

 N° Indigo 0 820 01 13 13

0.12 € TTC / MN



Parce que le monde bouge.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL BUREAU DE MARSEILLE

Le bureau de Marseille de l'ONUUDI a pour mission de mobiliser et de faciliter les partenariats entre les entreprises françaises et celles des pays en développement. Il fait partie du réseau ONUUDI des Bureaux de Promotion des Investissements et de la Technologie qui inclut une vingtaine de bureaux spécialisés situés dans les pays développés ou en transition. Son réseau compte en outre des bureaux ONUUDI dans 42 pays en développement.

Nous mettons à votre disposition des projets et d'opportunités d'affaires émanant de sociétés des pays en développement dans différents secteurs de l'industrie. Les propositions sont diverses : partenariat commercial ou marketing, transfert de technologie ou de savoir-faire, financement, etc.

Contactez l'ONUUDI Marseille : + 33 (0)4 91 52 56 19 ou itpo.marseille@unido.org - Fax : + 33 (0) 4 91 57 17 28

Siteweb : www.unido.org/france/itpo/marseille



FORUM DE RENCONTRES SALON MAROC SOURCING

Faisant partie du top 5 des principaux fournisseurs du marché européen, l'industrie de l'habillement marocaine voit, après une progression de 17% de son chiffre d'affaires à l'export en 2006, sa croissance en 2007 et 2008 s'inscrire dans les mêmes proportions.

Cette évolution s'explique par les performances des acteurs marocains et leur capacité à s'inscrire dans le business modèle du "Fast Fashion" en termes de compétitivité, de flexibilité et de réactivité et de répondre aux attentes des enseignes et marques leaders de la distribution européenne aussi bien en produits finis et co-traitance, qu'en savoir faire de sous-traitance.

L'UPI ONUUDI Maroc et l'AMITH (Association Marocaine des Industries du Textile et de l'Habillement) ont le plaisir de vous inviter au Forum International des Rencontres B2B qui vous permettra de nourrir, d'entretenir ou de développer vos relations d'affaires commerciales et industrielles avec des entreprises marocaines fiables, flexibles et performantes.

Organisé les jeudi 16 et vendredi 17 octobre 2008 en marge de Maroc Sourcing, Salon International des intrants, matières, composants et services pour les produits finis textiles au Centre des Expositions et de Conférences de Casablanca, le Forum International des Rencontres B2B favorisera sans aucun doute, en rassemblant tous les acteurs sur place, une meilleure connaissance du potentiel d'exportation marocaine d'habillement et la prise de décisions et de commandes.

Au cours du Forum chaque participant disposera d'un agenda de rencontres individuelles qui répondront de manière intime à ses attentes et aux profils recherchés.

En cas d'intérêt, veuillez remplir le formulaire de participation au Forum International des Rencontres B2B.

Pour de plus amples informations, prière contacter le 1er octobre 2008, au plus tard :

ONUUDI Marseille :

+ 33 (0)4 91 52 56 19 ou itpo.marseille@unido.org

Fax : + 33 (0) 4 91 57 17 28

SALON DE LA SOUS TRAITANCE INDUSTRIELLE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**ABIDJAN,
14 au 18 OCTOBRE 2008**



200 entreprises africaines (donneurs d'ordre en majorité et sous-traitants) sont attendues à la prochaine édition des Rencontres Internationales de Sous-traitance et Partenariat de l'Afrique de l'Ouest, qui aura lieu au Palais de la Culture d'Abidjan, du 14 au 18 octobre 2008.

Sont concernés les secteurs de services et équipements industriels, métallurgie, agroalimentaire, BTP, textile et plasturgie.

Les inscriptions déjà enregistrées par la Bourse de Sous-traitance et du Partenariat de Côte d'Ivoire font part d'une demande croissante de la part des industriels africains pour des équipements et de la formation de main d'œuvre, autant d'opportunités pour les entreprises françaises. Des opportunités d'investissement sont aussi identifiées.

Information et inscriptions sur le site www.step2008.com



STONEX 2008

4^{ème} Salon International de la Pierre et des Technologies de la Pierre

Du 27 au 30 Novembre au Caire (Egypte)

Le bureau de promotion des investissements de l'ONUUDI au Caire est partenaire officiel du 4^{ème} Salon International de la Pierre et des Technologies de la Pierre : toute entreprise étrangère souhaitant y participer avec l'appui de l'ONUUDI bénéficiera de :

- Présentation de son entreprise au sein du stand ONUUDI sans frais
- Rencontres bilatérales individuelles programmées à l'avance avec assistance et services de traduction gratuits ;
- Tarifs préférentiels pour la location de stands individuels ;
- Une page en arabe et une en anglais au sein du catalogue du salon
- Une visite à Shaq El Thouban ;
- Un voyage convivial en bateau par le Nil avec les partenaires potentiels rencontrés durant le salon.

Lors de la dernière édition de Stonex, 165 entreprises de 27 pays différents ont participé.

Les produits qui seront exposés couvrent toutes les filières du secteur (voire liste sur le site www.stonexcairo.com).



UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANISATION OFFICE IN MARSEILLE

UNIDO Marseille office's mission is to mobilize and facilitate partnerships between French companies, with a special focus on the southern regions, and those from developing countries. This office is part of UNIDO investment and technology promotion network which includes thirty specialized offices located in developed countries. UNIDO network also includes offices in 42 developing countries.

We may provide you projects and business opportunities from developing countries companies in several industrial sectors. We have various kinds of propositions: commercial or marketing partnerships, technology or know-how transfer, financing, etc.

Contact UNIDO Marseille : + 33 (0)4 91 52 56 19 or itpo.marseille@unido.org

Fax : +33 (0) 4 91 57 17 28

Website : www.unido.org/france



B2B GARMENTS FORUM

In the last years the textile sector in Morocco has recorded a sharp increase in export turnover reaching 17% in 2006. 2007 and 2008 are following the same upward trend, thus, reinforcing Morocco's position as the fifth supplier to the European market.

This growth reflects the continued progress achieved by Moroccan operators thanks to their adaptability to adopt the "Fast Fashion" business model in terms of competitiveness, flexibility as well as reactivity.

The IPU Morocco has started a promotional activity aimed at bringing foreign companies to attend the "B2B Garments Forum" which represents a good opportunity to establish, maintain and develop business partnerships with reliable, flexible and performing Moroccan companies.

The B2B Garments Forum is scheduled from Tuesday 16th to Friday 17th October, 2008, at the same time as "Maroc Sourcing" the international exhibition of materials, trimming, accessories and textiles services to be held at the Casablanca Conferences Center .

The B2B Garments Forum is the place to learn about Moroccan know-how, commitment to quality and excellence of service.

**For more information,
please contact (deadline 1st October 2008):**

UNIDO Marseille :
+ 33 (0)4 91 52 56 19
or itpo.marseille@unido.org
Fax : +33 (0) 4 91 57 17 28

INTERNATIONAL SUBCONTRACTING MEETINGS OF WEST AFRICA

**ABIDJAN,
OCTOBER 14th - 18 th 2008**



200 African companies (especially order givers but also subcontractors) are expected to take part of the next edition of the International subcontracting meetings and partnership of West Africa (STEP 2008), which will take place at the Palais de la Culture, Abidjan, from 14th to 18th October 2008.

Sectors concerned : industrial services, equipment and industrial suppliers, Metal work (smelting, forge, mechanic, sheet metal work, cauldron, surface care and Thermal), Rubber and composites, Electricity and Electronics, Construction and public Works, Clothing industry.

Inscription already registered by the Industrial Subcontracting and Partnership Exchange (BNSTP) from Côte d'Ivoire show that African industries look more and more for equipments and labour training, offering several opportunities for French and European companies. Business opportunities have also been identified.

Information and registration www.step2008.com



4th International Stone & Stone Technologies Fair
27-30 November 2008, Cairo EGYPT

The UNIDO IPU Egypt is an Official Supporter of the 4th International Stone & Stone Technologies Fair, to be held between November the 27th and the 30th 2008 in Cairo. All the foreign companies attended the initiative will benefit by the following incentives:

- " Free UNIDO stand to exhibit sample products at disposal to all the foreign companies brought by UNIDO (25 sqm);
- " Ad hoc bilateral meetings organized by UNIDO IPU Egypt;
- " Free assistance and translation (if needed) during the bilateral meetings;
- " Free pick-up airport-hotel-airport
- " Special rates for UNIDO companies willing to book their own private and personalized stand in the fair:

Products to be exhibited: please consult: www.stonexcairo.com

For further information and for registration please contact:

UNIDO Marseille :
+ 33 (0)4 91 52 56 19 or itpo.marseille@unido.org
Fax : +33 (0) 4 91 57 17 28



BNP PARIBAS
présente



PORTES OUVERTES AUX ENTREPRENEURS

Quel que soit votre projet,
les conseillers BNP Paribas
sont à vos côtés pour le réaliser.

www.bnpparibas.net

La banque d'un monde qui change



BNP PARIBAS